

Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA)

République Centrafricaine



Décembre 2009

Données de mai - juin 2009



Ministère du Plan et de la coopération Internationale
Institut Centrafricain des Statistiques et des
Etudes Economiques et Sociales (ICASEES)
Ministère de L'Education Nationale
Ministère de la Santé Publique
Ministère des Affaires Sociales et de la Famille
Ministère du Développement Rural et de L'Agriculture
Action Contre la Faim (France)
Médecins Sans Frontières

République Centrafricaine

Analyse Globale de la Vulnérabilité et de l'Insécurité Alimentaire (AGVSA)

Données de mai - juin 2009

Préparé par Dr. Moïse M. BALLO

Avec la participation de Koffi AKAKPO, Jean Faustin PIAMALE, Donatien PANDIKUZIKU, Albert BANGO MAKOUDOU, Moses NAMANYA,

Décembre 2009

© Programme Alimentaire Mondial, Service de analyse de Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de analyse de Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/foodsecurity> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Pour plus d'informations, contacter :

Bureau du PAM de la RCA

Sitta Kai Kai, sitta.kai-kai@wfp.org

Moïse M. BALLO moise.ballo@wfp.org

Bureau Régional du Sénégal

Naouar Labidi naouar.labidi@wfp.org

Koffi Akakpo koffi.akakpo@wfp.org

Jean-Martin Bauer jean-martin.bauer@wfp.org

Siège social du PAM à Rome, Italie

Arif Husain arif.husain@wfp.org

Chiara Brunelli chiara.brunelli@wfp.org

Cinzia Papavero cinzia.papavero@wfp.org

Claudia AhPoe claudia.ahpoe@wfp.org

Sabine Bongji, sabine.bongji@wfp.org

Page de couverture : Photographie de réfugiés à Zémio

Auteur : Donatien Pandikuziku (2009)

Les vues exprimées dans ce rapport ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle des donateurs.

I PREFACE

La réalisation de cette Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA) traduit la volonté du Gouvernement de la République Centrafricaine et d'un ensemble d'institutions de doter les décideurs, les chercheurs et les opérateurs intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire en RCA, d'un outil de prise de décision adapté à leurs besoins.

En effet, à six ans de 2015, horizon prévu pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, force est de reconnaître que la RCA fait face à des défis multiples. A l'instar de nombreux pays, en Afrique et ailleurs, une grande partie de la population de la RCA vit dans la pauvreté et fait face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. La crise économique et financière sans précédent de 2008 est venue exacerber cette situation par les bouleversements qu'elle a induit sur les systèmes économiques et financiers aux niveaux global, national et local. La hausse des prix des denrées alimentaires a conduit à une poussée de la pression inflationniste, à la dégradation de la balance des paiements dans les pays les plus affectés au rang desquels la République Centrafricaine et à la dégradation du pouvoir d'achat des plus vulnérables. La crise alimentaire qui en résulte continue de rendre vulnérable une bonne partie de la population du pays. A ces défis importants viennent s'ajouter les effets négatifs des changements climatiques auxquels sont particulièrement vulnérables les économies des nations les plus fragiles.

Ces défis nécessitent la mise en place de filets de protection pour les couches de population les plus vulnérables. Ils nécessitent également le développement des capacités de production des secteurs agricole et industriel sur la base d'une gestion saine des ressources environnementales et naturelles, la gestion efficace des ressources minières, le renforcement des capacités commerciales et la mise en place des partenariats stratégiques dans le cadre de l'intégration sous régionale, régionale et africaine. Leur prise en charge requiert la mise à disposition aux décideurs, agents humanitaires et de développement, chercheurs et autres, d'une information fiable et à jour dans les domaines concernés.

Grâce à ce travail collégial, le Gouvernement de la République Centrafricaine et l'ensemble de ses partenaires possèdent désormais une base d'informations devant servir à mener à bien leurs missions de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition et pour la croissance durable et le développement humain.



SE Mr Sylvain MALIKO
Ministre d'Etat au Plan,
à l'Economie et à la Coopération
Internationale

II REMERCIEMENTS

C'est un grand plaisir pour le système des Nations Unies en RCA, notamment les bureaux de pays du PAM, de l'UNICEF, du PNUD et de la FAO de poursuivre son soutien au Gouvernement de la République centrafricaine et ses partenaires au développement dans ses efforts vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015.

Deuxième exercice du genre en RCA, l'AGVSA est un outil qui aide à mieux comprendre qui sont les personnes en insécurité alimentaire dans le pays et où elles vivent. Elle permet d'identifier les causes sous-jacentes d'un accès limité à une nourriture suffisante et nutritive. Il n'est possible d'attaquer ces problèmes à leur racine qu'en ayant des réponses à ces questions fondamentales. Traiter les causes sous-jacentes est le moyen le plus sûr et efficace d'aider la population à se prendre en charge et d'assurer la durabilité des gains en termes de développement. Par ailleurs, l'enquête, en ce qu'elle met à jour les principaux indicateurs dans le domaine de la sécurité alimentaire, est conçue pour fournir une base de référence permettant de mesurer l'efficacité des interventions à venir dans le domaine ainsi que les impacts négatifs des chocs.

La particularité de cette étude tient à sa couverture nationale, à l'analyse qu'elle fait du statut alimentaire et nutritionnel des populations aussi bien en milieu rural qu'urbain, dans 16 provinces et le District de Bangui. En plus, en adoptant l'approche de l'économie des ménages, l'enquête analyse de près les capacités spécifiques des différentes catégories de population et les contraintes spécifiques auxquelles elles font face dans leurs activités quotidiennes pour une vie saine et active.

Nous voudrions exprimer notre sincère gratitude à l'ensemble des partenaires sans l'apport inestimable desquels cette étude n'aurait pu voir le jour. Nos remerciements et félicitations s'adressent tout d'abord au Gouvernement de la République Centrafricaine à travers le Ministère du Plan / l'Institut Centrafricain de Statistiques Economiques et d'Etudes Sociales (ICASEES), les Ministères en charge de l'Agriculture, de la Santé, de l'Education et des Affaires sociales. Nous remercions tout particulièrement l'ICASEES pour sa contribution technique à l'ensemble des étapes de l'étude et pour la mise à disposition de ses ressources humaines et matérielles. Nous tenons également à remercier les Agences des Nations Unies et les ONG Action Contre la Faim (France) et ACTED pour leur contribution technique.

Résultat palpable de cette étude, le présent rapport est le fruit des contributions de diverses personnes et partenaires impliqués dans les phases de préparation de l'enquête, de formation des enquêteurs, de collecte, saisie, traitement et d'analyse des données. Qu'elles trouvent ici, l'expression de notre gratitude.

Enfin, cette enquête n'aurait pu aboutir sans l'aide technique de nombreux collègues du siège du PAM, à savoir Jan Delbaere, Sabine Bongi, Cinzia Papavero ; du bureau régional du PAM, à savoir Naouar Labidi, Koffi Akakpo, Jean-Martin Bauer et des bureaux de pays de la FAO, de l'OMS, du PAM, du PNUD et de l'UNICEF en RCA. Nous tenons à remercier Mr Nicaise Kponou Directeur Adjoint du PAM, et Mr Maï MOUSSA ABARI, ancien représentant de la FAO, pour leur engagement et leur soutien à cette étude.

Sitta KAI KAI
Représentante du PAM



Tanya CHAPUISAT
Représentante de l'UNICEF



Bo SCHACK
Représentant du PNUD



III TABLE DES MATIERES

I	PREFACE	ii
II	Remerciements	iii
III	Table des Matières	iv
IV	liste des tableaux	v
V	liste des figures	vi
VI	Liste des acronymes	viii
1	Résumé sommaire	1
2	contexte, objectifs et methodologie	5
	2.1. contexte général de la rca	5
	2.2. Objectifs	9
	2.3. Concepts et Définitions	9
	2.4. Méthodologie	10
3	Analyse de la securité alimetaire et de la vulnérabilité	15
	3.1. Capital naturel	15
	3.2. Capital Humain et Social	24
	3.2.2. migration	27
	3.3. Capital physique	32
	3.4. Capital économique	37
	3.5. Sources de revenus et moyens de subsistance	41
	3.6. Analyse de la consommation et de la sécurité alimentaire	44
4	Chocs, vulnérabilités et stratégies de réponse	54
	4.1. Types de Chocs.....	54
	4.2. strategies d’adaptations aux chocs	56
5	Conclusions et recommandations	60
	5.1. Conclusions	60
	5.2. recommandations.....	61
6	annexes	66
	Annexe 1 : Concepts et Définitions	66
	Annexe 2 : Description des zones agro ecologiques et des zones de moyens d’existence	69
	annexe 3 : analyse causale (sécurité alimetaire).....	93
	Annexe 4 : Méthode de Calcul de l’Indice de Stratégie de Survie	95

IV LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Evolution des principaux indicateurs macro économiques de 1997 à 2010.....	7
Tableau: 2: Distribution géographique de l'échantillon	13
Tableau 3: Evolution des rendements moyens (tonne/ha) des principales cultures.....	16
Tableau 4: Pratique de l'agriculture, superficies exploitées et possession de semences.....	19
Tableau 5: Le Résumé de quelques caractéristiques démographiques des ménages:	25
Tableau 6: Découpage sectoriel de l'éducation en RCA	28
Tableau 7: Description des groupes de moyens de subsistance	43
Table 8: Classes de consommation alimentaire.....	47
Tableau 9: Distribution des ménages (% et nombre de personnes) en insécurité alimentaire par préfecture	50
Tableau 10: Synthèse des recommandations	61

V LISTE DES FIGURES

Figure 1: Carte de la prévalence de l'insécurité alimentaire.....	2
Figure 2: Carte administrative de la République Centrafricaine	6
Figure 3 : Appui Direct Etranger	8
Figure 4: Cadre conceptuel de vulnérabilité et sécurité alimentaire	10
Figure 5: Découpage agro écologique de la République Centrafricaine	12
Figure 6: Evolution des productions estimées des cultures vivrières (en tonnes).....	18
Figure 7: Graphique des Principaux modes d'accès à la terre par préfecture.....	19
Figure 8: Production moyenne par tête (KG) des principales cultures vivrières par préfecture	20
Figure 9: Sources des semences utilisées par préfecture	21
Figure 10: Sources des semences utilisées par classe de richesse.....	21
Figure 11: Pourcentage de ménages ayant assez de semences pour la prochaine campagne agricole	21
Figure 12: Unité Bétail Tropical (UBT) par Préfecture	23
Figure 13: Unité Bétail Tropical (UBT) par Préfecture	23
Figure 14: Unité Bétail Tropical (UBT) par Groupe de moyen de subsistance	23
Figure 15: Carte de al Population densité par Sous préfecture (2003)	25
Figure 16: Destinations des migrants	27
Figure 17: Taux brut et taux net de scolarisation.....	29
Figure 18: Niveau d'éducation des chefs de ménage par préfecture	30
Figure 19: Accès aux infrastructures sanitaires par préfecture.....	31
Figure 20: Indexe de densité de l'habitat par préfecture.....	32
Figure 21: Indexe de densité de l'habitat par préfecture.....	33
Figure 22: Sources d'eau de boisson par préfecture	34
Figure 23: Quintiles d'incite de possession de bien (richesse) par préfecture	36
Figure 24: Principaux flux internes et externes de produits alimentaires	37
Figure 25: Prix de quelques produits alimentaires par marchés (juin 2009).....	38
Figure 26: Evolution des prix moyens annuels de quelques produits alimentaires de base en RCA (2005-2009).....	39
Figure 27: Evolution de l'indice des prix à la consommation à Bangui (2000-2008)	39
Figure 28: Inflation de la RCA et critère de convergence CEMAC.....	39
Figure 29: Niveau des dépenses mensuelles totales par préfecture	40
Figure 30: Proportion des dépenses alimentaires par préfecture	40
Figure 31: Proportion des dépenses alimentaires par groupes de moyens de vie.....	41
Figure 32 Proportion des dépenses alimentaires par classes de richesse	41
Figure 33: Groupes de moyens de subsistance	42
Figure 34: Carte de Distribution géographique des principaux groupes de moyens de subsistance	42
Figure 35: Nombre moyen de repas pris le jour par les enfants	44
Figure 36 Nombre moyen de repas pris le jour par les adultes.....	44
Figure 37: Sources des aliments consommés par préfecture	45
Figure 38 Sources des aliments consommés par groupe de moyens de.....	45
Figure 39: Groupes d'aliments et coefficients de pondération pour le score de consommation	46
Figure 40: Moyennes de consommation hebdomadaire (nombre de jours)	47
Figure 41: Moyennes de consommation hebdomadaire (nombre de jours) par score de consommation..	47
Figure 42: Moyenne de consommation hebdomadaire des différents produits alimentaires (nombre de jours de consommation).....	48
Figure 43: Carte de l'insécurité alimentaire par province	50

Figure 44: Classes de sécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance	51
Figure 45 Classes de sécurité alimentaire selon les classes de richesse.....	51
Figure 46: Part dépenses alimentaires dans les dépenses globales y compris autoconsommation.....	51
Figure 47: Principaux chocs ayant affecté les ménages.....	54
Figure 48: Principaux chocs ayant affecté les ménages par préfecture.....	55
Figure 49: Principaux chocs par groupe de moyens de vie	56
Figure 50: Principales stratégies d'adaptation utilisées	57
Figure 51: Principales stratégies d'adaptation utilisées par les par préfecture	58
Figure 52: Principales stratégies d'adaptation utilisées par classe de richesse.....	58
Figure 53: Principales stratégies d'adaptation utilisées par groupe de moyen de vie.....	58
Figure 54: Indice de stratégie de survie par préfecture.....	59

VI LISTE DES ACRONYMES

AGVSA	Analyse Globale de la Vulnérabilité, la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition
ACDA	Agence Centrafricaine de Développement Agricole
AD	Aires de Dénombrement
CM	Chef de Ménage
CPJP	Convention Patriotique pour la Justice et la Paix
CSI	Indice de Stratégie de Survie
ECASEB	Enquête Centrafricaine sur le Suivi Evaluation du Bien- être
FAO	Food and Agriculture Organization
FCFA	Franc CFA
FMI	Fond Monétaire International
HDPT	Humanitarian and Development Partnership Team
ICASEES	Institut Centrafricain de Statistiques Economiques et d'Etudes Sociales
ICRA	Institut Centrafricain de Recherches Agronomiques
IDH	Indice de Développement Humain
LRA	Lord's Resistance Army
MAG	Malnutrition Aiguë Globale
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
MDR	Ministère du Développement Rural
MSF	Médecins Sans Frontière
MUAC	Middle Upper Arm Circumference
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAIA	Projet d'Appui aux Institutions Agricoles
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PB	Périmètre Brachial
PDA	Plan Directeur de l'agriculture
PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIMT	Programme National d'Investissement à Moyen Terme
PNUD	Programme de Nations Unies pour le Développement
PPIB	Profils de Projets d'Investissement Bancables
PSA	Programme Sectoriel Agricole
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
SCA	Score de Consommation Alimentaire
UBT	Unité Bétail Tropical
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VAM	Vulnerability Analysis and Mapping

1 RÉSUMÉ SOMMAIRE

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au cours de ces deux dernières décennies, la RCA a souffert d'une instabilité politique chronique caractérisée par des conflits internes répétitifs et des coups d'état successifs. Cette situation a eu pour conséquence la stagnation voire la régression du pays sur le plan socio économique. De nouveaux facteurs de vulnérabilité comme la hausse des prix et la crise économique sont venus exacerber ces difficultés. Malgré les énormes potentialités dont dispose le pays, une proportion non négligeable de la population n'arrive pas à satisfaire ses besoins alimentaires.

Pour mieux comprendre le contexte de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire en RCA, le PAM a initié en collaboration avec le Ministère du Plan / Institut Centrafricain de Statistiques Economiques et d'Etudes Sociales (ICASEES), plusieurs autres agences du gouvernement, les agences du système des Nations Unies et plusieurs ONG une étude nationale de base de la sécurité alimentaire et la nutrition, dénommée Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA-RCA-2009). Plus spécifiquement, les objectifs de l'AGVSA-RCA-2009 sont (1) de contribuer à une meilleure identification géographique et socio-économiques des groupes de populations qui sont en ou vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, (2) déterminer la nature et les causes de cette insécurité alimentaire et nutritionnelle, et (3) identifier les différents chocs qui ont affecté les populations et leur impact sur leur situation alimentaire et nutritionnelle actuelle et future (4) déterminer les formes et types d'assistance nécessaires pour faire face à la situation et protéger les moyens de subsistance.

METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

L'étude se base sur les résultats de l'enquête de terrain, conduite entre mai et juin 2009, ainsi que sur l'analyse des données secondaires existantes.

L'échantillonnage a été effectué pour donner des résultats représentatifs au niveau des provinces (16 provinces plus la commune urbaine de Bangui) et des régions. Dans le cadre des travaux cartographiques du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH03), l'ensemble du territoire national a été découpé en petites unités aréolaires appelées Aires de Dénombrement (AD). La liste exhaustive des 3228 AD ainsi constituée a servi de base de sondage pour le tirage des unités primaires de sondage. Dans chaque préfecture, les AD ont été réparties selon le milieu de résidence (urbain/rural) avant le tirage des unités primaires. Les AD ont été tirées proportionnellement à leur taille afin d'accorder plus de chance aux AD de grande taille de faire parti de l'échantillon. Au second degré, les unités secondaires sont constituées par les ménages qui sont sélectionnés à l'intérieur des AD. Un dénombrement a permis de mettre à jour la liste des ménages dans les AD échantillon, avant la sélection. 12 ménages ont été sélectionnés de façon systématique dans chaque aire de dénombrement.

En vue d'assurer un niveau de précision adéquat des indicateurs, une taille minimale de 26 aires de dénombrement est nécessaire par préfecture. Pour assurer une meilleure représentativité spatiale de l'échantillon et minimiser les effets grappe, 11 ménages seront enquêtés dans chaque aire de dénombrement. Ainsi, 4399 ménages sur un total prévu de 4.862 ont été interrogés. L'enquête des ménages comprenait également une section sur la nutrition adressée aux femmes en âge de procréer et aux enfants de moins de 5 ans. 4622 femmes en âge de procréer et 4 472 enfants de 6 à 59 mois ont participé à l'enquête. Globalement, le taux de réalisation a été de 90,5% pour les AD et 90,4% pour les ménages. Toutefois, la taille de l'échantillon avait été ajustée pour un taux de non-réponse anticipé de 10% pour les ménages.

LIMITES DE L'ETUDE

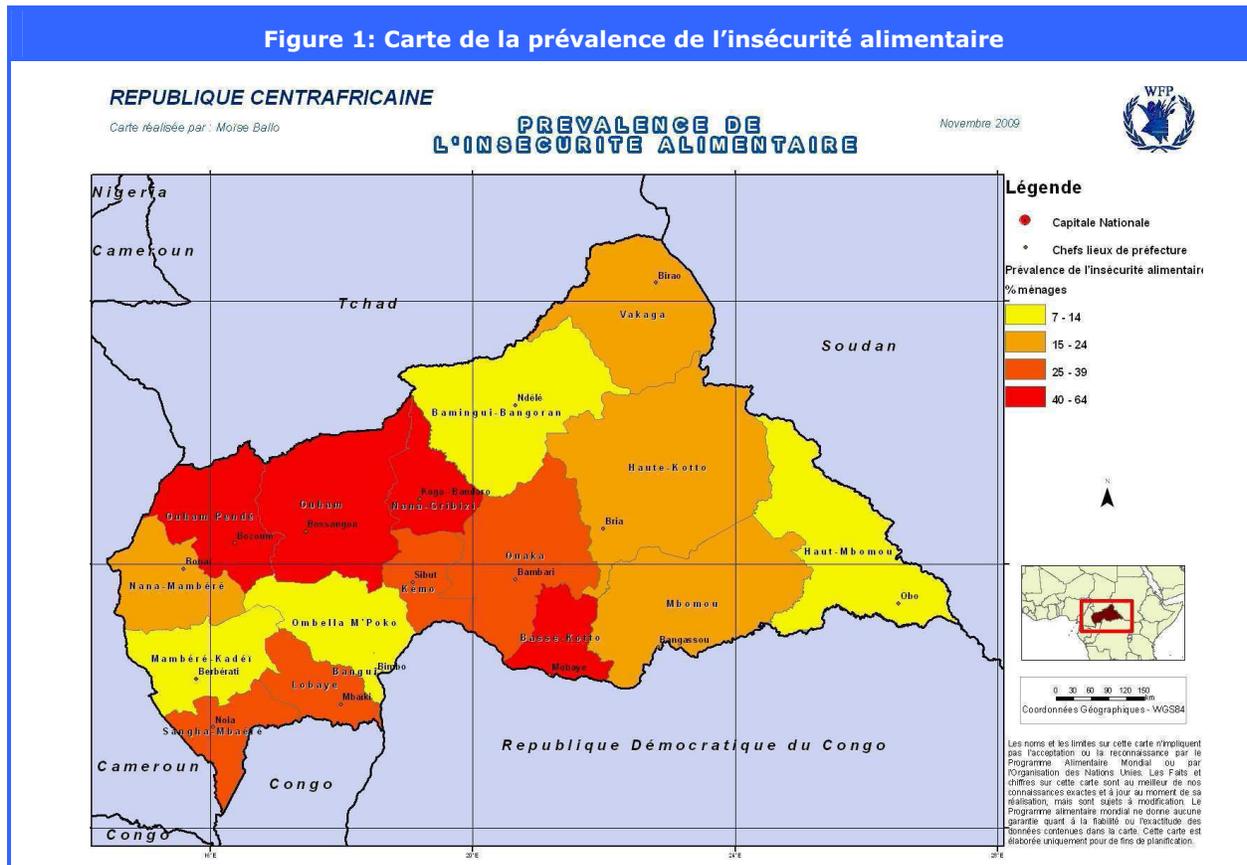
L'insécurité prévalant au nord du pays n'a pas permis d'atteindre 23 AD sur un total de 26 dans la préfecture de la Vakaga et 9 AD sur un total de 26 dans la province de la Bamingui Bangoran. Par ailleurs, l'approche utilisée est basée sur la fréquence et la diversité des aliments et non sur la quantité consommée, malgré la corrélation étroite existante entre ces deux indicateurs.

COMBIEN DE MENAGES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE?

Au niveau national, 30,2% des ménages sont en insécurité alimentaire, soit près de 1 221 008 personnes dont : 7,5% en insécurité alimentaire sévère, soit près de 284 502 personnes et 22,7% en insécurité alimentaire modérée, soit près de 936 506 personnes.

LES PREFECTURES LES PLUS AFFECTEES PAR L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Les ménages urbains sont moins confrontés à l'insécurité alimentaire. Seulement 2,1% des ménages urbains était en insécurité alimentaire sévère contre 10,9% en milieu rural et 11,3% des ménages urbains étaient en insécurité alimentaire modérée contre près de 30% en milieu rural.



Les Préfectures, les plus touchées par l'insécurité alimentaire sévère et modérée, en termes de proportion et d'effectifs sont: l'Ouham-Pendé : (64,5% dont 24,5% en insécurité alimentaire sévère) ; Nana Gribizi : (62% dont 28,3% en insécurité alimentaire sévère), la Basse-Kotto (44%) et l'Ouham (42%). Viennent ensuite : Kémo (39%) ; Ouaka (30%), Lobaye (28%) et Sanga Mbaere (27%). Les préfectures les moins touchées sont : Ombella-Mpoko (7%) et Bangui (8%).

QUELLES SONT LES CATEGORIES DE MENAGES LES PLUS TOUCHEES PAR L'INSECURITE ALIMENTAIRE?

Les catégories socio professionnelle les plus touchées par l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) sont : les ménages vivant de la chasse et de la cueillette : (37,8% dont 11,4% en insécurité alimentaire sévère), les agriculteurs (35,0%); les Pêcheurs agriculteurs (30,0%); les Ouvriers journaliers et Maraîchers (29.5%). Les Chasseurs et Cueilleurs sont majoritaires dans les préfectures du nord principalement affectées par l'insécurité. Les agriculteurs sont majoritaires dans les préfectures du Nord Ouest et du centre. Les Pêcheurs agriculteurs, quand à eux sont majoritaires dans les préfectures du sud riveraines des grands fleuves.

Il ressort de l'analyse des résultats que les ménages en insécurité alimentaire se caractérisent par la forte prévalence de la pauvreté (84,6% des ménages très pauvres sont en insécurité alimentaire), la faiblesse de la production végétale et animale, la faiblesse des revenus, la proportion très élevée des dépenses alimentaires (74%), l'importance de l'achat comme source des aliments consommés (68,7%). La proportion de ménages très pauvres et pauvres est la plus élevée dans les préfectures du Nord ouest (nana Gribizi, Ouham-Pendé, Ouham), et du Sud Est (Haut-Mbomou). Par ailleurs, le risque d'insécurité alimentaire est plus élevé parmi les ménages de petite taille (1 à 3 personnes). Il est 21% plus élevé parmi les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction par rapport à ceux ayant au moins un niveau d'instruction primaire ou sont alphabétisés. Les ménages qui disposent de semences ou utilisent des techniques pour améliorer la productivité et le rendement sont moins exposés à l'insécurité alimentaire que ceux qui n'y ont pas accès. Les résultats ne semblent pas montrer un différentiel de risque d'insécurité alimentaire significatif selon le sexe du chef de ménages.

LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN RCA

L'insécurité alimentaire en RCA est essentiellement liée à l'instabilité socio politique que traverse le pays et qui a contribué à dégrader les conditions de vie des ménages et à affaiblir considérablement leurs moyens de subsistance et leur capacité à faire face aux chocs. La violence et l'insécurité provoquent dans les zones concernées des déplacements de population, la perturbation des activités de production agricole et des circuits commerciaux, qui se traduisent par une faiblesse des disponibilités alimentaires.

Il est également lié aux problèmes d'accès à la nourriture en raison du faible pouvoir d'achat et de la pauvreté auxquels s'ajoute l'impact de chocs globaux et locaux que constituent entre autres, la crise financière et économique internationale et la hausse des prix des denrées alimentaires. La première a touché la RCA à travers la chute des exportations de produits forestiers et du diamant qui représentent plus de 80% de ses recettes d'exportation. Cela s'est traduit par la fermeture de compagnies et entreprises dans ces secteurs, la perte des emplois directs et indirects, ainsi qu'une forte diminution des revenus, particulièrement dans les zones de production. Il faut ajouter à cela la crise des filières coton et café. En RCA, les prix, après leur flambée en 2008 n'ont pas significativement baissé. Le taux d'inflation moyen a baissé à 8,8% en juillet 2009 après avoir atteint 9,3% en 2008.

En outre, 91% des ménages (96% des ménages en insécurité alimentaire) ont déclaré avoir subi un choc au cours des 12 mois précédant l'enquête. Les principaux chocs ayant affecté les ménages ont été, par ordre d'importance, la hausse des prix des denrées alimentaires (75,8% des ménages), dépenses de santé/dépenses liées à la présence d'un malade chronique dans la famille (50,7%), baisse ou irrégularité de la pluviométrie (44%), manque d'accès à l'eau potable (42%), insécurité/incendie/vols, chômage (36%). Si les ménages sont indifféremment affectés par ces chocs, les effets sur la situation alimentaire des plus pauvres et en insécurité alimentaire sont nécessairement plus importants en raison de leur vulnérabilité. Face à ces chocs, 93,8% des ménages (97,5% des ménages en insécurité alimentaire) ont eu recours à des stratégies de recours. Les stratégies alimentaires les plus corrosives ont été les plus utilisées : consommer des aliments moins préférés (78%), diminuer la quantité de la nourriture pendant le repas (64,8%), diminuer le nombre de repas quotidiens (64,4%), consommer des aliments

sauvages/cueillis, non consommés habituellement (50%), passer un ou plusieurs jours sans manger (42%).

FACTEURS DE RISQUES DE DEGRADATION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

La situation alimentaire décrite dans le présent rapport traduit celle qui prévalait au moment de l'enquête et de ce fait est évolutive. Plusieurs facteurs de risque, s'ils adviennent peuvent contribuer à une dégradation rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les prochains mois : i) la poursuite ou l'extension des conflits en RCA ou dans les pays voisins ; ii) une conjoncture économique mondiale et locale toujours défavorable ; iii) des prix des denrées alimentaires de base qui restent élevés ou continuent d'augmenter ; v) la baisse de la pluviométrie dans les principales zones de production agricole.

RECOMMANDATIONS

La lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition revêt deux caractères, l'un structurel et l'autre conjoncturel. A ce titre, il faut agir sur les facteurs améliorant et réduire les facteurs aggravant à court, moyen et long terme. Les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire sont nombreuses et s'influencent les uns les autres. Ils ne peuvent donc pas être traités séparément, mais doivent être pris en charge globalement afin d'atteindre le maximum d'efficacité.

Les recommandations programmatiques incluent des interventions à court, moyen et long terme. Elles comprennent des interventions visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition actuelle chez les enfants et les femmes, ainsi que le soutien aux moyens d'existence, avec un accent particulier sur les agriculteurs, pour les aider à progressivement mettre en place et à renforcer leur base d'actifs qui garantit une plus grande résilience face à l'avenir. En outre, les recommandations comprennent l'amélioration et le renforcement de la surveillance débutante. Celle-ci devrait permettre de détecter une détérioration de la sécurité alimentaire des populations, de l'état nutritionnel et de la santé à un stade suffisamment précoce pour permettre des interventions évitant que la situation ne devienne incontrôlable. Les recommandations comprennent également la nécessité de renforcer les mesures de préparation à la gestion des crises. D'une façon générale, les recommandations tombent dans les domaines généraux suivants:

- Secours d'urgence
- Appui aux moyens d'existence et filet social
- Santé et Nutrition
- Statistiques agricoles et préparation et gestion des catastrophes

Les interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire devraient s'inscrire dans le cadre de programmes et initiatives déjà existants et viser à les améliorer et / ou les élargir.

Les options d'intervention spécifiques sont résumées au chapitre 6.

2 CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

2.1. CONTEXTE GENERAL DE LA RCA

La République Centrafricaine est un vaste pays enclavé (623.000 km²) situé entre 2°10' et 11° de latitude Nord dont le territoire s'étage entre 325 m et 1.410 m d'altitude. Le découpage de l'année en saisons en R.C.A se caractérise par l'alternance d'une saison sèche dont la longueur est de sept mois au nord et trois mois au sud, et d'une saison humide, qui va de mars à octobre au sud, de mai à septembre au nord, avec des intersaisons plus ou moins marquées. Pendant la saison sèche, le pays est soumis à l'harmattan, vent chaud et sec qui élève les températures dans le pays (de janvier à mars). Cinq domaines phytogéographiques s'étalent du Sud au Nord de la République Centrafricaine : La forêt dense humide (ou forêt sempervirente, forêt ombrophile ou encore forêt hygrophile), La forêt tropophile ou forêt dense semi décidue, Les savanes (arborée, arbustive et herbeuse), La steppe, (pseudo steppe, secteur sahélo soudanien). La diversité des sols (Ferrallitiques, ferrugineux tropicaux, alluviaux et hydromorphes, sols jeunes d'érosion) révèle la richesse des conditions édaphiques dont dispose le Centrafrique. Ces ressources sont encore sous-exploitées : 1% seulement des terres est actuellement cultivé.

Le Centrafrique possède un réseau dense de cours d'eau sur toute l'étendue de son territoire. Ceci est à relier à l'abondance relative de la pluviométrie et à la nature des terrains. Les systèmes hydrographiques du pays sont à cheval sur le bassin hydrographique du Lac Tchad au nord et celui du Congo au sud, la frontière soudanaise étant délimitée par la ligne de partage des eaux avec le Nil. Les principaux cours d'eau sont : le Logone, le Chari, l'Oubangui et la Sangha avec leurs affluents (la Pendé, la Lim, le Ngou, l'Ouham, l'ensemble Aouk-Bamingui, l'Uélé, Mbomou, la Kotto, la Ouaka, la Kémo, l'Ombella, la Mpoko, la Lobaye, la Nola, la Kadéi et la Mambéré).

Le territoire centrafricain est enclavé aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur. L'éloignement des côtes maritimes en est l'expression la plus évidente. Car le pays est situé à plus de 1.000 kilomètres de distance tant des côtes du Golfe de Guinée qu'à celles de l'Océan Indien ou de la Mer Rouge. Mais les itinéraires effectifs sont parfois deux fois plus longs que ceux calculés à vol d'oiseau à cause des difficultés de communication liées, soit au piteux état des routes, soit à la vigueur de certains reliefs et les plaines marécageuses. Sur le plan intérieur, la distance ou le vide démographique oppose la partie ouest et sud du pays beaucoup plus peuplée et moins enclavée, à la partie est et nord-est d'accès difficile.

Le pays est faiblement peuplé (4 390 000 habitants en 2009¹) et la population est inégalement répartie. Les plus fortes concentrations de populations sont remarquées le long des axes routiers, notamment dans les régions du Nord-Ouest, du Centre, du Centre Sud et de la périphérie de Bangui la capitale. En 2003, un peu plus de 50% de la population a moins de 18 ans et presque 43 pourcent de la population a moins de 15 ans.

Sur le plan administratif, le pays est subdivisé en 7 régions, 16 préfectures et 71 Sous Préfectures, 177 communes (y compris les 8 arrondissements de Bangui) et 8.300 villages et quartiers.

¹ Projections démographiques à partir des données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2003

Figure 2: Carte administrative de la République Centrafricaine



Malgré un potentiel agro écologique et minier très important, la RCA est l'un des pays les plus pauvres au monde et le PIB réel par habitant était de 223 dollars E-U en 2008² (684 pour les pays de l'Afrique Subsaharienne et 831 pour les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)). Selon l'Enquête Centrafricaine pour le Suivi-Evaluation du Bien-être³, en 2008, 62 pourcent de la population, soit 2.6 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté (49,6 pourcent en milieu urbain, et près de 69,4 pourcent en milieu rural). L'Indice de Développement Humain (IDH) de la RCA est en baisse depuis les années 1990, classant le pays au 178^{ème} rang parmi 179 pays en 2008⁴ et au 179^{ème} rang en 2009⁵. Le tableau suivant présente l'évolution de quelques indicateurs macro économiques de la RCA de 1997 à 2010 et illustre la stagnation voire la régression de la situation économique et la faiblesse des capacités de l'Etat.

² FMI, Perspectives de l'économie mondiale, 2009

³ ICASEES, Profils de pauvreté en RCA, résultats provisoires, 2008

⁴ PNUD Rapport sur le développement humain, mise à jour 2008.

⁵ PNUD Rapport sur le développement humain, 2009

Tableau 1 Evolution des principaux indicateurs macro économiques de 1997 à 2010

Indicateurs	Années	1997-								
		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009*	2010*
Croissance réelle du PIB (%)		2,8	-7,1	1	2,4	3,8	3,7	2,2	2,4	3,1
Croissance du PIB réel par habitant (%)		0,8	-8,9	-1	0,4	1,8	1,7	0,2	0,4	1,1
PIB réel par habitant (En dollars EU, aux prix de 2000, calculés aux taux de change de 2000)		242	216	214	215	219	222	223	223	226
Prix à la consommation (% moyen de variation annuelle)		1,3	4,4	-2,2	2,9	6,7	0,9	9,3	4,6	2,8
Investissement total (en % du PIB)		9,7	6,3	6,8	9,8	10,1	10	11,6	10,6	12,4
Epargne intérieur (en % du PIB)		4,8	1,7	0,3	1,7	2,4	0,7	-1	-2	-0,5
Solde budgétaire global dons compris (administration centrale, % du PIB)		-1,4	1,3	0,9	-0,8	1,1	-0,4	-1,6	-1,9	-1,7
Recettes publiques hors dons (en % du PIB)		9,4	8,1	8,3	8,2	9,5	10,3	10,4	10,8	10,7
Dépenses Publiques (Administration centrale, en % du PIB)		16,6	8,3	10,8	13,1	21,7	14,8	16,7	17,9	18,4
Exportations de biens et services (en % du PIB)		19,6	13,5	13,8	12,8	14,2	14,1	10,8	8,6	9,1
Importations de biens et services (en % du PIB)		24,5	18	20,3	20,8	21,9	23,5	23,4	21,1	22
Balance commerciale (en % du PIB)		2,5	0,9	-1,4	-3,5	-3,1	-4,3	-7,8	-7,7	-8,1
Dettes extérieures envers les créanciers publics (En pourcentage du PIB)		88,1	104	80,6	75,2	69,9	58	49,6	51,1	46,3
Termes de l'échange (Indice, 2000 = 100)		96,5	85	73,2	72,6	72,2	60,9	44,1	37,7	37,5

*= Estimations, Source : Ministère du Plan

Le principal frein au développement du pays est l'instabilité socio politique liée à des coups d'Etat et à des conflits armés récurrents qui l'affectent depuis les années 90. Malgré le processus de paix engagé par le Gouvernement en 2007, les conflits se poursuivent dans le nord et le sud-est du pays. Au nord, on assiste à l'émergence de nouveaux groupes rebelles tels que la Convention Patriotique pour la Justice et la Paix (CPJP) et à des tensions (entre les communautés ethniques Kara, Goulas et Roungha d'une part et entre agriculteurs sédentaires et éleveurs transhumants armés d'autre part). Ces violences ont entraîné le déplacement interne d'environ 108.000 personnes au cours des trois dernières années⁶, ainsi que poussé 138,000 Centrafricains à se réfugier au sud du Tchad, au Soudan et à l'est du Cameroun⁷. Les violences et l'insécurité contraignent les populations à fuir leurs villages et à se disperser en brousse ou à se concentrer dans les villes dans le dénuement total⁸. Le climat d'insécurité chronique et de violences épisodiques oblige les populations dans les zones concernées à effectuer des mouvements d'aller-retour entre leurs localités d'origine et les lieux d'asile. Le pays subit également le poids des conflits régionaux notamment ceux du Soudan, du Tchad et de la République Démocratique du Congo (RDC). Suite à ces conflits environ 10 000 réfugiés soudanais et congolais étaient encore enregistrés en Centrafrique en 2009. Malgré une certaine accalmie au niveau des conflits tchadiens et soudanais, la perspective du référendum au Sud Soudan et des élections présidentielles dans les deux pays fait planer le risque de nouvelles violences et d'afflux de réfugiés vers la RCA. Par contre, du côté de la RDC, la Lord Resistance

⁶ CAR- Consolidated Appeal 2009

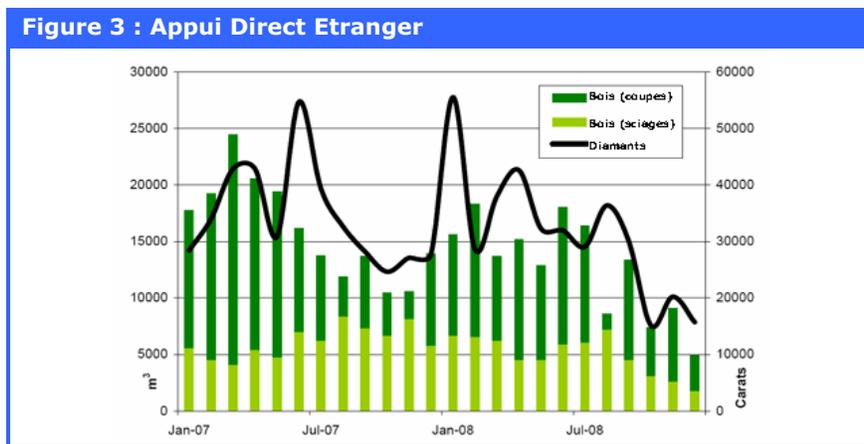
⁷ HDPT Central African Displacement data, juillet 2009

⁸ Mission inter agences sécuritaire et humanitaire au profit des réfugiés et déplacés de Mboki et Obo septembre 2009 ; Rapport de l'évaluation exploratoire de la sécurité alimentaire de la population déplacée sur l'axe Ndélé-Ngarba, Mars 2009

Army (LRA)⁹ sévit depuis juin 2009 dans la Préfecture du Haut-Mbomou au Sud Est, procédant à des pillages, tueries et enlèvements.

Le contexte de violence et la faiblesse des capacités de l'Etat ont conduit à une aggravation de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations affectées. Il a également entraîné la dégradation et la destruction des infrastructures socio économiques de base.

A ce contexte fragile s'ajoute l'impact de la crise financière et économique internationale qui a touché la RCA à travers la chute des exportations de produits forestiers et du diamant qui représentent plus de 80 pourcent des recettes d'exportation. Selon les estimations du FMI¹⁰, la RCA a été frappé plus vite et plus fort par la crise économique mondiale que la plupart des autres Etats africains. D'une part, les coûts de production élevés limitent la compétitivité des exportations de la RCA. D'autre part, la réduction de la demande globale s'est traduite rapidement par une baisse de la production, des licenciements et la baisse des recettes publiques et des revenus des ménages. Fortement concentré dans le Sud, la production de diamants (en carats) a diminué de presque 80 pour cent de la crête au creux au cours de l'année 2008, et de 21 pour cent par rapport à 2007. La production de bois a elle diminuée de plus de 70 pour cent de la crête au creux au cours de l'année 2008, et de 20 pour cent par rapport à 2007.



Source: World Bank Country Assistance Strategy CAR (2009)

L'impact social sur les régions auparavant stables du sud a été sévère. Le chômage et l'effondrement des revenus a conduit notamment à une augmentation des taux de malnutrition chez les enfants, les parents n'étant plus en mesure de pourvoir aux besoins alimentaires et sanitaires de leurs enfants¹¹. Selon une enquête réalisée par Médecins Sans Frontière (MSF), environ 16 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë dans les trois provinces les plus durement touchées. Fait alarmant, près de 7 pour cent sont victimes de malnutrition aiguë sévère.

La crise en RCA est aggravée par une réduction possible de l'Appui Direct Etranger. Après avoir atteint plus de 310 M \$ en 2008, l'aide étrangère totale est susceptible de diminuer de 20 pour cent à moins de 250 millions de dollars en 2009. L'aide humanitaire est en net recul durant le premier semestre 2009. La dépendance de la RCA de l'aide extérieure reste exceptionnellement élevée. Plus de 95 pour cent des investissements publics dans les infrastructures, l'éducation et de santé est financé avec un soutien étranger. Cette baisse de revenu se produit dans un contexte où les prix, après leur flambée en 2008 restent très élevés. L'indice des prix à la consommation est en constante évolution depuis 2004. Il est

⁹ Groupe rebelle ougandais

¹⁰ FMI, Impact macroéconomique de la crise mondiale en RCA

¹¹ MSF

passé de 209,59 en 2002 à 269,79 en juin 2009¹². Le pourcentage moyen de variation annuelle des prix à la consommation a été de 9,3 en 2008 et 10,1 en juin 2009¹³.

2.2. OBJECTIFS

L'objectif général de cette étude (AGVSA) est d'analyser la sécurité alimentaire et les facteurs de vulnérabilité des groupes de population en RCA.

Plus spécifiquement, les objectifs de l'AGVSA RCA sont (1) de contribuer à une meilleure identification géographique et socio-économiques des groupes de populations qui sont en insécurité alimentaire ou vulnérables à l'insécurité alimentaire, (2) déterminer la nature et les causes de l'insécurité alimentaire en RCA, et (3) identifier les risques et contraintes à l'amélioration de la sécurité alimentaire ainsi que les moyens d'assistance.

2.3. CONCEPTS ET DEFINITIONS

Pour atteindre ces objectifs, l'AGVSA RCA utilise le cadre conceptuel de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (Figure 4). Ce rapport suit la même logique et présente en premier les différentes ressources ou capitaux disponibles auprès des ménages : humain, social, physique, naturel et économique. Le niveau de dotation de ces capitaux et la manière de les utiliser déterminent les modes de vie des ménages.

La sécurité alimentaire existe lorsque « toute personne, à tout temps, a un accès économique et physique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active,»¹⁴ et dépend de la disponibilité des aliments, de l'accès aux aliments (physique et économique), et de l'utilisation des aliments (distribution au sein des ménages, et utilisation biologique).

Le niveau de sécurité alimentaire est fonction des stratégies ou systèmes de vie adoptés par les ménages, y compris les activités de subsistance et les activités à travers lesquelles les personnes accèdent à la nourriture ou aux revenus leur permettant d'acheter de la nourriture. Ces stratégies, ou systèmes de vie sont influencées par les différents capitaux (humains, sociaux, naturels, physiques et économiques) disponibles. La vulnérabilité est la probabilité d'un déclin important dans l'accès ou la consommation de nourriture, souvent en relation avec un indice ou valeur critique qui définit les niveaux minimums pour le bien être humain. Cette vulnérabilité est fonction de (1) la probabilité qu'un événement, s'il a lieu, aura des conséquences sur le bien-être du ménage, et (2) de la capacité du ménage à diminuer ou s'adapter aux conséquences de cet événement (fonction de l'intensité de l'événement, mais aussi des conditions structurelles et sociétales).¹⁵

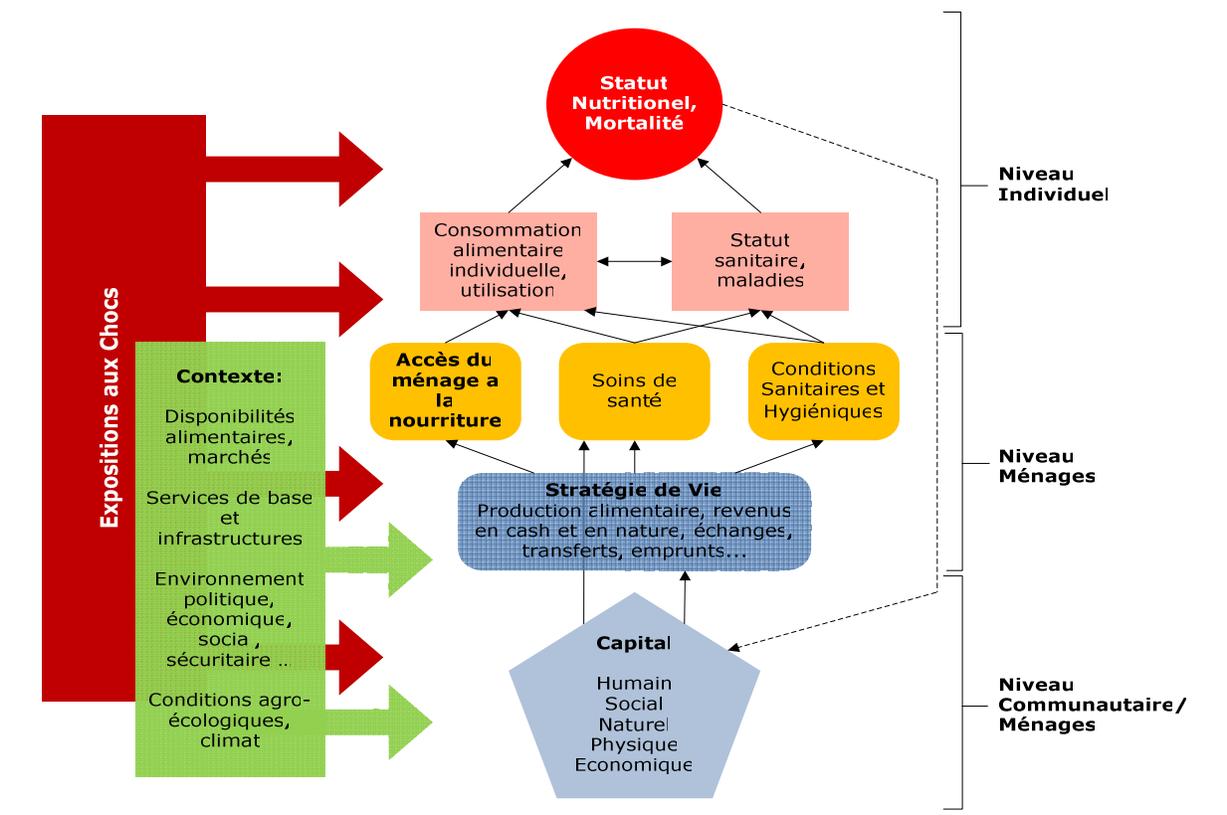
¹² PAM-Ministère du plan/ICASEES, Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition en RCA, 2009

¹³ FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2009

¹⁴ Plan d'action du Sommet Mondial de l'Alimentation, paragraphe 1, 1996

¹⁵ Un lexique plus détaillé est fourni en annexe

Figure 4: Cadre conceptuel de vulnérabilité et sécurité alimentaire



2.4. METHODOLOGIE

Le présent rapport se base sur les résultats de l'enquête de terrain, réalisé entre mai et juin 2009, ainsi que sur les résultats d'une revue de la littérature et des données secondaires sur les thèmes liés à la sécurité alimentaire en RCA (tels que les disponibilités alimentaires et les prix sur les marchés, la consommation alimentaire, la nutrition, l'accès aux services d'éducation, de santé et à l'eau, la pauvreté) à partir des différentes enquêtes et sources administratives disponibles. Ces données secondaires sont intégrées aux résultats de l'enquête tout au long du rapport en fonction des aires thématiques.

Échantillonnage

L'analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition en république centrafricaine, est basée sur la méthodologie des enquêtes par sondage par grappe à deux degrés. Au premier degré sont sélectionnées les unités primaires de sondage et au deuxième degré sont sélectionnées les unités secondaires de sondage à savoir les ménages par un tirage systématique dans les AD

échantillon de l'enquête. La section suivante décrit la procédure de sélection des unités primaires et secondaires ainsi que le calcul des coefficients de pondération.

Base de sondage des unités primaires

Dans le cadre des travaux cartographiques du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH03), l'ensemble du territoire national a été découpé en petites unités aréolaires appelées Aires de Dénombrement. La liste exhaustive des 3228 Aires de Dénombrement (AD) ainsi constituée a servi de base de sondage pour le tirage des unités primaires de sondage. Dans chaque préfecture, les AD ont été réparties selon le milieu de résidence (urbain/rural) avant le tirage des unités primaires. Les AD ont été tirées proportionnellement à leur taille afin d'accorder plus de chances aux AD de grande taille de faire parti de l'échantillon.

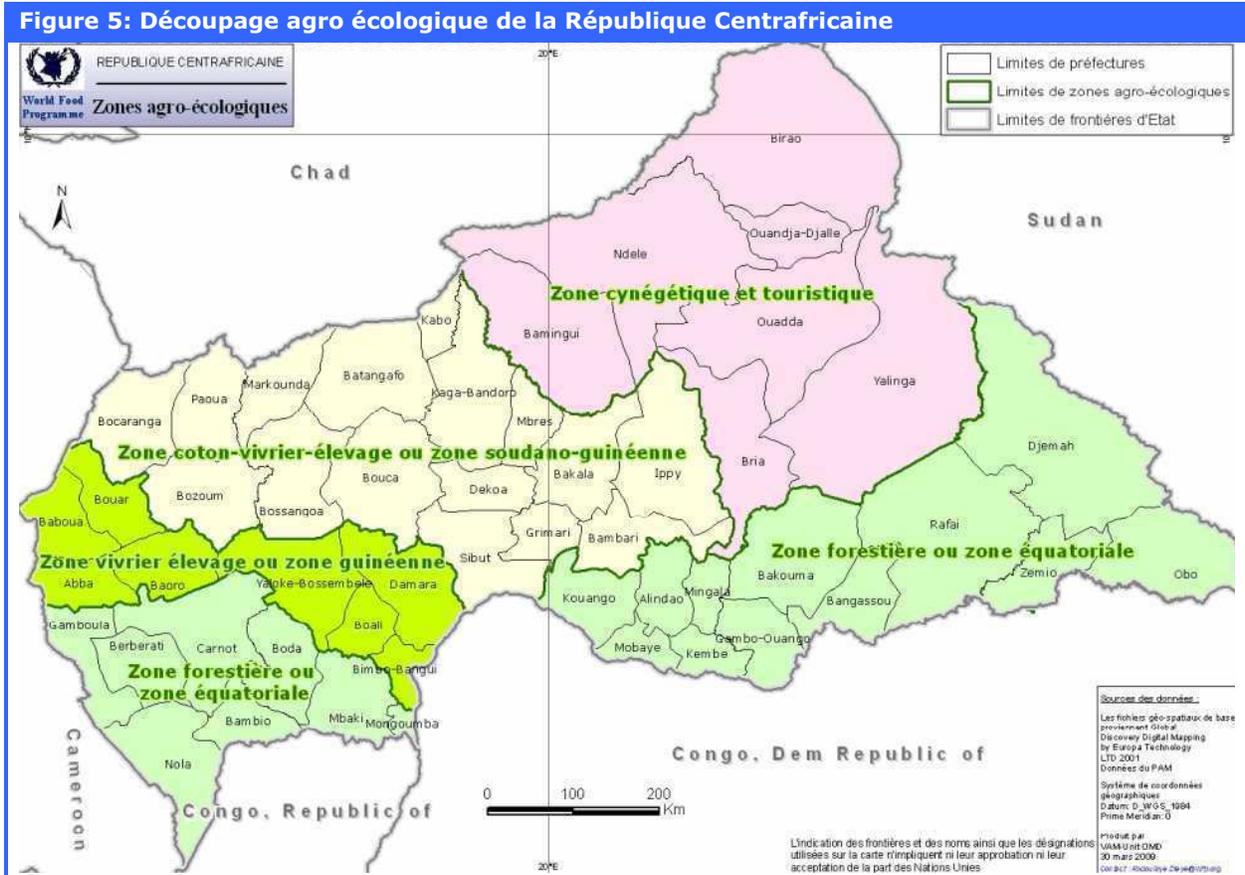
Base de sondage des unités secondaires

Au second degré, les unités secondaires sont constituées des ménages échantillon. Contrairement aux unités primaires dont la liste est disponible sous forme numérique, pour ce qui est des ménages, leur liste exhaustive ne peut être obtenue qu'après mise à jour de la liste des ménages de l'AD échantillon. Cette tâche a été exécutée par les agents de collecte des données sur le terrain. Une fois la liste des ménages établie, une estimation fiable du nombre total des ménages dans l'AD a été obtenue. Dans le cadre de cette enquête, 12 ménages ont été sélectionnés de façon systématique dans chaque aire de dénombrement.

Stratification et domaine d'étude

Le but de la stratification est d'améliorer l'efficacité du plan de sondage. Deux types de stratification ont été envisagés. Une stratification à priori pour distinguer les deux zones de résidence (urbain/rural). Cette stratification permettra de donner des résultats représentatifs au niveau national, sur l'ensemble du milieu urbain et sur l'ensemble du milieu rural. La seconde stratification qui a été faite à posteriori a permis de décomposer les résultats selon les zones agro écologiques retenus dans le cadre de cette étude : zone forestière ou zone équatoriale; zone vivrier-élevage ou zone guinéenne ; zone coton-vivrier-élevage ou zone soudano guinéenne ; zone cynégétique et touristique (voir carte ci-dessous). Cette carte a servi de base pour la détermination des zones de moyens de vie au cours de l'atelier de présentation des résultats provisoires de l'AGVSA et de planification de la réponse. Ainsi trois zones supplémentaires ont été ajoutés aux quatre premiers, à savoir, la zone minière, la zone élevage et la zone pêche – agriculture (voir annexe 6).

Figure 5: Découpage agro écologique de la République Centrafricaine



Détermination de la taille de l'échantillon

En vue d'assurer un niveau de précision adéquat des indicateurs, une taille minimale de 26 aires de dénombrement est nécessaire par préfecture. Pour assurer une meilleure représentativité spatiale de l'échantillon et minimiser les effets grappe, 11 ménages seront enquêtés dans chaque aire de dénombrement. La taille de l'échantillon ainsi déterminée est de 4.862 ménages soit 286 ménages par préfecture (16 préfectures plus la commune urbaine de Bangui). Un tel échantillonnage permet d'éviter d'avoir des échantillons trop faibles dans les préfectures peu peuplées pour y être représentatifs et de disposer en revanche d'un échantillon trop important dans les préfectures très peuplées sans pour autant que cette sur pondération n'entraîne une amélioration proportionnelle de la qualité et de la précision des données. Le calcul d'un coefficient de pondération est cependant nécessaire pour pouvoir généraliser les résultats à l'ensemble de la population. Ce coefficient est obtenu pour chaque ménage en prenant l'inverse de sa probabilité d'inclusion dans l'échantillon. Le tableau ci-dessous donne la répartition de la population et de l'échantillon par préfecture.

Tableau: 2: Distribution géographique de l'échantillon

PREFECTURES	Population		ménages		Aires de dénombrement		Aires de dénombrement échantillon			Taux de réalisation (%)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Urbain	Rural	Urbain	Rural
OMBELLA-MPOKO	392 156	9,10	81 699	9,10	295	9,1	26	11	15	100	100
LOBAYE	271 395	6,30	56 541	6,30	204	6,3	26	4	22	100	100
SANGHA-MBAERE	111 113	2,60	22 676	2,50	82	2,5	26	8	18	100	94
MAMBERE-KADEI	401 028	9,30	81 842	9,20	296	9,2	26	10	16	100	94
NANA-MAMBERE	256 875	6,00	52 423	5,90	189	5,9	26	7	19	100	100
OUHAM-PENDE	473 265	11,00	105 170	11,80	380	11,8	26	3	23	100	100
OUHAM	405 892	9,40	84 561	9,50	306	9,5	26	6	20	100	100
KÉMO	130 182	3,00	28 300	3,20	102	3,2	26	8	18	100	100
NANA-GREBIZI	129 518	3,00	28 156	3,20	102	3,2	26	5	21	100	100
OUAKA	304 194	7,10	69 135	7,70	250	7,7	26	7	19	100	95
BAMINGUI-BANG	47 523	1,10	10 111	1,10	37	1,1	26	7	19	100	53
HAUTE-KOTTO	99 286	2,30	25 458	2,80	92	2,9	26	10	16	100	81
VAKAGA	57 445	1,30	10 258	1,10	37	1,1	26	3	23	100	0
BASSE-KOTTO	273 896	6,40	62 249	7,00	225	7,0	26	3	23	100	100
MBOMOU	180 299	4,20	42 928	4,80	155	4,8	26	5	21	100	100
HAUT-MBOMOU	63 323	1,50	18 092	2,00	65	2,0	26	7	19	100	79
BANGUI	704 969	16,40	113 705	12,70	411	12,7	26	26	0	100	NA
TOTAL	4 302 359	100	893 304	100	3228	100,0	442	130	312	100	87

Questionnaires

Deux questionnaires développés par le comité de pilotage de l'AGVSA ont été utilisés pour la collecte des données: un questionnaire communauté et un questionnaire ménage. Le questionnaire ménage comprend une partie socio-économique et une partie nutritionnelle comprenant des mesures anthropométriques. Plus spécifiquement, les différents instruments ont été établis pour collecter les informations suivantes:

- *Questionnaire communauté* : informations qualitatives et quantitatives sur les infrastructures de transport, d'éducation et de santé, problème d'enclavement, accès à la terre, et accès aux marchés, ainsi que les prix et l'assistance alimentaire. Un questionnaire est rempli pour chaque unité échantillonnée au premier degré. Les répondants pour le questionnaire sont les chefs de village, leurs conseillers et d'autres personnes ressources et représentants d'ONG présents dans la localité. Le questionnaire est administré sous la forme d'une discussion publique et participative en s'assurant de la participation effective des femmes et jeunes.
- *Questionnaire ménage* : Administré au chef du ménage et/ou à son époux(se)/partenaire pour la section consommation alimentaire ou au représentant du chef de ménage par interview directe, il collecte des données quantitatives et qualitatives sur : la structure du ménage, la migration, les équipements des ménages, la production agricole, la possession de bétail, les activités des ménages et les sources de revenus (y compris l'appréciation de l'importance de l'autoconsommation pour chaque activité), les dépenses, la consommation alimentaire et les sources des aliments consommés, les chocs et les stratégies de réponses appliquées par les ménages. Le questionnaire ménage contient une partie nutritionnelle administré aux femmes en âge de procréer (15-49 ans) et recueillant des informations notamment anthropométriques (mesure du périmètre brachial) sur elles et leurs enfants de 6 à 59 mois présents. Les mesures anthropométriques (mesure du périmètre brachial) ont été effectuées sur tous les enfants de 6 à 59 mois et leurs mères présentes dans le ménage. Le questionnaire ménage permet également de collecter des données sur la consommation alimentaire du nourrisson et du jeune enfant (de 0 à 24 mois). Pour la partie nutritionnelle, les enquêteurs disposaient d'un calendrier des événements locaux, du calendrier agricole et d'une fiche de formule dentaire pour aider à l'estimation de l'âge.

Les questionnaires, développés en français, ont été administrés aux répondants dans les différentes langues locales, parfois avec l'aide d'un traducteur recruté localement. La formation des enquêteurs (voir point suivant) a permis de s'assurer de la standardisation des interviews. Les outils d'enquête ont en outre été testés et ajustés à la fin de la formation des enquêteurs.

Collecte des Données

La collecte des données de terrain a été effectuée sur une durée moyenne d'un mois par 17 équipes composées d'enquêteurs affiliés avec - ou ayant déjà travaillé avec - l'ICASEES ou la Direction Nationale des Statistiques Agricoles ou le PAM :

- Un chef d'équipe chargé de coordonner toute la mission et responsable du bon remplissage des questionnaires.
- Quatre agents enquêteurs

En outre, quatre équipes de trois superviseurs ont parcouru le pays pour s'assurer du suivi du protocole de l'étude et de la qualité des données collectées.

Avant la collecte des données, les enquêteurs ont participé à une formation de cinq jours pour les familiariser avec les instruments et techniques d'enquête. La formation a compris une phase de pilotage sur le terrain pour s'assurer de la bonne compréhension des outils et procédures de l'enquête.

Durant l'enquête, les enquêteurs ont contacté les responsables locaux pour leur expliquer les objectifs de l'enquête et la méthodologie de recueil des données afin d'obtenir leur adhésion totale, gage du bon déroulement de la collecte des données et des activités à venir. De même, avant de commencer leurs interviews, les enquêteurs ont présenté aux répondants de façon brève mais suffisamment explicite les objectifs et la démarche méthodologique de l'étude pour établir une relation de confiance. Quand nécessaire, les équipes de terrain se sont entourées d'un « guide » local pour faciliter l'accès et/ou l'introduction des enquêteurs. Là où des traducteurs ont été nécessaires, une rapide sensibilisation aux termes et concepts utilisés a été faite. En outre il n'était pas permis aux traducteurs de répondre à la place des personnes interviewées, ou de suggérer des réponses ou éléments de réponse.

Traitement et Analyse des Données

La saisie des données a été effectuée en 15 jours avec le logiciel CSPRO par seize agents de saisie formés et supervisés par l'ICASEES. Le logiciel SPSS a été utilisé pour l'apurement et l'analyse des données.

Limitations

La méthodologie et le protocole des enquêtes ont été développés pour que les résultats représentent de façon précise le contexte de la sécurité alimentaire en RCA. Toutefois, plusieurs limitations doivent être mentionnées :

La première limite de cette étude est liée à l'insécurité prévalant au nord du pays. Celle-ci n'a pas permis d'atteindre 23 AD sur un total de 26 dans la préfecture de la Vakaga et 9 AD sur un total de 26 dans la province de la Baminguin Bangoran. Par ailleurs, l'approche utilisée pour déterminer les profils de sécurité alimentaire est basée sur la fréquence et la diversité des aliments et non sur la quantité consommée, malgré la corrélation étroite existante entre ces deux indicateurs.

Il faut signaler que l'enquête a été réalisée entre les mois de mai et juin correspondant à la période de soudure à la fois pour les agriculteurs et les éleveurs. Ceci explique en partie les niveaux particulièrement élevés de certains indicateurs d'insécurité alimentaire.

3 ANALYSE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA VULNERABILITE

3.1. CAPITAL NATUREL

Il existe différents types de capital naturel en RCA, y compris les ressources forestières. Cette section se concentre sur les questions liées aux productions agricoles et animales. Ces productions influencent directement la disponibilité en aliments, un élément clé de la sécurité alimentaire.

La population rurale constitue la frange la plus importante car avec 2 523 316 personnes, elle représentera 55% de la population totale de la RCA, en 2010¹⁶. La RCA dispose d'importants atouts sur le plan agricole :

- une grande disponibilité en terres cultivables de bonne fertilité estimée à 15 millions d'hectares dont seulement 0,7 million est mis en culture ;
- un potentiel en terre de pâturage et de parcours estimé à 16 millions d'hectares,
- un potentiel forestier de 3,8 millions d'hectares de forêts utiles et une faune très diversifiée ;
- des conditions climatiques favorables (bonne pluviométrie) ;
- un réseau hydrographique dense permettant une bonne disponibilité en eau de surface ;
- une potentialité en termes d'aménagements hydro agricoles de 1,9 millions d'hectares ;
- une grande plaine d'inondation de 30.000 km² où les eaux s'étalent en saison de pluies et qui constituent de véritables frayères pour beaucoup d'espèces de poissons ;
- un secteur agricole, qui occupe près de 80 % de la population active, participe pour 42 % du PIB et représente 43 % des exportations.

Cependant de nombreuses contraintes empêchent la transformation de ces atouts en valeur ajoutée économique. Au nombre de ces contraintes, on peut distinguer :

- le faible niveau de productivité;
- la faible taille des exploitations ;
- la faible diversification des cultures ;
- des stratégies de productions orientées vers la satisfaction des besoins de la famille (autoconsommation) ;
- l'enclavement des régions ;
- la difficulté d'approvisionnement en intrants et équipements agricoles ;

¹⁶ SISA

- le faible niveau de technicité et le faible appui des structures d'encadrement (recherche, vulgarisation) aux producteurs ;
- l'insuffisance des infrastructures de transformations et de stockage des productions agricoles ;
- la faible capacité des producteurs et de leurs organisations professionnelles ;
- la dégradation de l'environnement physique des cultures ;
- la faible capacité du système d'information sur le secteur agricole,
- la faiblesse de l'environnement institutionnel,
- l'absence d'organisme de crédit,
- le circuit de commercialisation défaillant ;
- la non disponibilité en intrants et équipements agricoles.

Le système d'exploitation agricole dominant est la polyculture associée au petit élevage (caprins, ovins, porcins et volailles). Les exploitations se caractérisent par leur taille modeste (1,5 à 2 ha), la pratique de culture itinérante sur brûlis, des techniques de production peu intensives (équipements rudimentaires, faible utilisation de semences améliorées et d'engrais) et un faible niveau de rendements. Les différents types d'assolements combinent cultures pérennes (café, palmier à huile, bananes) et manioc en zone forestière, coton, manioc et céréales en zone de savanes, céréales seules en zone sahéenne. L'exploitation agricole familiale compte en moyenne 5,6 personnes dont 2,5 actifs agricoles. En fonction des caractéristiques agro écologiques du pays Les principales catégories de cultures suivantes (vivrières d'exportation, industrielles) sont pratiquées.

Malgré la diversité agrobiologique, les rendements moyens des principales cultures pratiquées sont généralement faibles et stagnantes. Pour la culture du café, ils sont de l'ordre de 260 kg/ha dans les petites exploitations alors qu'ils sont de 400 kg/ha dans les plantations industrielles. La culture du coton, quant à elle, enregistre un rendement moyen de 600kg/ha pendant les deux dernières décennies. Comme pour les cultures de rente, les rendements des cultures vivrières sont aussi très faibles (tableau n° 2).

Tableau 3: Evolution des rendements moyens (tonne/ha) des principales cultures

Cultures	Années 60	Années 70	Années 80	Années 90	Années 00
Coton (graine)	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6
Café (cerise)	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6
Manioc	3,5	3,7	3,5	3,2	3
Arachide	0,7	1,1	1	1	1
Maïs	0,8	1,2	1,1	0,9	0,9
Riz (paddy)	1,1	1,5	1,4	1,5	1,5
Mil/sorgho	0,8	1,1	1,1	1	1
Sésame	0,3	0,5	0,5	0,8	0,8
Courges	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4

Source: PDA, 2001

Dans les différents systèmes de production qui caractérisent les zones agro écologiques de la RCA, plusieurs espèces de cultures vivrières sont présentes dans les assolements. Cependant, elles sont dominées par le manioc qui constitue l'aliment de base des populations. Il occupe en moyenne 40% des superficies cultivées et sa contribution au volume global des productions vivrières est la plus élevée. Viennent ensuite l'arachide et le maïs avec respectivement 101 000 tonnes et 66 000 tonnes en 1997 ; le mil, le sorgho, le sésame, le riz, les productions maraîchères et les autres cultures comme l'igname, le taro, les bananes et plantains sont marginales.

Dans les agro-systèmes à dominance cotonnière, les cultures vivrières atteignent des niveaux élevés de production parce qu'elles bénéficient relativement des effets résiduels de la fumure et de l'engrais apportés sur le coton. Dans l'ensemble, toutes les cultures vivrières ont des performances médiocres suite aux troubles politico-militaires qui ont favorisé la destruction des outils de production et conduit au dysfonctionnement du système de production. Les productions sont majoritairement destinées à l'autoconsommation. En ce qui concerne le manioc, l'arachide et le maïs les quantités commercialisées se situent entre 40 et 45% du total.

Au menu des politiques et réformes agricoles, le Gouvernement a mené un certain nombre d'interventions qui vont des Programmes d'Ajustement Structurels, aux récents Programmes de Développement Rural. Le tournant de la politique agricole remonte à la consultation sectorielle agricole organisée en 1989 en vue de faire le point sur l'évolution récente et les problèmes rencontrés dans le secteur du développement rural et d'approfondir la stratégie sectorielle adoptée par le Gouvernement. L'objectif principal était de reconstruire les systèmes institutionnels autour d'une approche « systémique » qui développe l'ensemble des exploitations paysannes et tient le plus grand compte des multiples contraintes qui limitent la disponibilité de la main d'œuvre et la productivité de travail agricole.

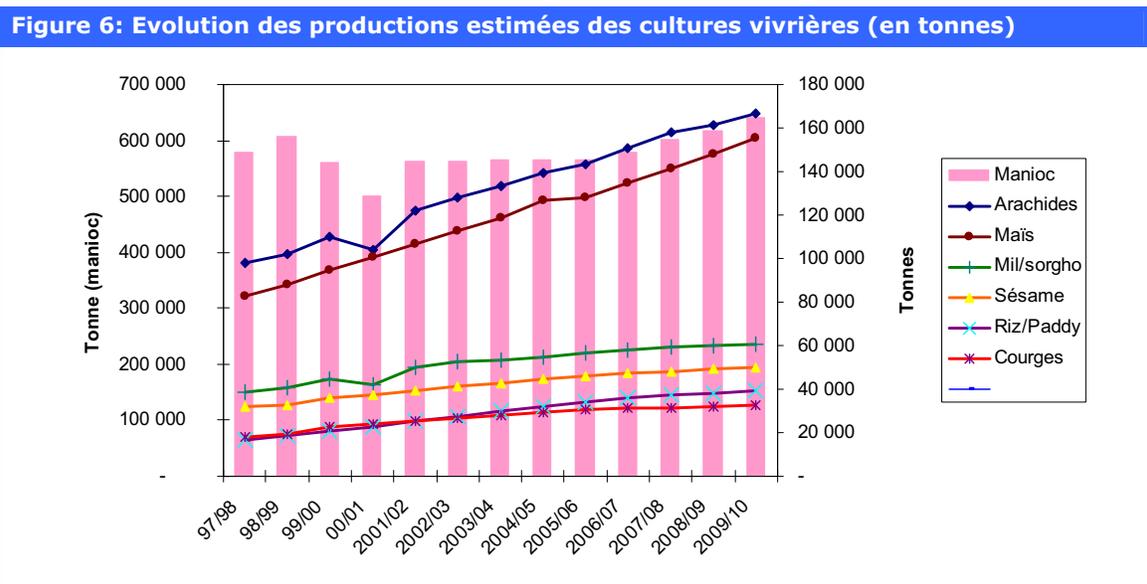
Cette consultation sectorielle sur le Développement Rural a permis au Gouvernement de présenter aux bailleurs de fonds les grandes lignes de sa politique. Ainsi, des engagements ont été pris par la communauté internationale, traduits par les programmes d'investissements. C'est ainsi que le Projet d'Appui aux Institutions Agricoles (PAIA) a vu le jour dans le cadre d'un Programme Sectoriel Agricole (PSA). Il était conçu pour poursuivre la réforme des institutions dans le cadre des opérations d'ajustements structurels antérieurs et apporter un soutien technique et financier aux institutions qui ont fait l'objet d'une réforme et aux activités qui se déroulent sur le terrain. Une fois la réforme achevée, le cadre institutionnel se compose de trois organes : ACDA, ICRA et l'ANDE, autonomes et relevant du Ministère du Développement Rural (MDR). C'est ainsi que l'Agence Centrafricain de Développement Agricole (ACDA) fut créée en 1993 et est devenue opérationnelle dans la zone cotonnière dès 1994.

Les politiques et programmes mis en œuvre depuis 1986 n'ont pas atteint les résultats escomptés. Elles ont débouché sur une désorganisation des principales filières agricoles et pastorales, l'augmentation des coûts de production et la baisse de revenus des producteurs. Cette défaillance s'est traduite également par la poursuite des importations de produits agricoles notamment de manioc (aliment de base des centrafricains), d'arachide et d'oignon, en dépit des potentialités agricoles du pays. Par ailleurs, les difficultés rencontrées par les filières de rente (baisse des cours mondiaux, mévente des produits, faible utilisation des intrants agricoles, augmentation des pratiques traditionnelles et rudimentaires) ont entraîné un repli vers l'agriculture vivrière essentiellement destinée à l'autoconsommation et une baisse des emplois et de revenus ruraux.

Pour relancer le secteur agricole, le pays a élaboré en 2005 avec l'appui de la FAO, un programme national d'investissement à moyen terme (PNIMT) et a formulé des de profils de projets d'investissement bancables (PPIB), dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA). Ces documents sont en cours d'actualisation pour constituer le socle de la charte qui va réunir l'ensemble des parties prenantes au développement agricole dans le pays et favoriser la mobilisation des ressources pour le secteur.

Le dernier recensement agricole remonte à 1985 avec une dernière mise à jour des informations collectées se référant à la campagne agricole de 1991-1992 et suivie d'un ajustement plus global pour la période 1996-1997. Il existe donc peu de connaissances et d'informations récentes sur la production agricole et pastorale. A défaut d'une enquête agricole annuelle en vue d'estimer le volume des récoltes, le département procède à une mise à jour des données issues du dernier recensement agricole de 1985.

Ainsi, sur la base des estimations et projections annuelles faites, l'évolution des productions des principales cultures se présente comme l'indique le graphique suivant:

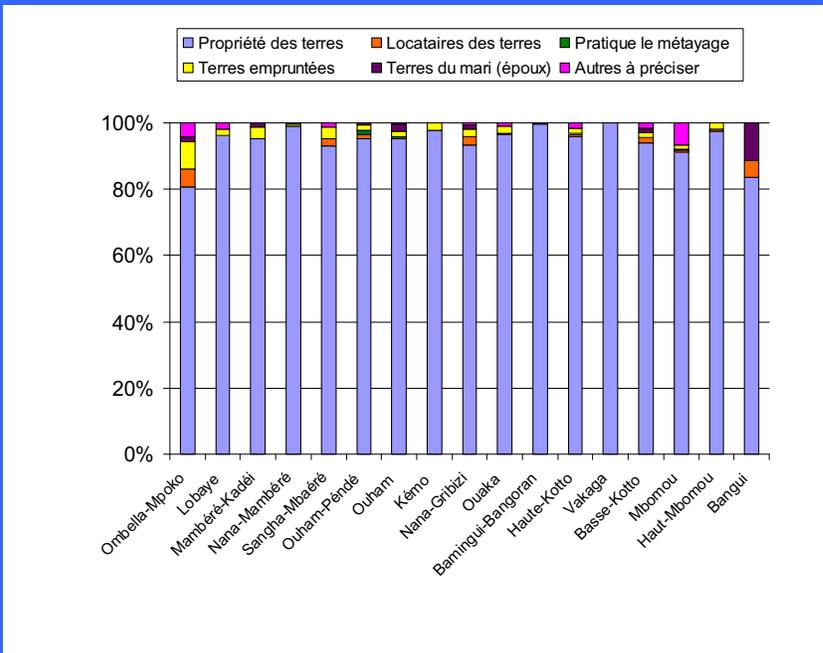


Source : Ministère du plan, 2009

Les cultures vivrières sont dominées par le manioc qui constitue l'aliment de base des populations. Il occupe en moyenne 40% des superficies cultivées et sa contribution au volume global des productions vivrières est la plus élevée : 578 700 tonnes en 1997/98 et des estimations de 640 080 tonnes en 2009/10. Viennent ensuite l'arachide et le maïs avec respectivement 97 800 tonnes et 82 600 tonnes de productions en 1997/98, et des estimations de 166 700 tonnes d'arachide et 155 500 tonnes de maïs pour l'année 2009/10. Viennent ensuite, loin derrière, le mil et le sorgho, le sésame, le riz, les productions maraîchères et les autres cultures vivrières.

3.1.1. ACCÈS À LA TERRE

Figure 7: Graphique des Principaux modes d'accès à la terre par préfecture



Selon les résultats de l'AGVSA-RCA 2009, en moyenne 74% des ménages (84% des ménages en insécurité alimentaire) pratiquent l'agriculture. La très grande majorité de ces ménages pratiquant l'agriculture (94,4%) possède les terres qu'elle exploite. Cependant 2,3% d'entre eux font recours à l'emprunt des terres, surtout dans la préfecture de l'Ombélla Mpoko. La location des terres cultivées se pratique de façon marginale (1%) surtout à Bangui et dans l'Ombélla Mpoko.

Source : AGVSA RCA 2009

3.1.2. PRODUCTION AGRICOLE DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

Tableau 4: Pratique de l'agriculture, superficies exploitées et possession de semences

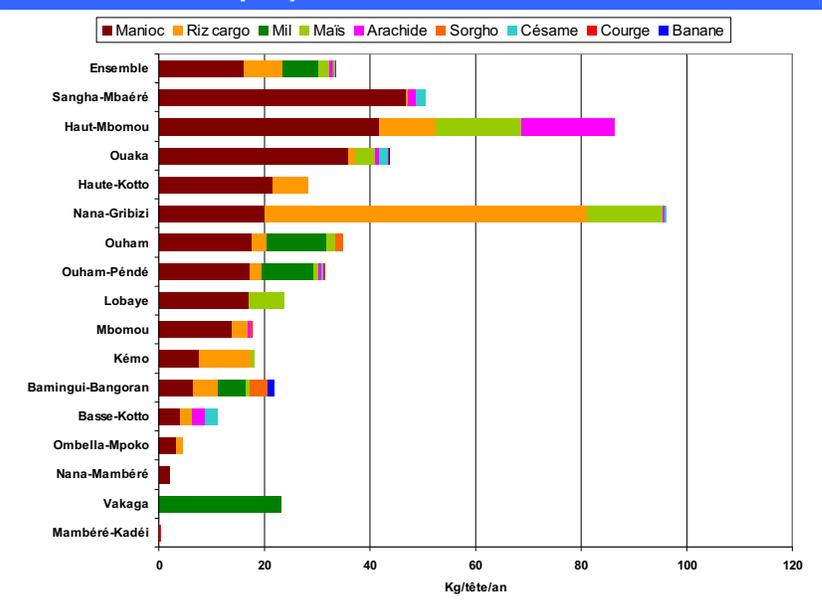
Préfectures	% de ménages pratiquant l'agriculture	Surface totale exploitée (en ha)	Diminution des Superficies cultivées (2008-2009)	Diminution de la Production (2008-2009)
Ombella-Mpoko	65,8	0,73	23,2	22,9
Lobaye	93,0	0,94	23,0	30,8
Mambéré-Kadéï	70,3	0,83	32,2	22,3
Nana-Mambéré	86,0	0,66	21,5	30,1
Sangha-Mbaéré	88,0	0,51	32,4	46,2
Ouham-Péndé	87,0	0,74	41,0	73,9
Ouham	93,3	1,28	30,3	56,6
Kémo	92,9	0,91	21,4	57,9
Nana-Gribizi	83,5	0,79	31,2	56,8
Ouaka	84,8	0,62	29,6	40,1
Bamingui-Bangoran	88,0	1,15	33,1	80,4
Haute-Kotto	77,5	0,80	39,6	53,7
Vakaga	63,0	1,13	41,5	77,7
Basse-Kotto	91,9	0,69	29,4	55,0
Mbomou	81,7	0,74	24,0	46,1
Haut-Mbomou	80,4	0,65	49,7	54,2
Bangui	6,2	0,94	11,6	25,8
TOTAL	73,7	0,83	30,4	50,0

Les superficies cultivées sont très faibles et représentent en moyenne 0,83 ha par ménage. Elles sont plus importantes dans les préfectures du Nord Ouham (1,28), Bamingui-Bangoran (1,15), Vakaga (1,13) et plus faibles dans les préfectures du Sud. La taille des parcelles augmente proportionnellement à celle des ménages. Les ménages de 11 personnes et plus exploitent en moyenne 1,40 ha tandis que ceux de 1 à 5 personnes exploitent en moyenne 0,67 ha. Le même type de relation existe entre la taille des parcelles exploitées et la prévalence de l'insécurité alimentaire.

Source : AGVSA RCA 2009

En termes d'évolution des superficies cultivées entre les campagnes agricoles 2007-2008 et 2008-2009, en moyenne 30% des ménages (44% des ménages en insécurité alimentaire) ont déclaré une diminution des superficies cultivées. La diminution des superficies cultivées explique en partie celle de la production. En effet 50% des ménages ont déclaré une baisse de leur production pendant la campagne 2008-2009 par rapport à celle de 2007-2008. La proportion particulièrement élevée de ménages déclarant une baisse de la production à Bamingui-Bangoran (80%), Vakaga (78%) et Ouham-Pendé (74%) a un lien direct avec le climat de conflit et d'insécurité qui prévalait dans ces préfectures au moment de l'enquête. Globalement, les volumes de production (déclarés) par tête sont très faibles et ne couvrent pas les besoins alimentaires, malgré le potentiel existant.

Figure 8: Production moyenne par tête (KG) des principales cultures vivrières par préfecture



Ils sont relativement plus importants dans les préfectures de Nana Gribizi et Haut-Mbomou et les plus faibles dans les préfectures de Mambéré Kadéï en zone minière, Ombella-Mpoko et Basse-Kotto. Le manioc est la culture dominante dans toutes les préfectures hormis la Vakaga, où domine le mil. Celui-ci est également pratiqué, tout comme le sorgho mais dans une moindre mesure, dans les autres préfectures du Nord.

Source AGVSA-RCA 2009

La production par tête de riz est plus importante à Nana Gribizi, Haut-Mbomou, Kémo et Haute-Kotto. Celle du maïs est plus développée au Haut-Mbomou, Nana Gribizi, Lobaye et Ouaka. La faiblesse de la production associée aux difficultés liées au transport et à la commercialisation des produits agricoles se traduit par la faiblesse de la disponibilité alimentaire dans le pays.

L'adoption de techniques de maintien et/ou d'amélioration de la fertilité des sols est davantage effective dans les grandes zones de production agricoles que sont la Kémo, l'Ouham, la Ouaka et la Haute-Kotto où plus de 70% des ménages déclarent avoir utilisé au moins une telle technique. Les techniques les plus courantes sont l'utilisation de bandes enherbées (pratiqué par 67,7% des ménages), de la fumure organique (57% des ménages) et, dans une moindre mesure, l'assolement (14,5% des ménages). Les autres techniques comme l'utilisation de haies vives, cordons pierreux, brises vent, digue et diguette, culture des légumineuses améliorantes et plantation d'arbres sur la parcelle ne sont quasiment pas utilisées.

3.1.3. SOURCES DES SEMENCES

Figure 9: Sources des semences utilisées par préfecture

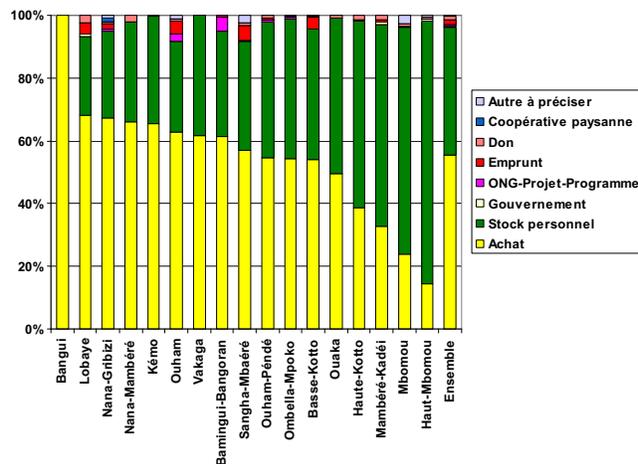
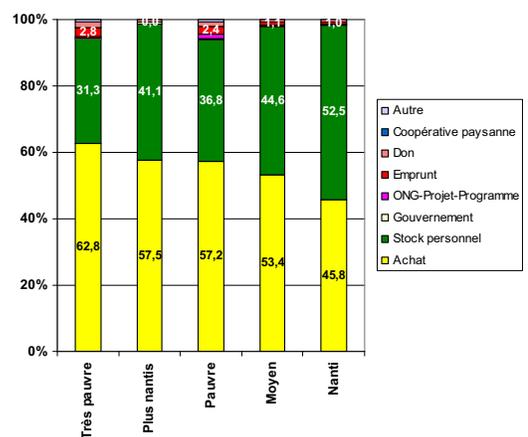


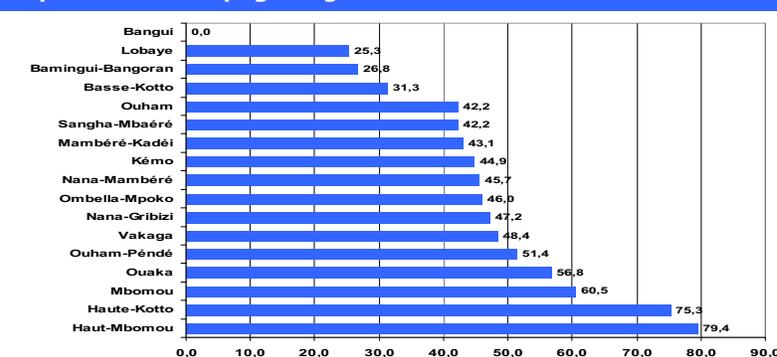
Figure 10: Sources des semences utilisées par classe de richesse



Source AGVSA-RCA 2009

En moyenne au niveau national, 55,5% des semences utilisées (sans distinction) sont achetées en espèce par les ménages 48% provient de leur propre production, 1,7% de dons effectués soit par l'Etat, les ONG et autres et 1,6% est emprunté. La part de l'achat dans les sources d'acquisition des semences est la plus importante (plus de 60%) dans les préfectures suivantes : Lobaye, Nana Gribizi, Nana Mambere, Kémo, Ouham, Vakaga, Bamigui Bangoran. Elle est la moins importante dans Haut-Mbomou, Mbomou, Mambéré-Kadéi, Haute-Kotto où les semences sont fournies majoritairement par la production propre des ménages. La part de l'emprunt est la plus importante (environs 4%) à Sangha-Mbaéré, Ouham et Basse-Kotto. La part de l'achat dans les sources d'acquisition des semences est la plus importante (plus de 63%) au niveau des ménages les plus pauvres.

Figure 11: Pourcentage de ménages ayant assez de semences pour la prochaine campagne agricole



Les données sur les stocks de semence confirment les constats précédents. Ceux-ci sont les plus importants dans la Haute-Kotto et le Haut-Mbomou où plus de 76% des ménages possèdent suffisamment de semences pour la campagne prochaine.

Source AGVSA-RCA 2009

Ils sont les moins importants à Lobaye, Bamingui-Bangoran et Basse-Kotto et inexistant à Bangui à cause de la faiblesse de la production.

3.1.4. PRODUCTION ANIMALE

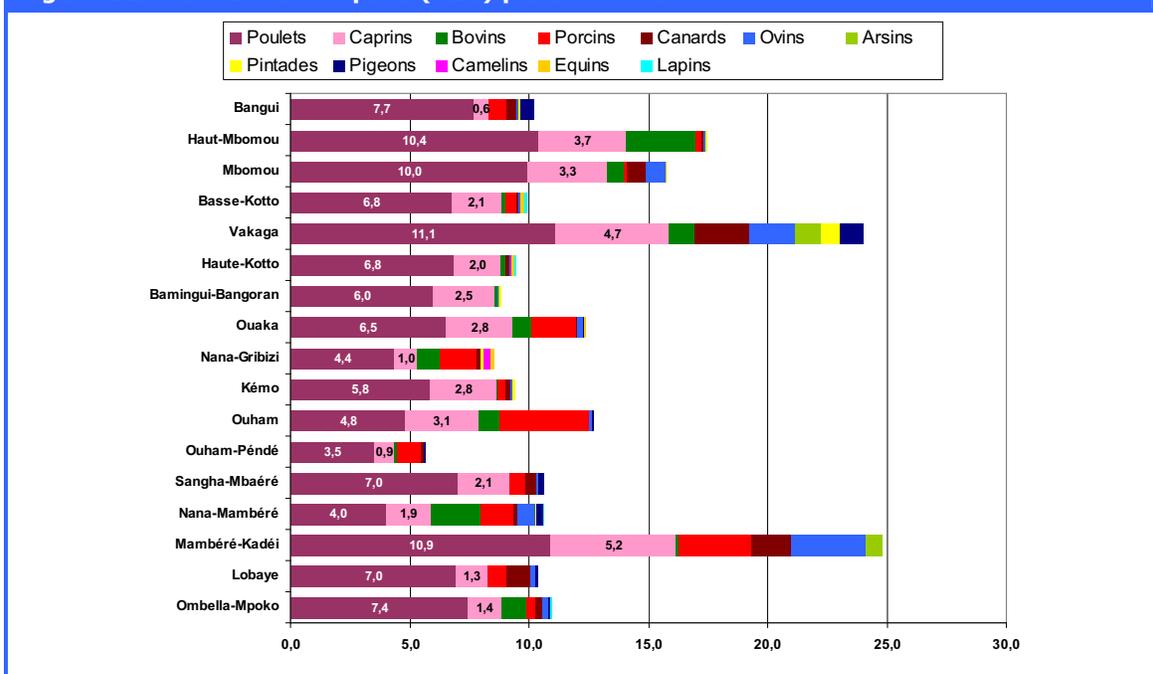
La possession de bétail constitue une stratégie de subsistance importante pour les ménages, car elle représente notamment une forme d'épargne. Ainsi, en plus de la production et des stocks agricoles, la possession de bétail peut améliorer la disponibilité et l'accessibilité physique aux aliments, notamment ceux riches en protéines animales (viande, lait).

Les ménages qui pratiquent les activités pastorales en République Centrafricaine sont nombreux et se retrouvent dans tous les milieux. L'élevage le plus pratiqué est de type sédentaire (91,6%). La transhumance ne concerne qu'une petite partie des éleveurs (8,4%)¹⁷. Les préfectures considérées comme zones d'élevage sont : Nana Mambéré, Mambéré -Kadéi, Ouham, Ouham-Pendé, Kémo, Nana-Gribizi, Ouaka, Haute-Kotto et Haut-Mbomou. A l'intérieur de ces zones, il existe deux zones de concentration des activités d'élevage : une au Nord Ouest, à cheval entre les préfectures de Nana Mambere et Ouham-Pendé et l'autre au Centre Sud, dans la préfecture de la Ouaka. Les préfectures qui accueillent les éleveurs transhumants pendant la saison sèche sont surtout la Lobaye, Mambéré-kadéi, Sangha-Mbaéré et Ouaka. En réalité, des mouvements de transhumance sont observés à des degrés divers dans les autres préfectures : Ombella-Mpoko, Kémo, Nana Gribizi, Ouham, Ouham-Pendé, nana mambere, Haute-Kotto, Basse-Kotto et Haut-Mbomou . De septembre à avril pour certaines localités et à diverses périodes de la saison sèche, pour d'autres localités, la transhumance est déterminée par la recherche de pâturage et d'eau. Avec le retour des pluies, les éleveurs transhumants regagnent leurs campements de saison des pluies. Malheureusement, ces mouvements de transhumance sont sources de conflits graves entre agriculteurs et éleveurs qui se soldent souvent par des tueries d'animaux et même d'hommes. En effet, les éleveurs constatent souvent à leur retour de transhumance une occupation de leurs campements par les agriculteurs. Ces derniers de leur côté reprochent aux éleveurs le non respect des dates et couloirs convenus de transhumance et les dégâts champêtres causés par les animaux.

Selon les résultats de l'AGVSA 35,3% des ménages en RCA pratiquent l'élevage. Le nombre moyen de têtes de bétail a été calculé pour chaque ménage (y compris ceux ne pratiquant pas l'agriculture) et la moyenne a été calculée pour chaque Préfecture. Les résultats permettent d'analyser la composition du cheptel par préfecture. Les résultats indiquent que le nombre moyen d'animaux possédés est le plus important à Mambéré-Kadéi et Vakaga, suivis du Haut-Mbomou et du Mbomou. D'une façon générale, en termes de nombre de têtes possédés par les ménages, les poulets viennent en tête (environ 7 par ménages) suivis des caprins (2,4) des porcins (1) et des bovins (0,7). Les arsins, équins et camélins sont très rarement possédés. L'élevage des poulets se pratique davantage dans le Vakaga, Mambéré-Kadéi, Haut-Mbomou, Mbomou, Bangui et Ombella-Mpoko. Celui des caprins l'est davantage à Mambéré-Kadéi et Vakaga. Le nombre de tête de bovins par ménage est quand à lui plus élevé dans le Haut Mbomou (environ 3) suivi de Nana Mambere (environ 2). L'élevage des porcins se pratique majoritairement dans l'Ouham et la Mambéré-Kadéi.

¹⁷ Enquête Centrafricaine pour le suivi Evaluation du Bien être (ECASEB), Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale

Figure 12: Unité Bétail Tropical (UBT) par Préfecture



Source AGVSA-RCA 2009

Pour faciliter la comparaison entre zones en ajustant pour les différents types d'animaux, les avoirs en bétail ont été convertis en Unité de Bétail Tropical (UBT)¹⁸.

Figure 13: Unité Bétail Tropical (UBT) par Préfecture

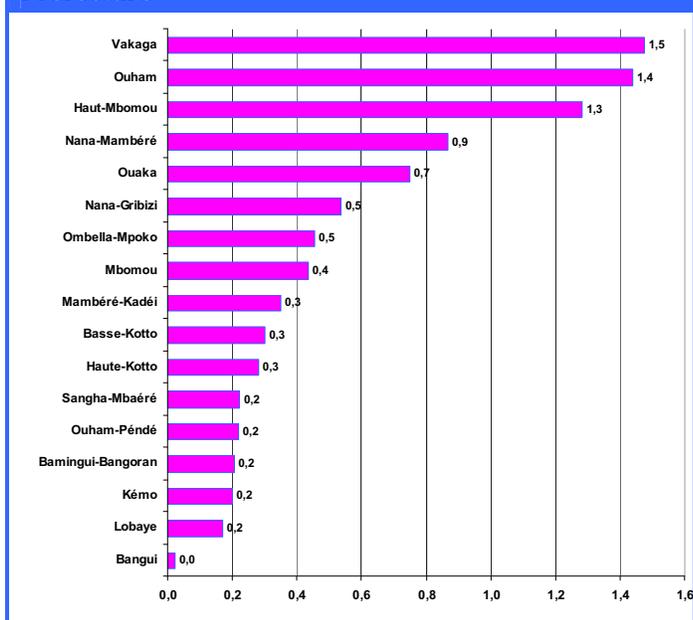
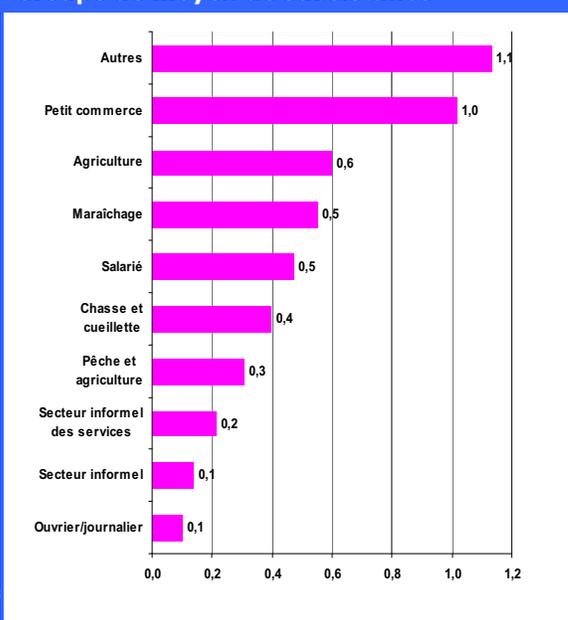


Figure 14: Unité Bétail Tropical (UBT) par Groupe de moyen de subsistance



Source : AGVSA RCA 2009

¹⁸ L'UBT est une unité de mesure du bétail équivalente à un bœuf de 250 Kg. On applique les coefficients de transformation suivants: Chameau /chamelle = 1,0 UBT ; Vache /bœuf/génisse/taureau/veau/vêla = 0,8 UBT ; Chevaux/Anes = 0,5 UBT ; Brebis/mouton/agneau/bouc/chèvre/cabris = 0,1 UBT ; Volaille = 0,007UBT

Le graphique ci-dessus indique que globalement, le nombre d'UBT est faible dans le pays (ne dépassant pas 1,5). Il dépasse 1 à Vakaga, Ouham et Haut-Mbomou. Il est le plus faible à Lobaye, Sangha-Mbaéré, Kémo, Bamingui-Bangoran et Ouham-Pendé où il est de 0,2. Au niveau des groupes de moyen de vie, l'UBT est plus élevée chez les petits commerçants et autres et le plus faible chez les ouvriers journaliers et actifs du secteur informel.

La faiblesse de la possession de bétail s'explique essentiellement par les conflits politico militaires et ethniques dont les éleveurs ont particulièrement souffert. En effet, un grand nombre des éleveurs ont fui les sévices des Coupeurs de route, les exactions de certaines bandes armées (rebelles) et se retrouvent dans les pays frontaliers que sont le Cameroun, le Tchad, la RDC et autres. La faiblesse de la possession de bétail s'explique également par les épizooties comme la Péripleurmonie Contagieuse des Bovidés (PPCB) et la Peste des Petits Ruminants (PPR) qui occasionnent des pertes importantes d'animaux et constituent un frein pour le développement de l'élevage dans le pays. Une campagne nationale de vaccination contre la PPCB a été lancée en 2008 et s'est poursuivie en 2009.

Le secteur de l'élevage connaît diverses autres contraintes : l'absence de structures d'encadrement, le phénomène d'insécurité lié à l'existence des coupeurs de route pour ce qui concerne les acteurs du gros bétail, l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières des services en charge du secteur, etc.

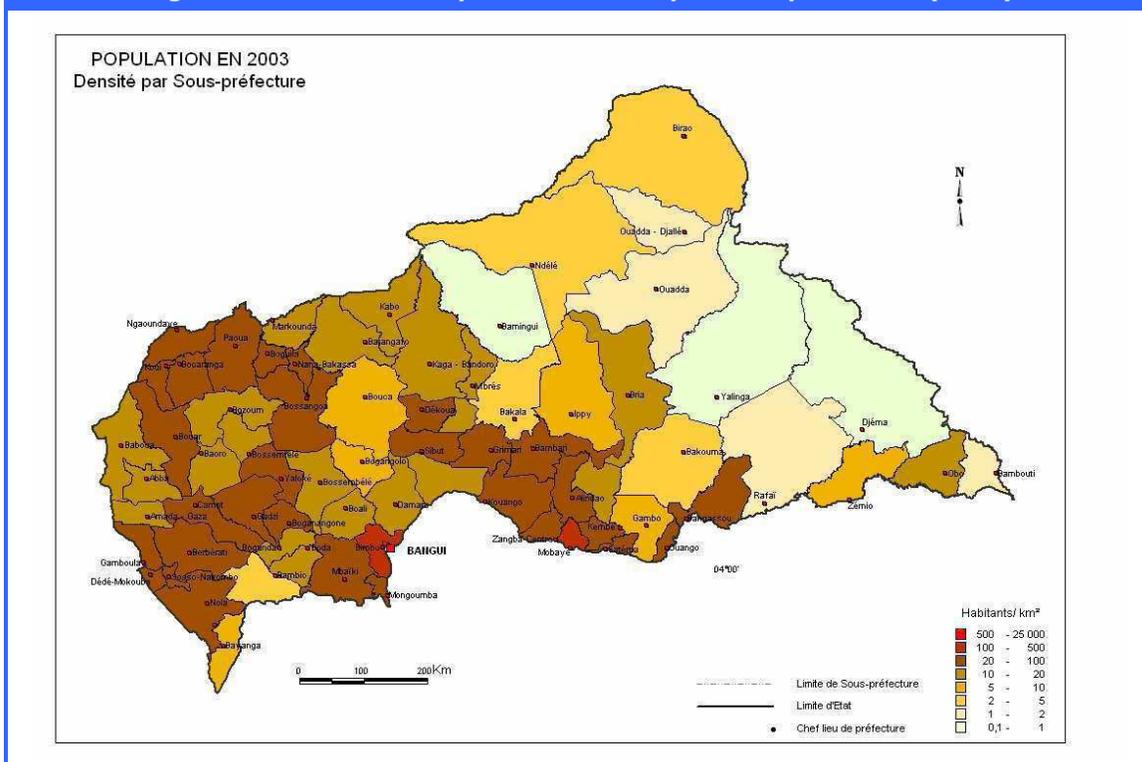
3.2. CAPITAL HUMAIN ET SOCIAL

Les conditions de vie des ménages, notamment leur sécurité alimentaire, peuvent être liées à leurs caractéristiques socioéconomiques. Ce chapitre présente les principales caractéristiques sociodémographiques des ménages et des chefs de ménage.

3.2.1. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

Les principaux groupes qui forment la mosaïque ethnique actuelle de la R.C.A sont les Gbaya, les Mandja, Banda, les Nzakara, les Zandé, les Mboum, les Sara, les Ngbandi, les ubanguiens, les Bantou, les Pygmées et les Peulh. D'après le dernier recensement de 2003 l'effectif de la population centrafricaine est de 3.895.139 habitants contre 2.688.426 habitants en 1988 et 2.067.268 habitants en 1975. Pendant la période 1988 – 2003, le taux d'accroissement annuel moyen a été de 2,5. La structure par sexe révèle une légère prédominance des femmes. En 2003, 49,8% de la population résidente était de sexe masculin contre 50,2% de sexe féminin. La structure par âge met en évidence la jeunesse de la population. En 2003, un peu plus de 50% de la population ont moins de 18 ans et 42,8% moins de 15 ans. Cette proportion importante de jeunes s'explique par les niveaux de fécondité et de natalité élevés. La population centrafricaine est inégalement répartie sur le territoire national. 70% de la population vit sur un tiers du territoire. Les préfectures de l'Est et du Nord-Est qui représentent 40% de la superficie abritent moins de 5% de la population totale. Celles de l'Ouest et du Nord-ouest couvrent 33,6 % et concentrent 53% de la population totale. La population urbaine s'élève en 2003 à 1.475.315 habitants, soit 37,7% de la population totale du pays. 1/6 de la population vit dans la capitale, Bangui qui concentre l'essentiel de l'administration et des activités industrielles.

Figure 15: Carte de la Population densité par Sous préfecture (2003)



Source: Université de Bangui 2009, Atlas de la République Centrafricaine

Tableau 5: Le Résumé de quelques caractéristiques démographiques des ménages:

		Nombre moyen de personnes par ménage	% d'hommes chefs de ménage	% de ménages dirigés par un enfant ou une personne âgée	Age moyen des chefs de ménage	% de dépendants
Milieu	Urbain	6,4	77,0	5,8	40,7	42,9
	Rural	5,7	86,7	4,6	39,3	47,9
Préfecture	Ombella-Mpoko	6,4	82,9	5,6	40,3	44,3
	Lobaye	5,0	82,1	7,4	40,1	41,8
	Mambéré-Kadéï	5,2	86,2	2,9	38,9	42,1
	Nana-Mambéré	4,4	78,3	6,3	39,3	44,9
	Sangha-Mbaéré	6,2	90,5	4,4	40,6	52,0
	Ouham-Péndé	5,4	88,5	3,9	38,2	48,9
	Ouham	7,4	89,2	3,5	38,9	56,8
	Kémo	6,5	90,6	3,5	39,8	49,9
	Nana-Gribizi	5,9	83,5	7,1	40,1	48,3
	Ouaka	5,3	83,0	4,0	39,5	41,8
	Bamingui-Bangoran	5,5	83,4	2,7	40,7	46,9
	Haute-Kotto	5,0	85,3	6,3	40,7	44,3
	Vakaga	9,1	72,7	15,6	47,1	53,5
	Basse-Kotto	5,4	85,0	5,3	37,8	47,8
	Mbomou	6,0	81,8	3,6	39,0	50,7
Haut-Mbomou	4,7	71,5	4,2	39,0	38,8	
Bangui	7,3	74,8	7,7	43,2	40,8	
TOTAL		5,9	83,7	5,0	39,8	46,2

Source : AGVSA RCA 2009

Taille moyenne des ménages

L'enquête révèle que globalement la taille moyenne des ménages est de 5,9 personnes. Les ménages dont la taille est comprise entre 1 et 5 personnes représentent plus de la moitié (51%). Les grands ménages de plus de 11 personnes ne représentent que 9%. La taille moyenne des ménages est légèrement plus élevée en milieu urbain (6,4) qu'en milieu rural (5,7). Les préfectures où la taille moyenne des ménages est la plus élevée sont : Ouham, (7,4), Kémo (6,5), Ombella-Mpoko (6,2), en plus Bangui (7,3) et de Vakaga (9,1) où l'enquête a été réalisée en milieu urbain. En ce qui concerne la Vakaga, il faut souligner qu'en raison de l'insécurité prévalant dans cette préfecture au moment de l'enquête, il y avait une concentration de population dans la ville de Birao qui servait de refuge. On note à l'extrême que les préfectures de Nana-Mambéré (4,4) et de Haut-Mbomou (4,7) sont celles qui ont des valeurs inférieures à la moyenne nationale.

Une prédominance des hommes chefs de ménages

Les données de l'enquête AGVSA indiquent une nette prédominance des hommes chefs de ménage (83,7%)¹⁹. Selon le milieu de résidence, on note un pourcentage plus élevé des hommes chefs de ménage dans les zones rurales (87%) par rapport aux zones urbaines (77%). Le Haut-Mbomou (71%) et la Vakaga (73%) sont les deux préfectures qui présentent une proportion plus faible des hommes chefs de ménage. Les préfectures de Haut-Mbomou, Vakaga et Bangui ont les plus fortes proportions de ménages dirigés par des femmes, avec respectivement 28, 27 et 25%, alors que Kémo, Sangha-Mbaéré, Ouham et Ouham-Pendé ont les plus faibles proportions avec respectivement 9%, 9,5%, 11% et 11,5%.

Age moyen du chef de ménage

Seulement 5% des ménages sont dirigés par une personne âgée (plus de 60 ans) ou un enfant (moins de 18 ans), au niveau national. Cette proportion est la plus élevée à Vakaga (15%). C'est aussi dans cette préfecture que l'âge moyen du chef de ménage est la plus élevée (47,4 ans, la moyenne nationale étant de 40 ans). La différence dans l'âge moyen du chef de ménage entre le milieu urbain et le milieu rural n'est pas élevée (39,3 ans en milieu rural et 40,7 ans en milieu urbain).

Pourcentage de dépendance

Le pourcentage de dépendants, c'est à dire le nombre de personnes dépendantes (enfants de moins de 15 ans et personnes âgées de plus de 60 ans) par rapport au nombre total de membres du ménage, est de 46% au niveau national. En d'autres termes, si une famille compte 10 membres, 4,6 de ces membres ont moins de 15 ans ou plus de 60 ans. Cette dépendance est plus élevée en milieu rural (48%) qu'en milieu urbain (42%).

Statut matrimonial

La plupart des chefs de ménages sont mariés ou vivent maritalement (78%), alors que 9% sont veufs, 7% sont séparés ou divorcés, et 6% célibataires. La proportion de chef de ménages marié est plus importante en milieu rural qu'urbain (respectivement 81% et 71%), tandis que celle des divorcés, veufs, et célibataires l'est davantage en milieu rural.

¹⁹ Selon le RGPH03, le pourcentage des hommes chefs de ménage est estimé à environ 80,1%.

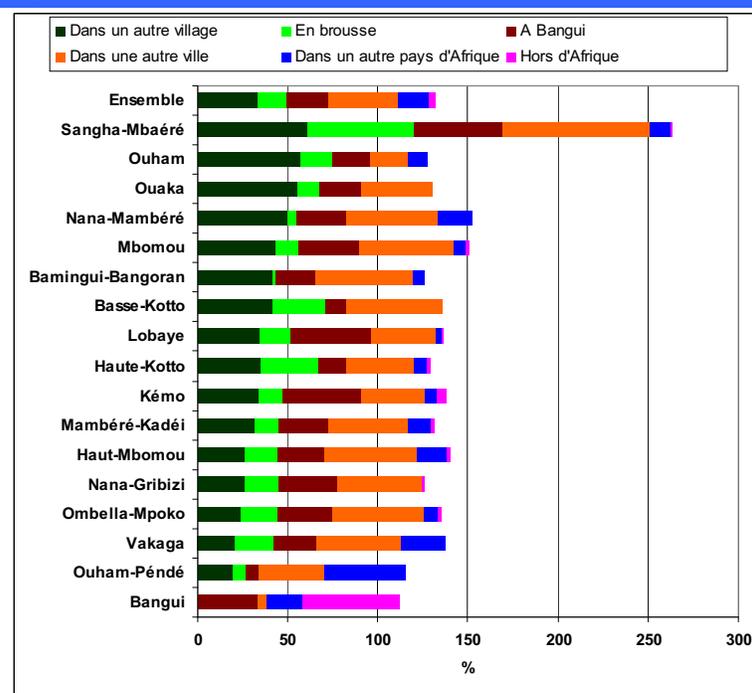
3.2.2. MIGRATION

Taux de Migrations

Le mouvement/déplacement de la population tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays est analysé en considérant les informations relatives aux membres habituels partis du ménage. En moyenne, 25,6% des ménages ont déclaré le départ d'un des leurs. L'écart des taux de migration qui est moins prononcé entre milieux de résidence paraît plus significatif entre les préfectures. Ainsi, la Vakaga (47,3%) la Lobaye (45,4%), l'Ouham-Pendé (38,8%) et l'Ouham (38,5%) font partie des préfectures qui ont enregistré des taux de migration les plus élevés. Hormis la Lobaye ces préfectures font partie des plus touchées par les conflits armés. Au titre des préfectures moins touchées par les déplacements de population figurent la Kémo (6,3%), la Ouaka (7,4%) et Bangui (9,7%). Par rapport aux groupes de moyen de vie, les ouvriers/journaliers sont ceux qui présentent des taux élevés de déplacement de leurs membres.

Destination des Migrants

Figure 16: Destinations des migrants



L'essentiel des déplacements sont dirigés d'un village vers un autre, vers Bangui ou une autre ville. Cependant 15,6% des déplacements se font vers la brousse. Les déplacements vers d'autres pays d'Afrique représentent 17%. Il sont plus importants dans l'Ouham-Pendé, Vakaga et Nana Mambere. Quand aux déplacements en dehors de l'Afrique, ils représentent 3% en moyennent mais 54% des déplacements à Bangui. D'une façon générale, les déplacements apparaissent plus importants à Sangha-Mbaéré.

Source AGVSA RCA, 2009

Les mouvements migratoires sont principalement motivés par la recherche du travail (27,6%). D'autres facteurs comme, l'insécurité dans certaines localités (19,6%) et les motivations scolaires (16,3%) sont également évoquées par les ménages. La recherche du travail est commune à toutes les préfectures, excepté l'Ouham et la Vakaga où les pourcentages sont plus faibles. S'agissant de l'insécurité, elle est davantage évoquée dans les préfectures de l'Ouham-Pendé (48,3%) et de l'Ouham (37,2%). La poursuite des études/formations est évoquée majoritairement dans la Lobaye, la Mambéré-Kadéï, la Kémo et la Ouaka.

Transferts d'argent

Comme dans beaucoup de pays, les migration/déplacements des membres de ménages est justifié par des préoccupations économiques. Généralement les migrants s'attachent à transférer de l'argent à leurs ménages d'origine.

En RCA, 10,7% des ménages affirment ainsi avoir reçu de l'argent. Le taux de transfert en faveur des zones urbaines (14,3%) est plus élevé qu'en faveur des zones rurales (9,2%). Il varie de 1,4% dans la Nana-Grébizi et 2% dans la Bamingui-Bangoran à 30,8% dans la Vakaga qui est de loin la préfecture bénéficiant du taux de transfert le plus élevé. Les ouvrier/journaliers constituent le groupe de moyens d'existence à bénéficier de plus de transferts d'argent.

Sur l'ensemble des ménages ayant reçu des transferts, au niveau national, la moyenne des transferts est estimée à 171 975 FCFA par ménage et par an. En réalité, les disparités sont très importantes car, la moitié des ménages ont reçu moins de 15 000 FCFA. Les ménages urbains avec 370 258 FCFA (médiane = 29 742 FCFA) ont bénéficié d'avantage que ceux des milieux ruraux qui n'ont en moyenne reçu que 32 338 FCA (médiane= 10 000 FCFA). Sur la base de la médiane on note que la Kémo (128 517 FCFA), Bangui (110 328 FCFA) et Vakaga (101 291 FCFA) sont les préfectures dans lesquels les ménages ont bénéficié de transferts considérables d'argent.

En fonction des autres caractéristiques du chef de ménage on note que les transferts se font davantage au profit des ménages dirigés par les femmes.

Par rapport à l'année d'avant, 45,6% des ménages estime le niveau de ces envois plus faibles, 35,5% le trouve au même niveau et 18,9% des ménages le trouve plus élevé.

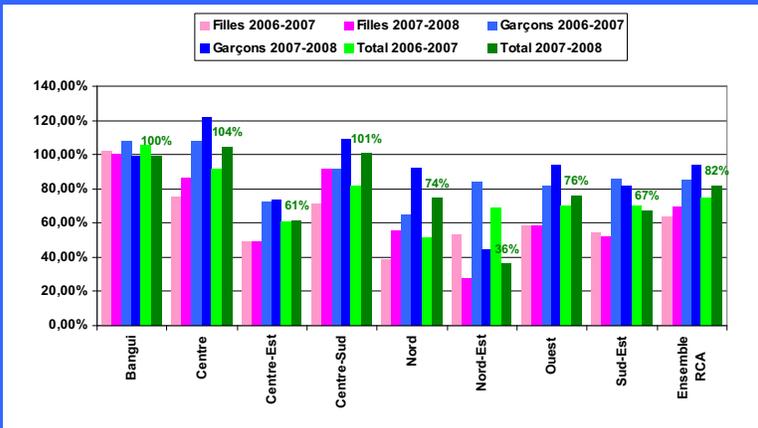
3.2.3. ÉDUCATION

Le secteur de l'Éducation a été particulièrement affecté par les différentes crises qu'à connu la RCA ; le contexte de violence et la faiblesse des capacités de l'Etat ont conduit à la dégradation et à la destruction des infrastructures socio économiques de base. Le découpage sectoriel de l'éducation divise le pays en Huit zones, comme suit :

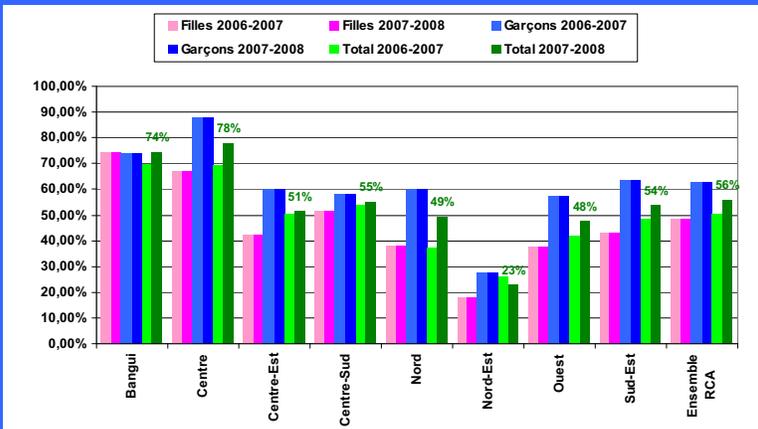
Tableau 6: Découpage sectoriel de l'éducation en RCA			
Zones d'éducation	Préfectures	Zones d'éducation	Préfectures
Bangui	Bangui	Nord	Ouham-Pendé, Ouham
Centre	Nana Gribizi, Kémo	Nord-Est	Bamingui-Bangoran, Vakaga
Centre-Est	Ouaka, Haute-Kotto	Ouest	Nana Mambere, Mambéré-Kadéi, Sangha-Mbaéré
Centre-Sud	Ombella-Mpoko, Lobaye	Sud-Est	Basse-Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou

Les figures suivantes représentent l'évolution des taux brut et net de scolarisation de 2006/2007 à 2007/2008, selon ces zones.

Figure 17: Taux brut et taux net de scolarisation



Taux net de scolarisation



Au niveau de l'Enseignement Fondamental I (de la première à la sixième année d'école), on observe des disparités importantes de genre et de zone.

Pendant l'année scolaire 2007/2008, le taux brut de scolarisation est le plus élevé à Bangui et dans les zones Centre et Centre-Sud. Ils sont les plus faibles dans les zones Nord-Est, Nord et Centre-Est. Quand au taux net de scolarisation, il est le plus élevé au centre et à Bangui et le plus faible dans les zones Nord-Est, Ouest, Nord et Centre-Est.

Par ailleurs, dans la zone Nord-Est, on note un net recul dans les taux brut et net de scolarisation entre les années scolaires 2006/2007 et 2007/2008. Cette situation pourrait être liée à la situation d'insécurité qui prévaut dans cette partie du pays.

La disparité de genre au profit des garçons est marquée partout sauf à Bangui. Globalement, l'écart des Taux Bruts de Scolarisation entre les filles et les garçons est de 24 points au profit des garçons

Source : Bi annuaire des statistiques de l'éducation 2006/2007 – 2007/2008,

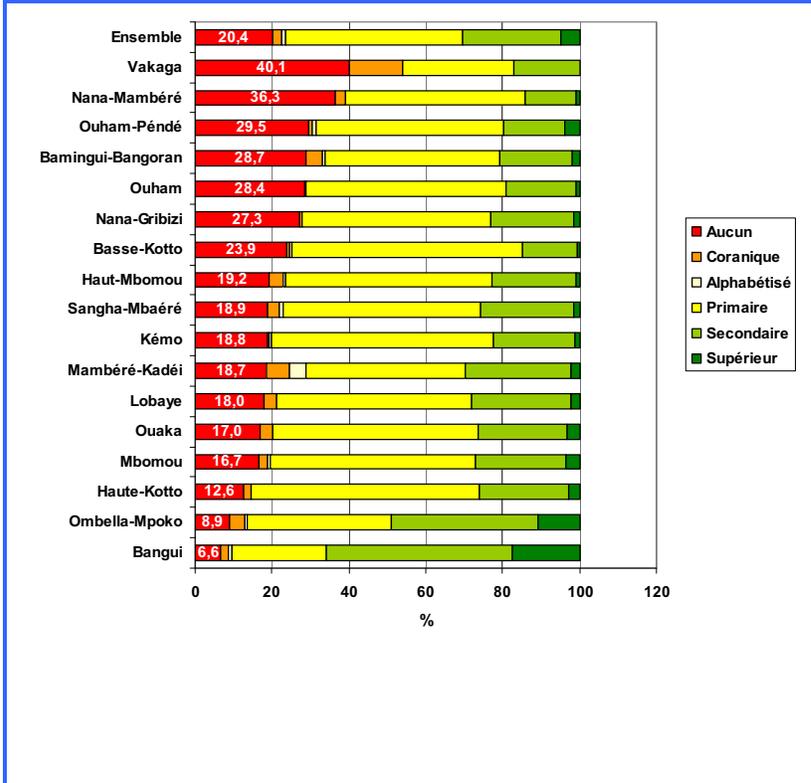
Selon les résultats de l'ECASEB²⁰, On constate également une grande disparité entre les zones rurales et les zones urbaines qui enregistrent respectivement 84% et 111% de taux brut de scolarisation. La disparité est plus accentuée en milieu peulh et pygmée où 5% seulement des enfants vont à l'école. La même enquête indique que l'efficacité du système scolaire est faible et se traduit par un taux de redoublement élevé: 30% au primaire (33% pour les filles), des abandons scolaires très nombreux : 11% (13% pour les filles). Les communautés sont également affectées par l'analphabétisme avec un taux de 44,1% au niveau national, dont 64,9% en milieu rural.

Selon l'AGVSA 2009, les principales raisons de non scolarisation des enfants scolarisables sont : les coûts liés à la scolarisation (32%), la non perception de l'intérêt de l'école par les parents (29%), le fait que les enfants restent à la maison pour s'occuper d'une tiers personne (13%), la distance du lieu d'habitation à l'école, les maladies (11%) le travail domestique ou professionnel (10%). Les abandons sont quand à eux motivés par ordre d'importance par le refus des enfants d'aller à l'école, les coûts liés à la scolarisation, la non perception de l'intérêt de l'école par les parents, la distance, la faim et la maladie.

²⁰ Enquête Centrafricaine sur le Suivi Evaluation du Bien- être, ICASEES, 2008

Education du Chef de Ménage

Figure 18: Niveau d'éducation des chefs de ménage par préfecture



Dans l'ensemble, 20% des chefs de ménages sont sans éducation, 46% ont un niveau primaire d'éducation, 25% un niveau secondaire et 4% un niveau supérieur. L'enseignement coranique et l'alphabétisation sont marginales (respectivement 2,3% et 0,9%).

La proportion des chefs de ménages sans aucun niveau d'éducation est le plus élevé à Vakaga, Nana Mambere, Ouham-Pendé et Bamingui-Bangoran. Cette proportion est la plus faible à Bangui et Ombella-Mpoko ou la proportion de ménages avec un niveau de d'éducation secondaire et supérieur est le plus important.

Source : AGVSA RCA 2009

Infrastructures scolaires et accès aux services éducatifs

En 2007-2008, il y avait 2 787 bâtiments scolaires en dur, 1 397 en semi dur et 1 711 en paille, pour un total de 13 253 salles de classes²¹.

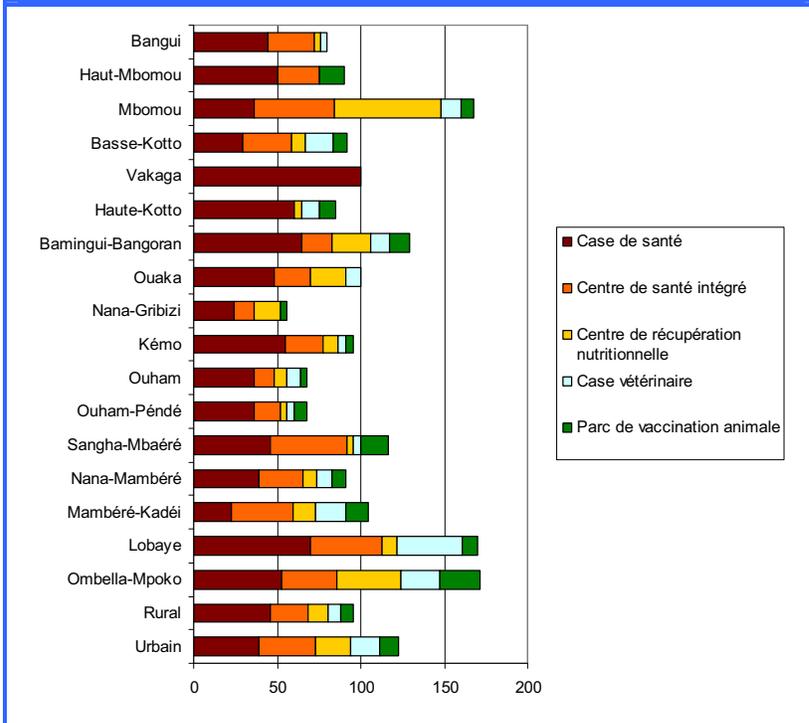
Selon les résultats de l'AGVSA, environ 80% des villages et quartiers possèdent une école primaire et 15% un collège. Cette proportion est la plus faible à Nana Gribizi (56%), Haute-Kotto (60%) et Basse-Kotto (71%). Elle est la plus élevée à Mbomou (100%), Nana Mambere et Lobaye (91%).

²¹ Annuaire des statistiques scolaires 2006-2007 2007-2008

3.2.4. SANTE

En 2006, la RCA comptait 585 formations sanitaires (publiques et privées) dont 4 hôpitaux centraux, 5 hôpitaux régionaux, 11 hôpitaux préfectoraux, 235 centres de santé, et 330 postes de santé²². Le réseau de formations sanitaires est plus dense dans la partie occidentale et centrale du pays qui correspond également aux parties les plus densément peuplées.

Figure 19: Accès aux infrastructures sanitaires par préfecture



Selon les résultats de l'AGVSA, la proportion de villages et quartiers urbains possédant une infrastructure sanitaire est plus élevée à Ombella-Mpoko, Lobaye et Mbomou. Il est le plus faible à Nana Gribizi, Ouham-Pendé et Ouham. La case de santé constitue l'infrastructure sanitaire la plus commune. La population de la Vakaga a déclaré n'avoir accès qu'à ce seul type d'infrastructure contrairement aux autres préfectures où l'accès aux centres de santé intégrés et centres de récupération nutritionnelle est également mentionné.

Source : AGVSA RCA 2009

Les capacités opérationnelles et fonctionnelles des formations sanitaires du pays sont affectées par plusieurs contraintes dont l'insuffisance des ressources humaines, des capacités techniques et gestionnaires, des équipements essentiels, des offres et interventions essentielles et des financements.

Les résultats de l'AGVSA indiquent que 14% des ménages abritent au moins un malade chronique. La proportion de malades chroniques est plus élevée à Vakaga (41%), Ouham (29%), Ouham-Pendé (23%), Kémo et Mbomou (18%), Ombella-Mpoko (17%), Basse-Kotto (16%), Haut-Mbomou et Nana Gribizi (14%). Seule la moitié (7,8) des malades chroniques bénéficie d'une prise en charge qui est effectuée principalement par les ONG (40%) et l'Etat (35%). L'absence de traitement chez les autres malades chronique s'explique par le coût élevé des médicaments (53%), l'absence ou l'éloignement des centres de soins (14%) et le refus du traitement (8%). 21% des ménages ont perdu un membre au cours des 12 mois précédant l'enquête. Il s'agissait d'un membre contributeur essentiel aux revenus du ménage dans 10% des ménages. Par ailleurs, 38% des ménages ont perdu au moins un enfants de moins de cinq ans, au cours des 12 derniers mois. Le nombre moyen d'enfants âgés de 0 à 12 mois et ceux âgés de 12 à 59 mois, décédés au cours des 12 derniers mois, est équivalent et est égal à 1,2. Le Pourcentage moyen d'orphelins par ménage est de 17% soit en moyenne 2,1 orphelins par ménage. Le pourcentage d'orphelins est plus élevé à Ombella-Mpoko (27%), Bangui (25%), Vakaga (22%), Haut-Mbomou (20%), Ouham (21%) Ouham-Pendé et Nana Gribizi (19%).

²² Cartographie de l'offre de services de santé, 2006, Ministère de la Santé et de la Population / OMS

3.3. CAPITAL PHYSIQUE

3.3.1. CONDITIONS DE LOGEMENT

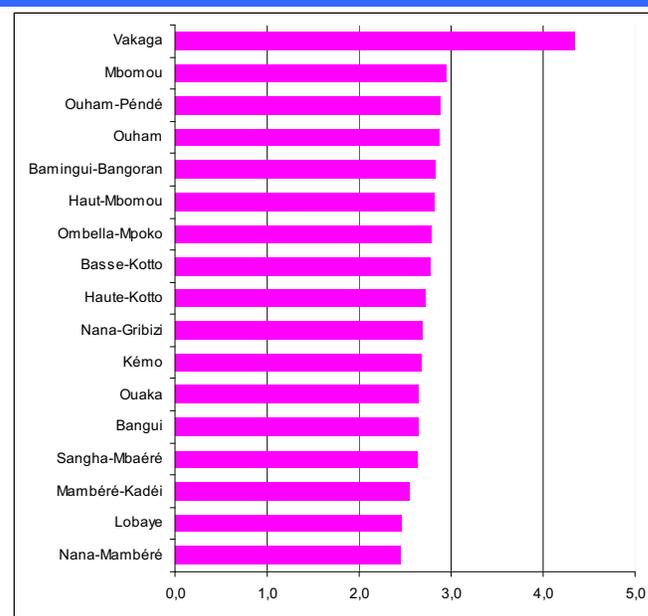
Habitation

Statut de propriété

En RCA, 84,7% des ménages sont propriétaires de leurs logements. Le problème du foncier ne semble pas se poser dans les zones rurales où 93,7% des ménages sont propriétaires contre 75,1% dans les zones urbaines. En effet, dans les centres urbains, 17,4% des ménages sont locataires et 7,5% des ménages sont logés gratuitement. Les préfectures dans lesquelles bon nombre de ménages louent ou sont logés gratuitement sont situées celles de la Lobaye, la Mambéré-Kadéï, de la Haute-Kotto et Bangui.

Densité de l'habitat/Taux d'occupation

Figure 20: Indexe de densité de l'habitat par préfecture



Pour apprécier le degré de promiscuité l'analyse utilise l'index de densité de l'habitat obtenu en estimant le nombre moyen de personnes par pièce. Selon les résultats de l'enquête, l'index de densité de l'habitat est estimé à 2,7 personnes par pièce. L'écart entre milieu de résidence est moins marqué. S'agissant de la préfecture par contre, les données indiquent que la densité de l'habitat est particulièrement plus élevée dans la Vakaga (4,7) que dans le reste des préfectures. Cela pourrait également s'expliquer par l'afflux de personnes déplacées à Birao, principale ville de la préfecture, et seule localité de la préfecture où les conditions sécuritaires ont permis la réalisation de l'enquête.

Source AGVSA RCA, 2009

Type d'habitation et matériaux utilisés pour la construction

L'habitat centrafricain est à dominance traditionnel amélioré (65,7%) et traditionnel simple (26%). Les habitations modernes, en faible proportion (8,3%) sont surtout localisées dans les zones urbaines (19,9%) et surtout à Bangui (34,3%). Les préfectures de l'Ombella-M'poko (11,6%) et Mbomou (10,7%) affichent des pourcentages relativement élevés de ménages disposant d'habitations modernes.

L'herbe/paille (56,3%) et la palme/bambou (11,3%) font partie des principaux matériaux rudimentaires utilisés par les ménages. L'utilisation des types de matériaux est fonction de la zone écologique. En zone de savane par exemple, la paille est plus utilisée alors qu'en zone forestière ce sont les feuilles de palmiers ou de rôniers qui sont utilisées. S'agissant des matériaux finis, la tôle (28,4%) est le matériau dominant.

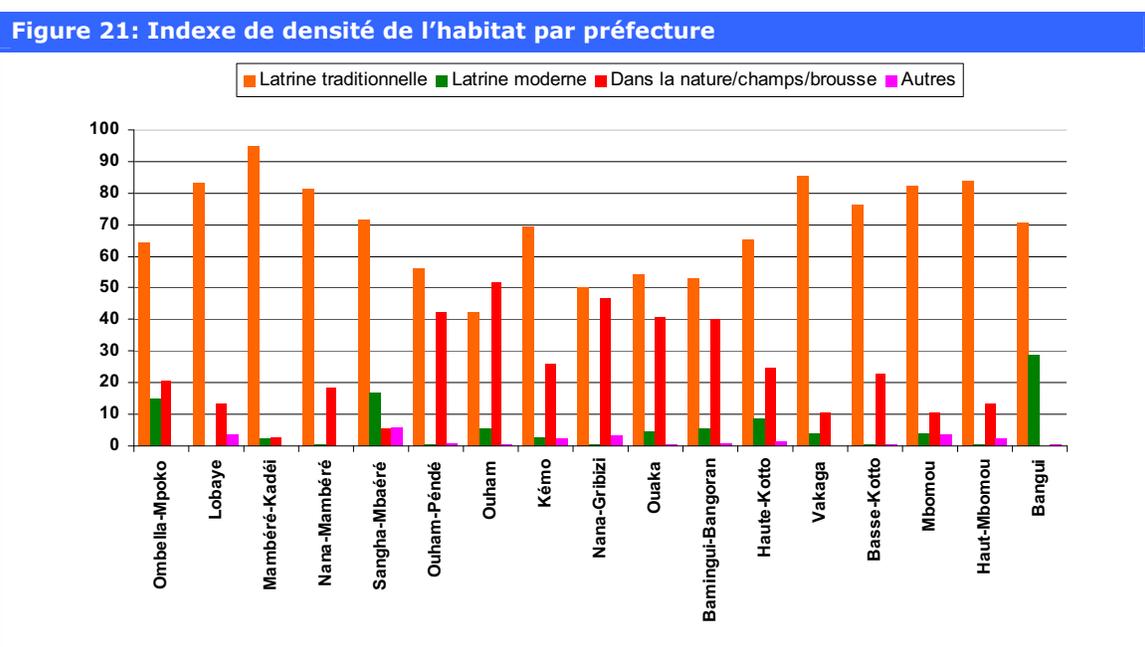
Les matériaux des murs sont également à dominance traditionnelle constitués de l'adobe non recouvert (37,4%). Au titre des matériaux finis on retrouve les Briques agglomérées ou blocs de ciments (16,4%) et de l'adobe recouvert ou brique en terre (23,6%). Ces derniers matériaux sont amplement utilisés dans les préfectures de l'Ombella-M'poko (49,8%), la Nana-Mambéré (52,5%), l'Ouham (78,7%) et la Haute-Kotto (51,5%).

La majorité des habitations ont des sols non revêtus (85,8%) et seulement 12,5% des ménages ont des habitations dont le sol est en ciment qui est inaccessible à bon nombre de ménages. La quasi-totalité de ceux qui résident en milieu rural (95,3%) ont le sol non recouvert contre 68,2% de ménages en milieu urbain.

Assainissement et Accès à l'Eau

Types de latrines

L'analyse de l'hygiène environnementale est basée sur les trois modes d'évacuation des excréments humains à savoir: les latrines traditionnelles, les latrines modernes, dans la nature/champs/brousse.



Source AGVSA RCA, 2009

Selon les résultats de l'enquête, les latrines traditionnelles (67%) sont de très loin le principal type de latrines utilisé par les ménages. Les latrines modernes (7,3%) sont très peu utilisées et environ un ménage sur quatre (24,7%) utilise la nature.

Quel que soit le milieu de résidence, les latrines traditionnelles sont majoritairement utilisées par les ménages. Il convient de noter que les latrines modernes sont utilisées quasi-totalement dans les centres urbains (17,4%) tandis que le recours à la nature est le fait des ménages ruraux (35,5%).

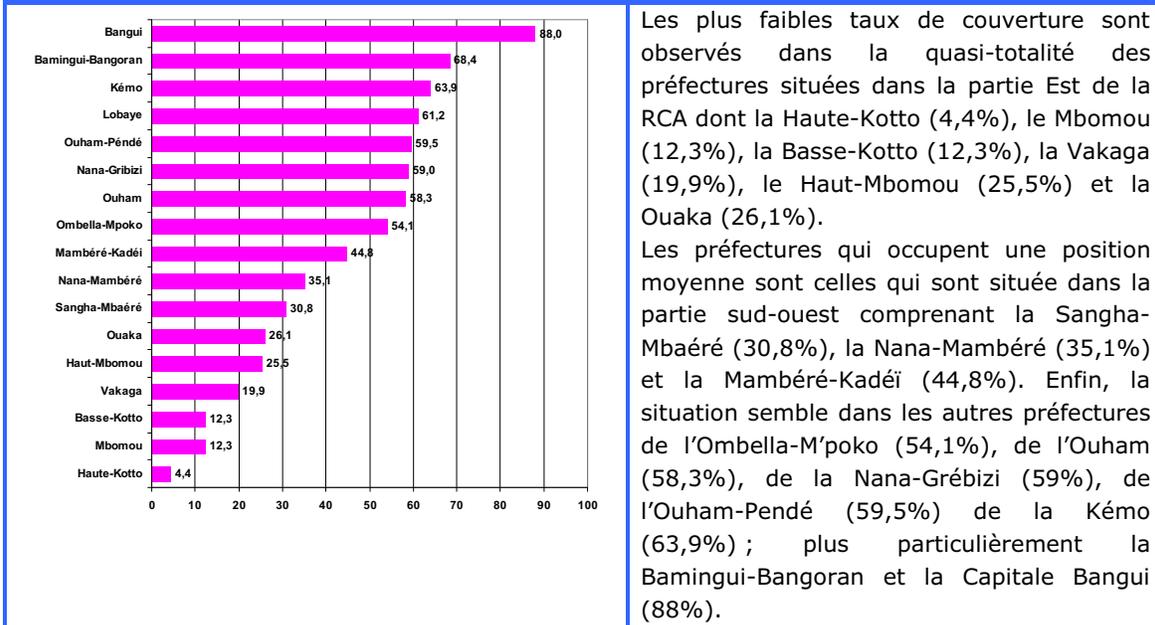
Au niveau préfectoral, l'Ombella-M'poko (15%), la Sangha-Mbaéré (17%) et Bangui (28,5%) sont les préfectures qui présentent des taux de latrinisation modernes supérieurs à la moyenne nationale.

Sources d'eau de boisson

La définition de l'eau potable retenue dans le cadre de l'enquête est celle d'une eau provenant d'un robinet d'eau courante, d'une eau en bouteille et d'un forage/pompe. Les résultats obtenus auprès des ménages indiquent que 51,2% des ménages au niveau national boivent de l'eau provenant d'une source d'eau potable. Cependant, la proportion des ménages ruraux qui ont accès à une source d'eau de potable (40,7%) est plus faible que celle des zones urbaines (70,4%).

Les écarts observés se creusent davantage quand on considère les préfectures de résidence.

Figure 22: Sources d'eau de boisson par préfecture



Source AGVSA RCA, 2009

Temps mis pour atteindre la source d'eau de boisson la plus proche

Le faible taux de couverture entraîne un allongement de la distance et du temps d'accès à la source d'eau potable la plus proche. En conséquence plus la distance qui sépare les ménages d'une source d'eau potable est longue et moins de ménages s'y approvisionneront. En effet, plus de la moitié des ménages qui résident dans les zones urbaines sont situés à moins de 30 minutes d'une source d'eau contre, à peine 26,6% en zone rurale. A Bangui où le taux d'accès est satisfaisant, on remarque que 74,1% des ménages sont situés à moins de 30 minutes d'une source d'eau potable.

Au niveau des préfectures les données indiquent que là où très peu de ménages sont situés à moins de 30 minutes ou à plus de 30 minutes d'une source d'eau sont celles qui font face à de sérieux problèmes de disponibilité d'une source d'eau potable. C'est le cas de la Haute-Kotto, de la Basse-Kotto, du Mbomou et du Haut-Mbomou.

Sources d'énergie

Sources d'énergie pour la cuisson

En RCA, la principale source de cuisson de ménages reste le bois de chauffe (97,3%) qui est d'une utilisation quasi-universelle quel que soit le milieu et la préfecture de résidence. Les autres produits comme le charbon de bois, le gaz et l'électricité ne sont presque pas utilisés par les ménages.

S'agissant particulièrement du charbon de bois, seuls une frange minorité des ménages à Bangui (6,3%) des ménages à Bangui l'utilise.

Sources d'éclairage

S'agissant de l'éclairage, la lampe à pétrole (51,1%) suivi de loin par lampe à pile (20,9%) et les feux de bois (16,7%) sont les principales sources d'éclairage des ménages. L'analyse selon le milieu de résidence révèle une relative utilisation de l'électricité comme deuxième source d'éclairage des ménages urbains et plus particulièrement ceux qui vivent à Bangui (41,6%) alors qu'en zone rurale c'est la lampe à pile qui semble jouer ce rôle.

La lampe à pile qui est d'une utilisation récente tend à s'intensifier dans les préfectures de Basse-Kotto (44,8%), Haut-Mbomou (36,9%), Bamingui-Bangoran (34,9%), Ouham (33,8%), Mambéré-Kadéï (32,0%) et Ouham-Pendé (27,2%). Par ailleurs, le bois de chauffe demeure une importante source d'éclairage des ménages dans les préfectures de l'Ouham-Pendé (42,5%), Ouham (28,1%), Nana-Grébizi (35,7%), Bamingui-Bangoran (24,2%) et Kémo (19,9%).

Transport et Communications

Le transport reste l'un des défis majeurs de développement de la RCA. L'accès offre beaucoup d'opportunité aux ménages et permet de réduire l'enclavement des ménages.

Proportion de ménages accessibles par route principale ou secondaire

Au niveau national, 83,5% des ménages sont situés en bordure d'une route principale ou secondaire. Cette proportion élevée s'explique par le fait que dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, le gouvernement a encouragé le rapprochement des villages des routes pour faciliter leur accès aux services de base.

Distance à la route principale ou secondaire

En ce qui concerne les villages non situés au bord d'une route principale ou secondaire, la Distance moyenne à celle-ci est de 38 Km. Dans les centres urbains le problème d'accès à la route ne se pose pas car les ménages les plus isolés sont situés à environ deux kilomètres de la route principale ou secondaire. Par contre en milieu rural, les ménages peuvent se situer en moyenne à environ 50 kilomètres d'une voie route principale ou secondaire.

Par préfecture on remarque d'importantes disparités des au fait que dans certaines préfectures les villages sont situés le long des voies routières alors que dans d'autres préfectures, certains ménages vivent dans des hameaux distants ou des campements de culture. A titre d'exemple certains ménages doivent parcourir 30 kilomètres dans l'Ombella-M'poko, 52 kilomètres dans la Mambéré-Kadéï, 48 kilomètres dans la Nana-Mambéré, 51 kilomètres dans la Ouaka, 48 kilomètres dans la Haute-Kotto et 35 kilomètres dans le Mbomou.

Durée et périodes d'enclavement par province

La RCA comporte globalement deux saisons : la saison sèche et la saison des pluies de durée moyenne toutes deux égales à 6 mois. La saison sèche s'étale dans la majorité des localités de décembre à mai tandis que la saison de pluie couvre les mois de juin à novembre. La proximité des villages et quartiers des routes n'exclue pas les problèmes d'enclavement. La durée moyenne d'enclavement en zone rurale est de 2,3 mois alors que les zones urbaines sont accessibles pratiquement toute l'année. La durée moyenne d'enclavement est plus longue dans les préfectures orientales de Haute-Kotto (5 mois), Basse-Kotto (3,6 mois), Vakaga (3 mois) et Mbomou (2,7 mois) de la Vakaga dans lesquelles moins de la moitié des ménages vivent dans des villages non accessibles en voiture.

3.3.2. BIENS DU MÉNAGE ET INDICE DE RICHESSE

La pauvreté est un concept multidimensionnel pouvant prendre en compte les difficultés d'accès aux ressources et à une vie décente. On sait par exemple que l'environnement immédiat dans lequel vit le ménage influe considérablement sur le niveau de vie des membres du ménage. Il est en effet démontré que les ménages qui possèdent davantage de biens mobiliers ou des équipements modernes ont plus de chance de mener une existence aisée favorisée par l'utilisation de ces biens ou équipements.

L'analyse de la pauvreté basée sur la possession de biens et équipements par les ménages conduit à la création d'un indice de richesse permettant de classer les ménages des plus pauvres aux plus riches. Cet indice constitue donc un bon indicateur du statut socio-économique des ménages. Dans la présente étude, les ménages ont été classés en quintiles correspondant aux catégories des ménages très pauvre, pauvre, moyen, nanti et plus nanti.

Parmi les biens fréquemment possédés par les ménages figurent prioritairement la faucille/couteaux (89,8%) et le mobilier : lits (80,7%), moustiquaire (82,9%) et les chaises (47,8%). Viennent ensuite les autres équipements du ménage dont la radio (46,7%), le fer à repasser (29,6%), le téléphone portable (23,2%), la bicyclette (23,2%) et le fusil de chasse (15,7%), et rarement le réchaud à pétrole (9,6%). En raison du faible accès à l'électricité, les autres biens d'équipements sont faiblement possédés par les ménages.

Distribution géographique de l'indice de richesse

Les résultats obtenus indiquent qu'en termes de possession de biens, 52% des ménages ruraux sont pauvres et très pauvres contre 18% en milieu urbain. Ces résultats confortent toutes les études réalisées en RCA qui confirment que la pauvreté est majoritairement rurale.

Figure 23: Quintiles d'incite de possession de bien (richesse) par préfecture



La proportion de ménages pauvres et très pauvres est plus importante dans la Nana Gribizi (76%), Ouham-Pendé (74%), Haut-Mbomou (58%), Ouham (55%). La capitale Bangui est la localité où la proportion de ménages plus nanti et nanti est la plus importante (85%).

Source AGVSA RCA, 2009

L'analyse selon les zones agro écologiques indique que le pourcentage des ménages pauvres et très pauvres est plus élevé dans la zone coton-vivrier-élevage (60%) comparativement aux zones cynégétique (29%), vivrier-élevage (30%) et forestière (35%).

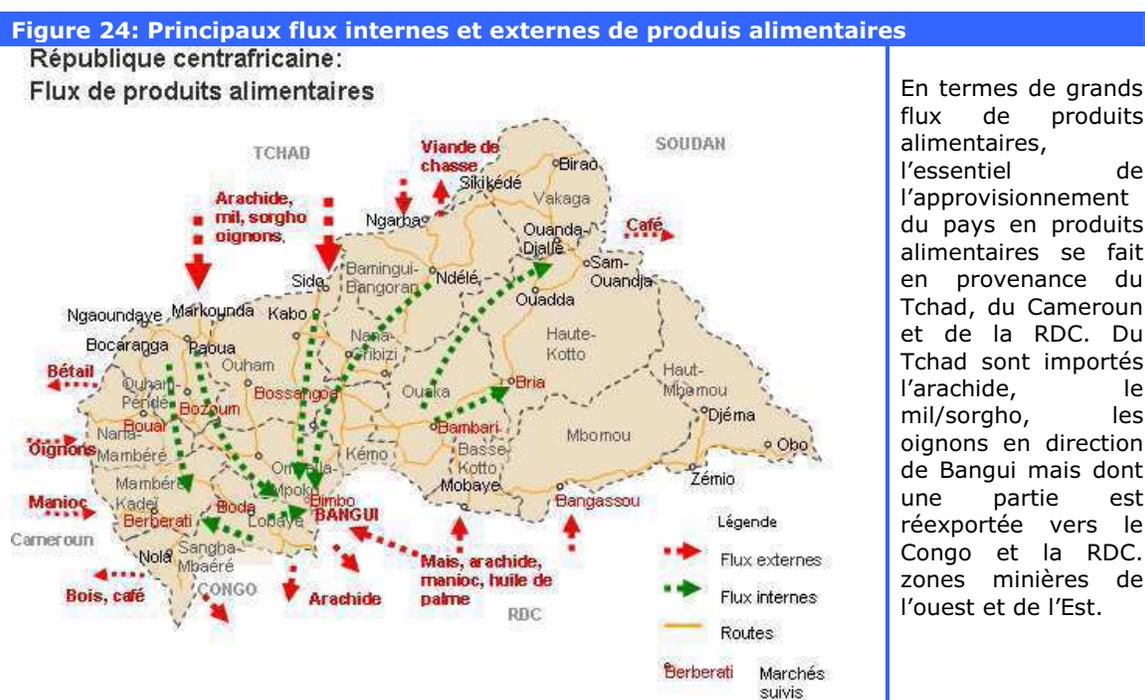
La proportion de ménages pauvres et très pauvres est plus élevée au niveau des ménages dirigés par des femmes (47%), veufs et divorcés (53%), chefs de ménage sans éducation (33%), les ménages de 1 à 5 personnes (46%), vivant de chasse et cueillette (56%), agriculteurs (51%) et au niveau des ménages en insécurité alimentaire sévère (79%).

3.4. CAPITAL ECONOMIQUE

3.4.1. ACCES AU MARCHÉ ET EVOLUTION DES PRIX

Accessibilité Physique aux Marchés

Les résultats de l'enquête indiquent qu'en moyenne 47% des villages et quartiers possèdent un marché (situé en leur sein). Cette proportion est la plus élevée en Basse-Kotto (75%), Nana Mambere (69%), Mbomou et Bamingui-Bangoran (64%), Lobaye (61%), Ombella-Mpoko (52%). Elle est la plus faible à Nana Gribizi (20%), Kémo, (32%), Ouaka (34%), Haut-Mbomou (35%). La distance moyenne au marché pour les villages n'en ayant pas est de 13,5 Km. Cette distance est la plus élevée dans la Haute-Kotto (38Km), Bamingui-Bangoran (28 Km), Mbomou (26km) et Haut-Mbomou (23 Km).



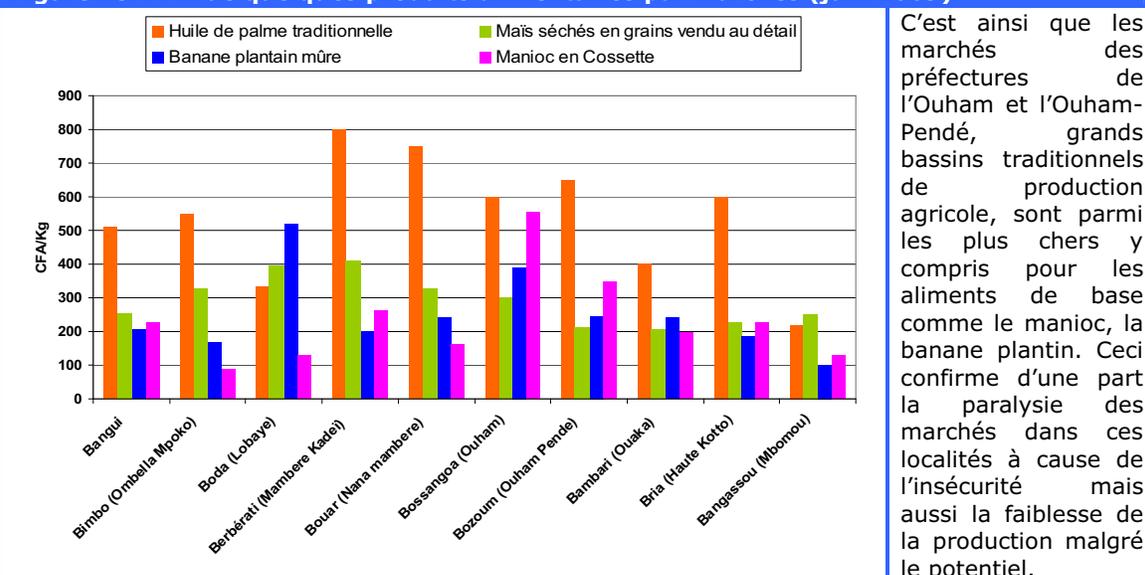
Source des données : AGVSA (atelier de planification de la réponse)

Par ailleurs, les préfectures du Nord (Ouham-Pendé, Ouham, Nana gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga) sont approvisionnés pour une large part en produits de grande consommation comme le sucre, le savon, le thé... à partir de ce pays. Il en est de même pour le Cameroun qui représente le couloir principal d'approvisionnement du pays et son exutoire vers la mer. La capitale Bangui est principalement approvisionnée en produits de toutes sorte à partir du Cameroun. Ce pays alimente également les zones minières de l'ouest en manioc, oignons et autres produits alimentaires. Enfin, Bangui et les préfectures du Sud Est (Basse-Kotto, Mbomou) reçoivent des approvisionnements en huile de palme, manioc et céréales à partir de la RDC. Les préfectures orientales de Haut-Mbomou entretiennent peu de relations commerciales avec ses voisins qui sont le Soudan et la RDC à cause de l'obstacle naturel que représentent les forêts dans cette zone. Cette partie du pays assez autosuffisante est approvisionnée en produits industriels à partir de Bangui, malgré la distance. De son côté, la RCA exporte ou réexporte vers la RDC de l'arachide, du bois, du café et du bétail sur pied vers le Cameroun, de la viande de chasse et du café vers le Soudan et le Tchad.

Les flux internes de produits alimentaires sont orientés des grandes zones de production ou d'importation que représentent le Nord Est, le Centre, et l'extrême Sud Ouest vers les zones de grande consommation et de faible production que représentent la capitale Bangui et les

Il faut souligner que l'accès physique aux marchés est entravé par la situation sécuritaire. En effet, certains marchés importants en termes d'approvisionnement du pays du Nord (Est et Centre) sont quasiment fermés, les commerçants et transporteurs craignant pour leur sécurité et celui de leurs biens. Ceci explique pour une large part la cherté relative des marchés dans les zones concernées comme l'atteste le graphique ci-dessous. Le deuxième facteur explicatif de la cherté relative des marchés est la faiblesse de la production et la disponibilité, en temps normal, de ressources financières, comme les zones d'exploitation minières.

Figure 25: Prix de quelques produits alimentaires par marchés (juin 2009)



Source des données ICASEES

Les marchés de Berberati et Boda, dans les zones d'exploitation minières apparaissent également parmi les plus chers.

Evolution des Prix

Le marché intérieur centrafricain est fortement dépendant des approvisionnements extérieurs. Cette situation a rendu la RCA vulnérable face aux chocs provoqués par la volatilité des prix mondiaux, elle a également contribué à la détérioration des conditions de vie de la population. La figure ci-dessous indique que le pays a fortement ressenti la hausse globale des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers de 2008. Il indique également que les prix pour certaines denrées comme l'huile, le mil, le maïs, le riz, le pain ne sont pas redescendus à leur niveau d'avant 2008 mais ont même augmenté. En effet, sur un ensemble de 58 produits alimentaires suivis sur 13 marchés à travers le pays, on enregistre une augmentation moyenne de 7% en 2009 par rapport à 2008.

Figure 26: Evolution des prix moyens annuels de quelques produits alimentaires de base en RCA (2005-2009)

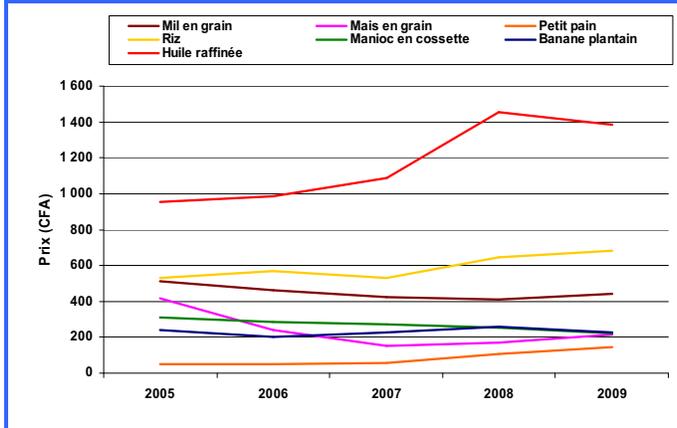
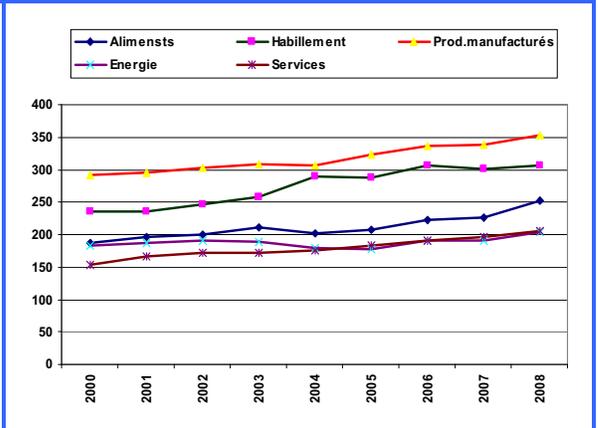
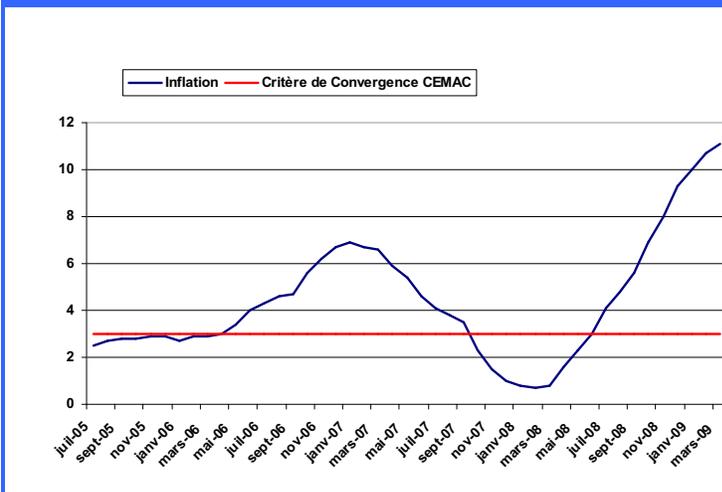


Figure 27: Evolution de l'indice des prix à la consommation à Bangui (2000-2008)



Source AGVSA RCA, 2009

Figure 28: Inflation de la RCA et critère de convergence CEMAC



Source ICASEES, Ministère du plan, (2009)

L'indice des prix à la consommation est en constante évolution depuis 2004. Il est passé de 200,5 en 2002 à 266,2 en 2009²³ en ce qui concerne les produits alimentaires.

Quant à l'inflation, elle a connu une hausse considérable depuis mars 2008, dépassant largement le critère de convergence régional.

3.4.2. DÉPENSES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES

Des informations relatives aux dépenses monétaires ont été collectées au niveau des ménages en utilisant une période de rappel de 30 jours pour les postes de dépenses à caractère mensuel tels que l'alimentation ou les charges locatives. Pour les autres postes de dépenses épisodiques, saisonniers ou annuels (soins médicaux, éducation/formation, cérémonies, etc.), la période de référence employée a été de 12 mois. Les dépenses ont été converties en dépenses mensuelles moyennes. Ces informations ont permis d'obtenir le niveau et la structure des dépenses des ménages, et notamment la proportion des dépenses affectées à l'alimentation. Il est important de noter que ces dépenses monétaires incluent l'autoconsommation et le troc qui ont été valorisés et ajoutés aux dépenses en espèce.

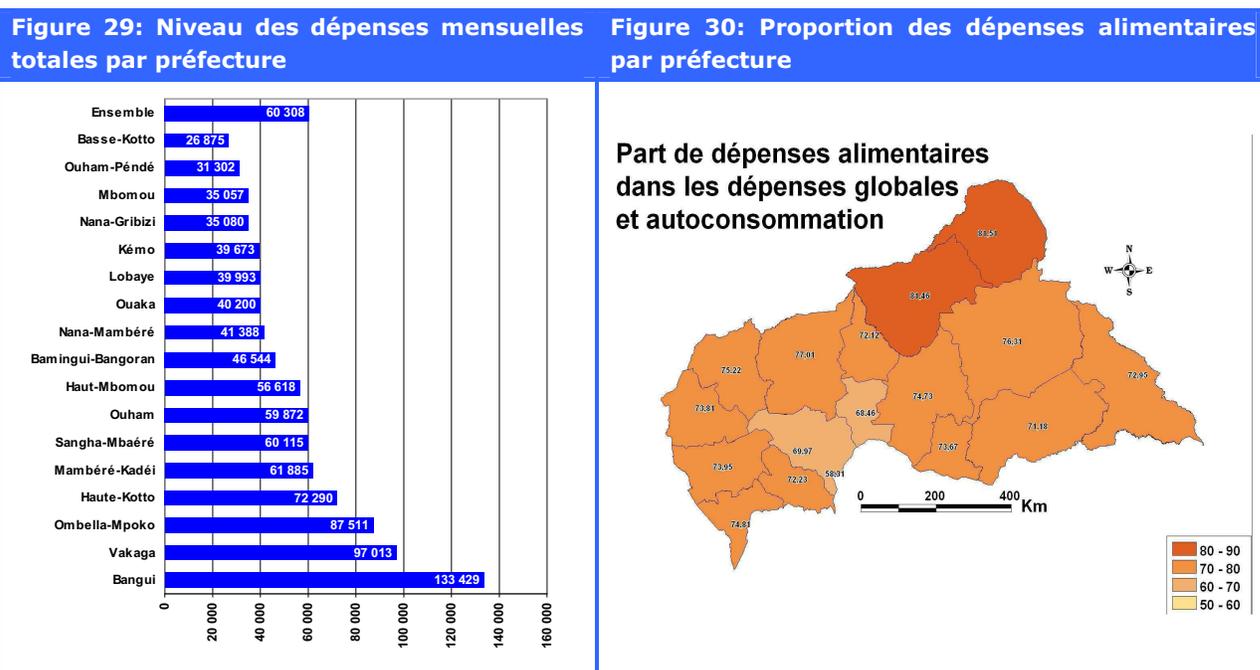
²³ ICASEES, Ministère du plan

Si un niveau élevé des dépenses est généralement un bon révélateur de santé économique du ménage, une proportion élevée des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est un signe de vulnérabilité. En effet, un ménage qui consacre l'essentiel de ses dépenses à l'acquisition de la nourriture n'a pas les moyens de faire face aux autres besoins de base comme la santé, l'éducation, le transport...

Les données de l'enquête indiquent qu'en moyenne dans le pays, le niveau des dépenses mensuelles totales est faible (environ 60 000 FCFA) et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est très élevée (72%).

Le niveau des dépenses mensuelles totales est deux fois plus élevé en milieu urbain (95 000 FCFA) qu'en milieu rural (41 500 FCFA) alors que la part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales y est plus faible (66% contre 75%).

En ce qui concerne les préfectures, le niveau des dépenses mensuelles totales est plus élevé à Bangui (133 400 FCFA) que dans le reste du pays. Viennent ensuite Vakaga (97 000 FCFA) où seulement la population urbaine a été enquêtée, Ombella-Mpoko (87 500 FCFA) et Haute-Kotto (72 300 FCFA). Il est le plus faible en Basse-Kotto (26 800 FCFA), Ouham-Pendé (31 300 FCFA), Nana Gribizi et Mbomou (35 000 FCFA).



Source AGVSA

Quand à la part de la dépense alimentaire dans les dépenses globales, elle est plus élevée à Vakaga (82%), Bamingui-Bangoran (81%), Ouham (71%), Haute-Kotto (76%), Ouham-Pendé, Sangha-Mbaéré et Ouaka (75%) et plus faible à Bangui (58%) et Kémo (68%)

Figure 31: Proportion des dépenses alimentaires par groupes de moyens de vie

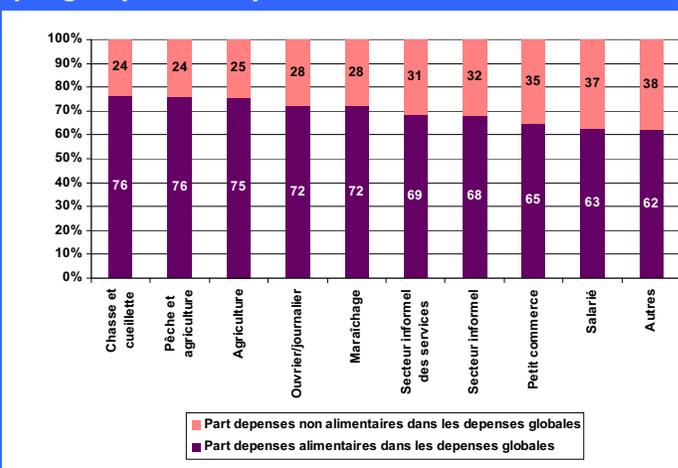
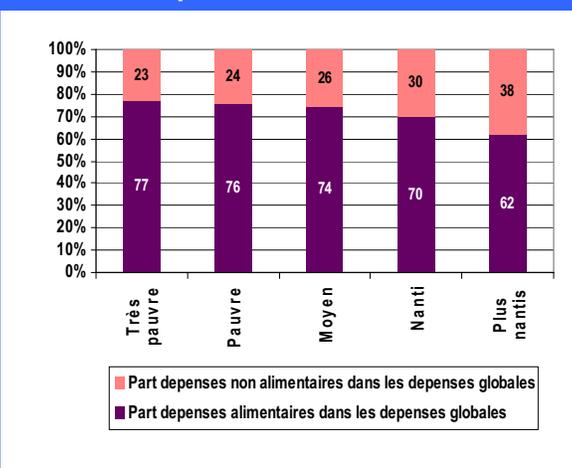


Figure 32 Proportion des dépenses alimentaires par classes de richesse



Source AGVSA

La part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est plus élevée au niveau des groupes de moyens d'existence chasse et cueillette, pêche et agriculture (76%) et agriculture (75%). Il est également plus élevé au niveau des ménages très pauvres (77%) et pauvres (76%).

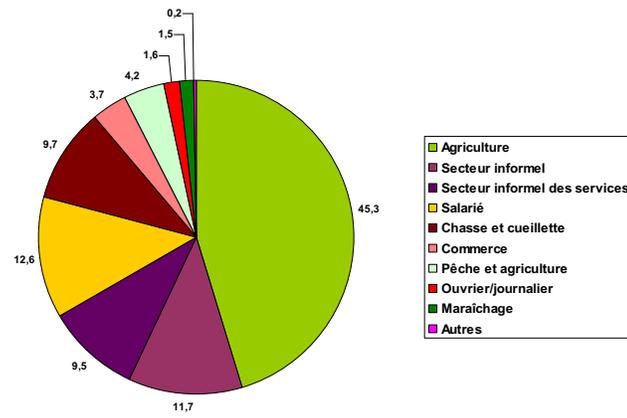
3.5. SOURCES DE REVENUS ET MOYENS DE SUBSISTANCE

3.5.1. PRINCIPAUX GROUPES DE MOYENS D'EXISTENCE

Les revenus et moyens de subsistance constituent un indicateur fondamental pour l'accessibilité et la sécurité alimentaire des ménages, dans la mesure où toutes leurs dépenses (alimentaires et non alimentaires) en sont tributaires. Il a été demandé aux ménages quelles ont été les trois principales activités/sources de revenus leur ayant permis de vivre au cours des 12 derniers mois et, pour chacune, d'indiquer la valeur monétaire procurée (autoconsommation incluse). Une analyse en composantes principales (ACP) suivie d'une classification non hiérarchique a permis de définir 9 groupes de moyens de subsistance. Il s'agit des groupes des :

- ménages vivant de l'agriculture : 45,3%
- salariés (de la fonction publique, du privé, des ONG, salariés retraités) 12,6%
- ménages occupés dans le secteur informel (Chauffeur, Transporteur, Gardien, Menuisier, Artisan, etc.) : 11,6%
- ménages vivant de la chasse et de la cueillette 9,7%
- ménages occupés dans le secteur informel des services (Tailleur, Marchant, Vendeur, Boucher, Boutiquier, Petit commerce, etc.) : 9,5%
- ménages vivant de la pêche et de l'agriculture 4,2%
- ménages vivant du commerce : 3,6%
- Ouvriers journaliers : 1,6%
- ménages vivant du maraîchage : 1,5%

Figure 33: Groupes de moyens de subsistance



Source : AGVSA, 2009

La carte suivante présente la distribution spatiale (par préfecture) des groupes de moyens de subsistance tandis que le tableau suivant présente leurs caractéristiques.

Figure 34: Carte de Distribution géographique des principaux groupes de moyens de subsistance

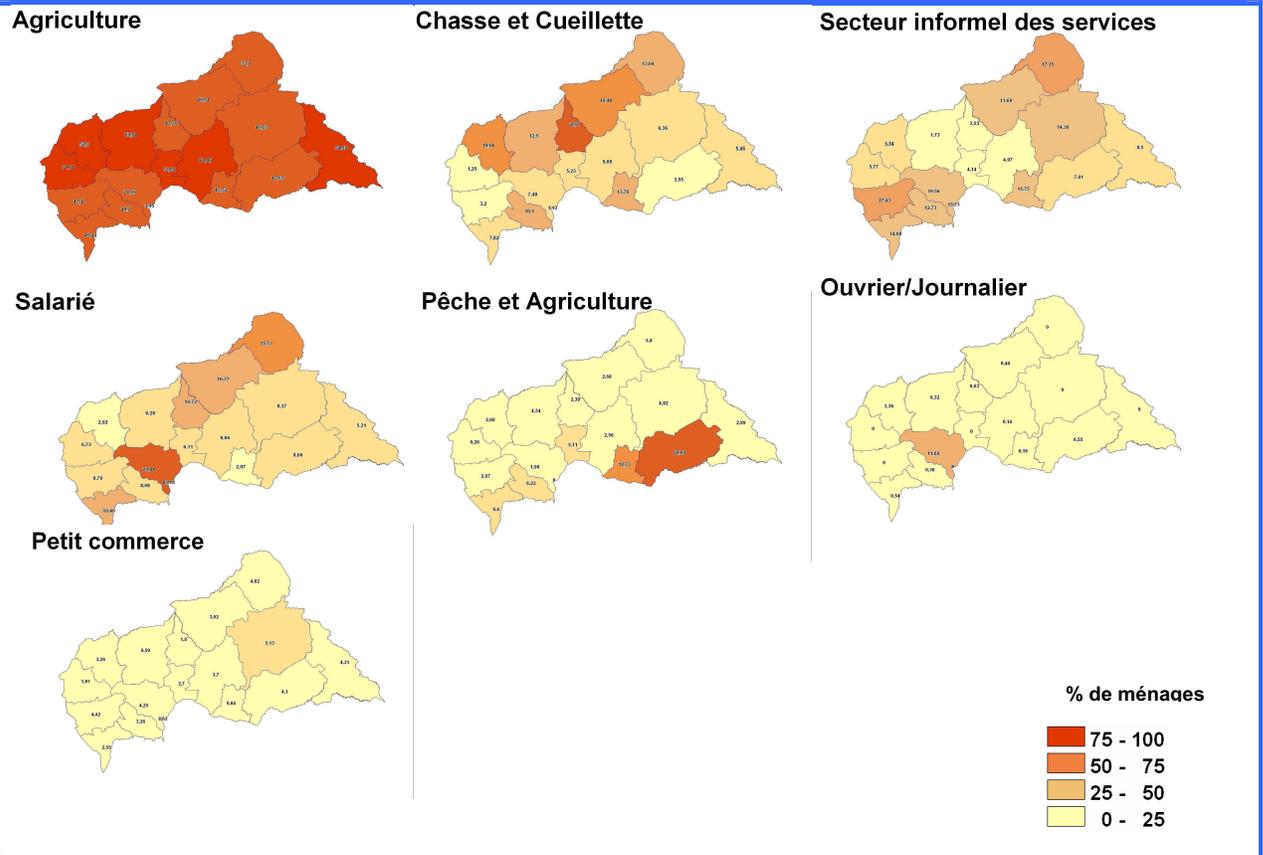


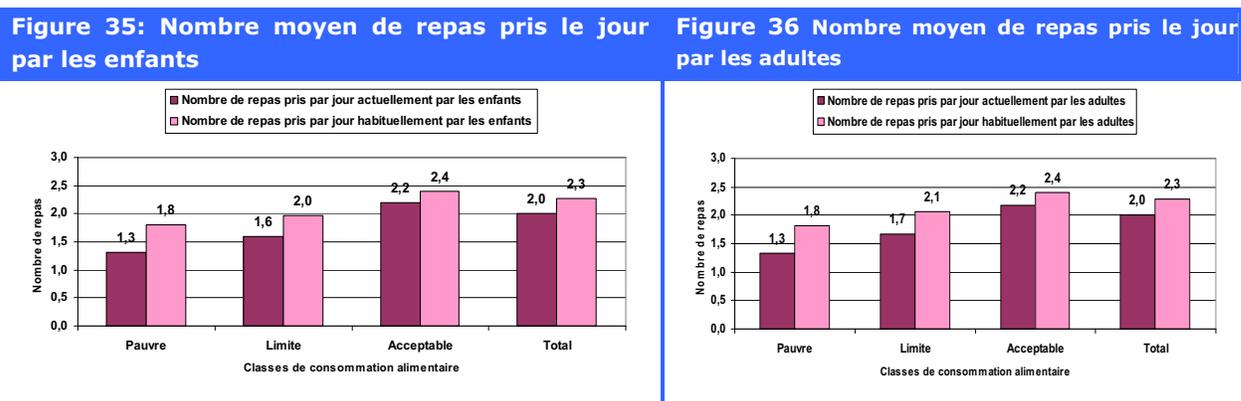
Tableau 7: Description des groupes de moyens de subsistance		
Groupes	% de ménages	Description
Agriculteurs	45,3	Les ménages de ce groupe représentent 58, 2% des ménages ruraux; plus de la moitié de la population dans la zone coton-vivrier-élevage et dans les préfectures Kémo, Nana Mambéré, Ouham, Ouaka, Haut-Mbomou; le groupe renferme 57% des chefs de ménages n'ayant aucun niveau d'éducation; 51% des ménages de ce groupe sont très pauvres ou pauvres; le niveau moyen des dépenses mensuelles totales est de 41 700 F CFA et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 75%
Salariés	12,6	Les ménages de ce groupe représentent 27% des ménages urbains et 43% de la population de Bangui; ils sont également nombreux dans les préfectures de Ombella-Mpoko et Vakaga ; seulement 11% des ménages de ce groupe sont très pauvres ou pauvres; le groupe renferme 23% des chefs de ménages ayant un niveau d'éducation secondaire et 62% ayant un niveau d'éducation supérieur; il renferme également 30% des ménages de plus de 11 personnes; le niveau moyen des dépenses mensuelles totales est de 126 000 F CFA et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 63%
Secteur informel	11,6	Les ménages de ce groupe représentent 22,6% des ménages urbains et 26% de la population de Bangui. ils sont également nombreux dans les préfectures de Ombella-Mpoko et Haut-Mbomou ; le groupe renferme 26% des chefs de ménages féminin et 22% de célibataires; 30% des ménages de ce groupe sont très pauvres ou pauvres; le niveau moyen des dépenses mensuelles totales est de 98 000 F CFA et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 68%
Chasseurs / cueilleurs	9,7	Les ménages de ce groupe sont plus nombreux dans les régions septentrionales de Nana Gribizi, Ouham-Pendé et Bamingui-Bangoran; 56% d'entre eux sont très pauvres ou pauvres; le niveau moyen des dépenses mensuelles totales est de 39 500 FCFA et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 76%
Secteur informel des services	9,5	Les ménages de ce sont plus nombreux à Mambéré-Kadéi, Vakaga et Bangui ; 27% des ménages de ce groupe sont très pauvres ou pauvres; le niveau moyen des dépenses mensuelles totales est de 71 000 F CFA et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 63%
Pêcheurs / agriculteurs	4,2	Les ménages de ce groupe sont plus nombreux dans la zone coton-vivrier-élevage et dans les préfectures méridionales Basse-Kotto et Mbomou; 50% des ménages de ce groupe sont très pauvres ou pauvres; le niveau moyen des dépenses mensuelles totales est de 39 000 F CFA et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 76%
Commerçants	3,6	Les ménages de ce groupe sont plus nombreux à Bangui ; 20% d'entre eux sont très pauvres ou pauvres; le niveau moyen des dépenses mensuel total est de 94 000 F CFA et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 65%
Ouvriers journaliers	1,6	Les ménages de ce groupe sont plus nombreux à Bangui; 38% d'entre eux sont très pauvres ou pauvres; le niveau moyen des dépenses mensuelles totales est de 58 000 F CFA et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 72%
Maraîchers	1,5	Les ménages de ce groupe sont plus nombreux dans les préfectures Ouham-Pendé et Lobaye; 35% d'entre eux sont très pauvres ou pauvres; le niveau moyen des dépenses mensuelles totales est de 61 000 F CFA et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 72%

Source : AGVSA

3.6. ANALYSE DE LA CONSOMMATION ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

Dans les sections précédentes de ce rapport, nous avons détaillé les différentes stratégies de subsistances utilisées par la population en RCA. Ces stratégies déterminent souvent la disponibilité et l'accès aux aliments et par conséquent, la sécurité alimentaire. Dans cette section, nous considérons la consommation alimentaire comme reflet de la disponibilité et de l'accès à la nourriture. La consommation alimentaire sera analysée à travers la fréquence²⁴ et la diversité²⁵ des aliments consommés ainsi que leurs sources. Dans un second temps les ménages ayant un profil de consommation alimentaire seront regroupés et caractérisés.

3.6.1. DIVERSITÉ ALIMENTAIRE



Sources : AGVSA RCA 2009

Les résultats de l'AGVSA montrent que le nombre de repas collectifs²⁶ pris par jour en RCA est faible (moins de 3 repas en moyenne). Ce nombre était encore plus faible au moment de l'enquête (2 repas) qu'habituellement. Les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ne consomment pratiquement qu'un seul repas par jour, qu'il s'agisse des adultes ou des enfants. En effet, Les résultats de l'enquête indiquent qu'il n'y a pas de différence significative entre le nombre de repas pris par les enfants et par les adultes. Ceci signifierait qu'en général il n'y a pas de repas spécialement préparé pour les premiers.

3.6.2. SOURCES DES ALIMENTS CONSOMMES

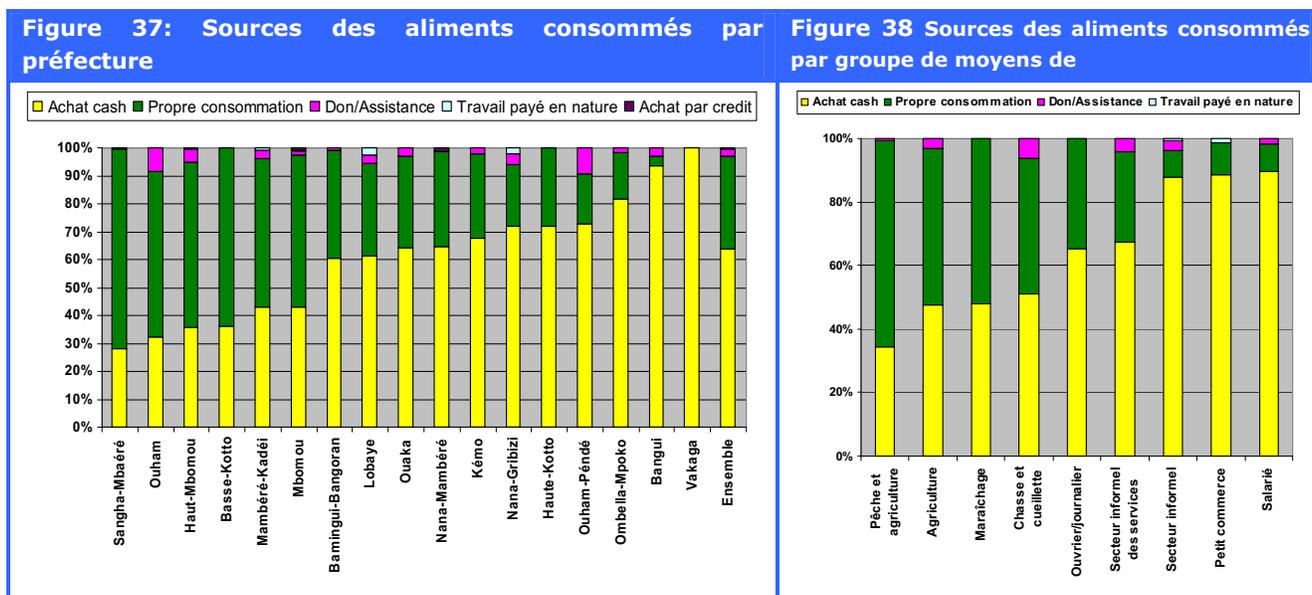
Analyser les sources des aliments consommés peut également aider à identifier la vulnérabilité des ménages. Par exemple une dépendance accrue à l'achat (à l'époque de l'enquête) suggère un risque pour la sécurité alimentaire s'il se manifeste dans un contexte de faiblesse de revenus et de hausse des prix des produits alimentaires. La question a été posée aux ménages de savoir quelle est la principale source de chaque produit alimentaire consommée durant la semaine précédant l'enquête.

²⁴ Nombre de jours où un aliment ou groupe d'aliments spécifique a été consommé (la période de référence étant les sept derniers jours qui ont précédé l'enquête).

²⁵ Nombre d'aliments ou groupes d'aliments différents consommés au cours de la période de référence.

²⁶ Il s'agit du nombre de fois où les enfants et les adultes ont mangé le repas principal à la maison, pas le nombre de repas cuisinés. On peut avoir cuisiné une fois dans le ménage et manger ce même repas deux ou trois fois.

La figure suivante indique que les achats (64% de l'ensemble des produits alimentaires consommés) et la production propre (33% de tous les produits alimentaires consommés) étaient les plus importantes sources d'acquisition de nourriture en RCA. Il faut noter qu'environ 3% des produits alimentaires consommés proviennent de l'aide/assistance.



Source AGVSA RCA 2009

La dépendance du marché est la plus forte par ordre d'importance dans les préfectures suivantes dont la plupart figure parmi les grandes zones de production agricole : Vakaga, Bangui (populations urbaines), Ombella-Mpoko (81%), Ouham-Pendé, Haute-Kotto, Nana Gribizi (72%), Kémo (68%), Nana Mambere (65%), Ouaka (64%). 9,3% sur l'ensemble des aliments consommés dans l'Ouham-Pendé et 8% dans l'Ouham proviennent des dons et assistance. Ces préfectures sont suivies par Haut-Mbomou et Nana Gribizi (4%). Ces préfectures sont celles affectées par les conflits et déplacements de populations où le PAM et les autres acteurs humanitaires ont déployé le plus d'efforts d'assistance. Ceci permet d'affirmer que l'aide alimentaire est géographiquement bien ciblée.

Les Groupes de moyens de subsistance qui se concentrent en milieu urbain sont ceux dont la dépendance au marché est la plus forte. Il s'agit des salariés, petits commerçants et des actifs du secteur informel, ouvriers journaliers. Ils acquièrent plus de 65% des aliments consommés par achat. Il faut noter que même les agriculteurs achètent 47% des aliments qu'ils consomment. 6,3% sur l'ensemble des aliments consommés par le groupe chasse et cueillette provient des dons et assistance. Cette proportion est de 3% chez les actifs du secteur informel et les agriculteurs.

En termes de sources de nourriture pour les quintiles de richesse, on constate que les ménages les plus nantis et les plus pauvres ont tendance à acquérir davantage de nourriture à travers l'achat, le premiers grâce à leur pouvoir d'achat plus élevé, les deuxièmes, vraisemblablement parce qu'ils produisent peu.

3.6.3. PROFILS DE CONSOMMATION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'enquête a collecté les données sur la consommation de 22 aliments ou groupes d'aliments. Les sources principales d'approvisionnement étaient également explorées. Pour faciliter la présentation des résultats, les aliments ou groupes d'aliments ont été groupés en 8 catégories dont la fréquence de consommation est reportée en nombre de jours au cours de la semaine précédant l'enquête.

Méthodologie

La diversité alimentaire est associée à une consommation adéquate, au statut nutritionnel des femmes et enfants et au statut socio-économique.²⁷ Pour mesurer cette diversité de consommation alimentaire, les données de l'AGVSA ont été utilisées pour calculer un score de consommation alimentaire (SCA). Le score est utilisé de façon standard pour permettre les comparaisons au cours du temps et à travers les régions. Le score est basé sur une somme pondérée qui prend en compte à la fois la fréquence de consommation des différents groupes d'aliments et leur valeur nutritive. Huit classes ou groupes d'aliments sont établis : (1) aliments de base (céréales, tubercules), (2) légumineuses (haricots, noix et graines), (3) légumes, (4) fruits, (5) protéines animales (viande, œuf, poisson et crustacées), (6) sucre, (7) produits laitiers, et (8) huiles et matières grasses. Pour chaque groupe d'aliment la consommation est exprimée en nombre de jours consommés au cours de la semaine écoulée. La fréquence de consommation varie donc de 0 (jamais consommé) à 7 (consomme tous les jours de la semaine). Les fréquences de consommation sont ensuite additionnées en tenant compte d'un facteur de pondération qui prend en compte la valeur nutritive de la catégorie d'aliments :

$$\text{Score} = nj_{\text{alim.base}} \times X_{\text{alim.base}} + nj_{\text{légumineuse}} \times X_{\text{légumineuse}} + nj_{\text{légumes}} \times X_{\text{légumes}} + nj_{\text{fruits}} \times X_{\text{fruits}} + nj_{\text{prot.anim.}} \times X_{\text{prot.anim.}} + nj_{\text{sucré}} \times X_{\text{sucré}} + nj_{\text{prod.lait.}} \times X_{\text{prod.lait.}} + nj_{\text{huile}} \times X_{\text{huile}}$$

nj = nbr de jours consommés, X = coefficient de pondération

Les coefficients de pondération (X) sont présentés ci-dessous.

Figure 39: Groupes d'aliments et coefficients de pondération pour le score de consommation

Aliments	Groupes d'aliments	Poids
1 Maïs, riz, sorgho, mil, pain et autres céréales	Céréales et Tubercules	2
2 Manioc, patates, ignames et autres tubercules		
3 Haricot, pois, arachide, noix de cajou et autres légumineuses	Légumineuses	3
4 Légumes et feuilles	Légumes	1
5 Fruits	Fruits	1
6 Bœuf, mouton, chèvre, volaille, porc, œuf et poisson	Protéines animales	4
7 Lait, yaourt et autres produits laitiers	Lait	4
8 Sucre, miel et autres sucreries	Sucre	0.5
9 Huile, graisse et beurre	Huile	0.5
10 Condiments	Condiments	0

Source: OMXF, PAM.(2009)

²⁷ Ruel M. (2003): Operationalizing Dietary Diversity: A Review of Measurement Issues and Research Priorities. *Journal of Nutrition* 133 (11 suppl. 2) 3911S-3926S

Le résultat de la somme pondérée est une variable continue pouvant théoriquement aller de 0 (aucun aliment consommé durant la semaine) à 112 (tous les aliments consommés tous les jours de la semaine). Cette variable étant difficile à interpréter, deux valeurs limites standard sont utilisées pour définir des classes de consommation alimentaire. Pour éviter de sous estimer le nombre de ménages en insécurité alimentaire dans les populations caractérisées par une forte consommation de l'huile et du sucre, ces valeurs limites standard peuvent être ajustées de 21-35 à 28-42. Dans le cas de la RCA, les données de l'enquête indiquent que la consommation d'huile et de sucre, bien que fréquente (en moyenne 4 à 5 jours dans la semaine, voir figure 37), n'est pas pour autant journalière d'où le choix a été fait d'établir les seuils à un niveau intermédiaire : 24,5 – 38,5. Ces deux scores correspondent à des niveaux de consommations particuliers et définissent les catégories suivantes :

Table 8: Classes de consommation alimentaire

Seuils	Classes de consommation alimentaire
SCA compris entre 0 – 24,5	Consommation alimentaire Pauvre
SCA compris entre 24,5 – 38,5	Consommation alimentaire Limite
SCA > 38,5	Consommation alimentaire Acceptable

Scores de Consommation

La méthodologie décrite dans la section précédente a été appliquée aux données de l'AGVSA RCA. Les graphiques ci-dessous illustrent d'une part, la consommation hebdomadaire des différents groupes d'aliments (en termes de nombre moyen de jours où le produit est consommé ; d'autre part, la consommation hebdomadaire des différents groupes d'aliments selon le score de consommation alimentaire (SCA). Sur ce dernier graphique, les seuils «24,5», «38,5» sont représentés comme les limites entre les profils de consommation des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre, une consommation alimentaire limite, une consommation alimentaire acceptable.

Figure 40: Moyennes de consommation hebdomadaire (nombre de jours)

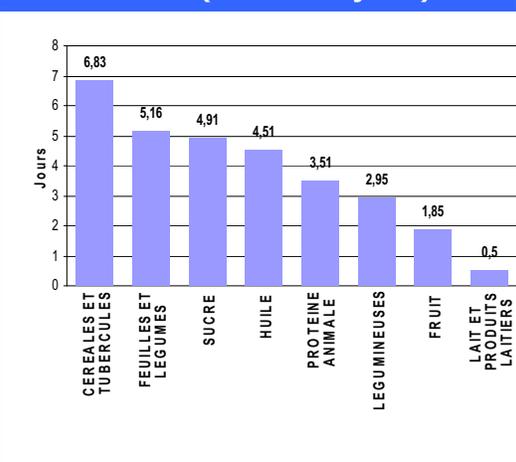
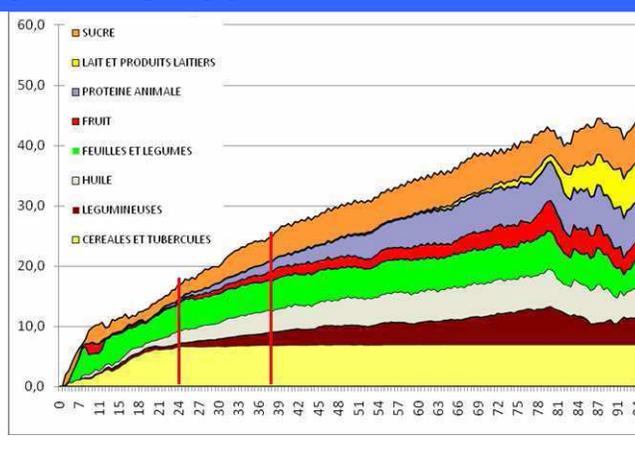


Figure 41: Moyennes de consommation hebdomadaire (nombre de jours) par score de consommation



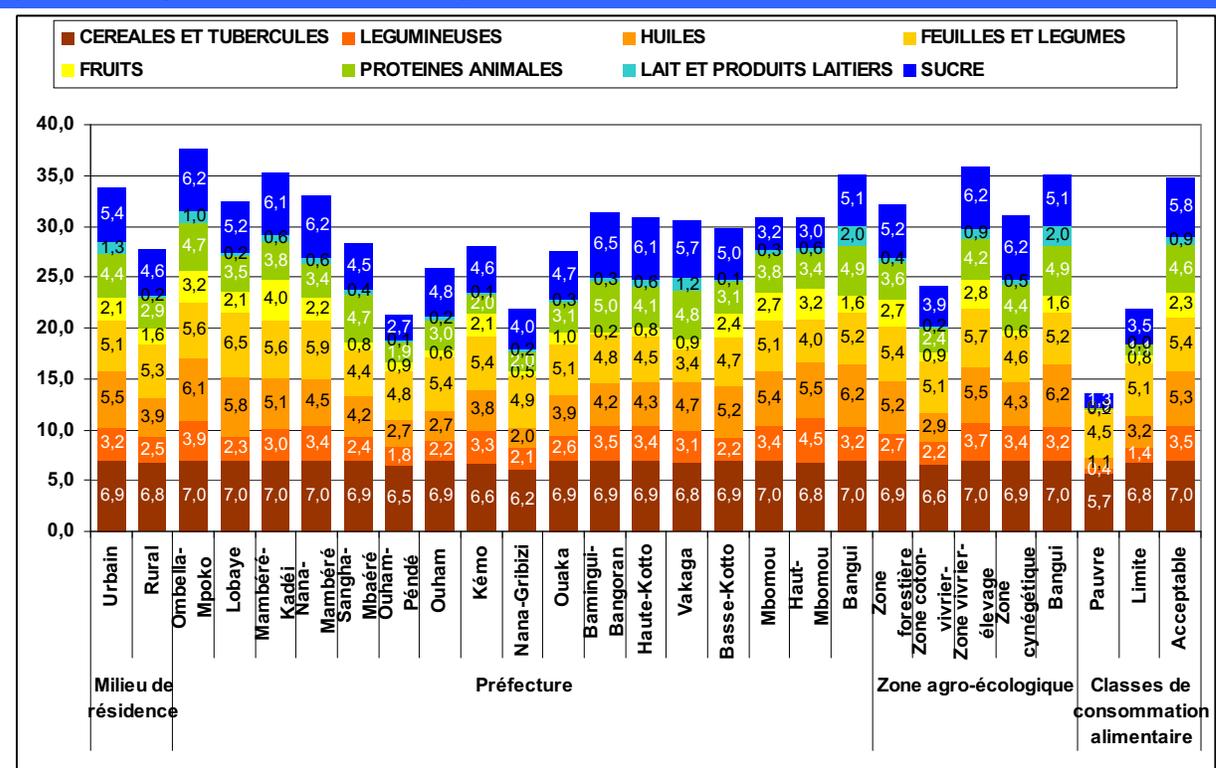
Source : AGVSA RCA 2009

L'analyse des fréquences de consommation des différents aliments (exprimées en nombre moyen de jours dans la semaine précédent l'enquête) à partir des deux graphiques montre que :

- D'une façon générale dans le pays, il y a une consommation quasi journalière de céréales et tubercules et une forte consommation de feuilles et légumes. En effet, le plat le plus couramment consommé est une pâte de manioc accompagné d'une sauce faite à base de feuilles. La fréquence de consommation des feuilles et légumes est quasiment la même dans les trois classes de consommation alimentaire
- La consommation de protéines animales (3,5 jours) et légumineuses (2,9 jours) est relativement faible tandis que celle des fruits (1,8 jours) et du lait (0,5 jours) est très faible.
- La consommation de ces produits diminue selon que le score de consommation devient faible, et même disparaît en dessous du score seuil de 28,5 qui détermine la classe de consommation alimentaire pauvre. Ceci est surtout valable pour le lait et les produits laitiers ainsi que les protéines animales (viande, poisson, œufs)

La figure suivante donne un aperçu plus complet sur la fréquence de consommation des différents groupes produits alimentaires au niveau des préfectures, zones agro écologiques et classes de consommation alimentaire.

Figure 42: Moyenne de consommation hebdomadaire des différents produits alimentaires (nombre de jours de consommation)



Source : AGVSA RCA, 2009

Les valeurs sur la figure indiquent le nombre moyen de jours de consommation pour les différents produits pendant les sept jours précédant l'enquête. L'analyse permet de constater que pour tous les niveaux de désagrégation, la consommation de céréales/tubercules est quasi-quotidienne. Cependant, la fréquence de consommation des différents groupes d'aliments est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural. Ceci est surtout valable pour les protéines animales, l'huile et les produits laitiers. En ce qui concerne les préfectures, l'Ouham-Pendé, la Nana Gribizi, l'Ouham (au Nord est et centre), la Kémo et la Ouaka (au centre sud) sont celles où la diversité alimentaire est la moins forte. Ces préfectures se caractérisent par une fréquence de consommation particulièrement faible des produits laitiers, des fruits, des protéines animales et de légumineuses

(surtout dans l’Ouham-Pendé). Le même type de profil est observable au niveau des zones agro écologiques où c’est la zone coton vivrier qui présente la plus faible diversité de la diète. La consommation y est basée sur les céréales/tubercules et les feuilles et légumes. Il en est de même pour la classe de consommation alimentaire « pauvre ». Cette classe se caractérise par une quasi absence dans le régime alimentaire de lait et produits laitiers, de protéines animales, de fruits, et de légumineuses. La consommation d’huile et de sucre y est également très faible (environ 1 jour sur 7). En outre, il est possible d’observer sur le graphique que l’augmentation du SCA (signe d’une amélioration de la diète) est surtout associée à un accroissement significatif de la consommation hebdomadaire de protéines animales, produits laitiers et fruits. Il est à souligner que la fréquence hebdomadaire de consommation de lait et produits laitiers n’atteint 1 dans aucune des classes de consommation alimentaire.

3.6.4. PRÉVALENCE DE L’INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Afin d’établir les classes de sécurité alimentaire, une confirmation du score de consommation alimentaire comme indicateur Proxy de la sécurité alimentaire a été effectué. Il découle de cette analyse que le SCA reflète bien la disponibilité alimentaire, l’accès aux aliments ainsi que la consommation alimentaire à l’échelle des ménages. Par conséquent, Pour l’AGVSA RCA, les classes de consommation sont considérées comme représentant les niveaux de sécurité alimentaire.²⁸ La classe de consommation pauvre est considérée en insécurité alimentaire sévère, la classe de consommation limite est considérée en insécurité alimentaire modérée, et la classe de consommation acceptable est considérée en sécurité alimentaire.

Au niveau national, 30,2% des ménages sont en insécurité alimentaire, soit près de 1 221 008 personnes dont : 7,5% en insécurité alimentaire sévère, soit près de 284 502 personnes et 22,7% en insécurité alimentaire modérée, soit près de 936 506 personnes. Ces niveaux nationaux de prévalence de l’insécurité alimentaire cachent des disparités importantes entre les milieux de vie et entre les préfectures.

En effet, les ménages urbains sont moins confrontés à l’insécurité alimentaire. Seulement 2,1% des ménages urbains était en insécurité alimentaire sévère contre 10,9% en milieu rural et 11,3% des ménages urbains étaient en insécurité alimentaire modérée contre près de 30% en milieu rural.

Au niveau des Préfectures, les plus touchées par l’insécurité alimentaire sévère et modérée, en termes de proportion et d’effectifs sont: l’Ouham-Pendé : (64,5% dont 24,5% en insécurité alimentaire sévère) ; Nana Gribizi : (62% dont 28,3% de en insécurité alimentaire sévère), la Basse-Kotto (44%) et l’Ouham (42%). Viennent ensuite : Kémo (39%) ; Ouaka (30%), Lobaye (28%) et Sanga Mbaere (27%).

Les préfectures les moins touchées sont : Ombella-Mpoko (7%) et Bangui (8%)

²⁸ Le score de consommation est statistiquement significativement corrélé avec plusieurs indicateurs typiquement associé avec la sécurité alimentaire, y compris (1) l’indice de richesse, $r^2 = 0.4$, $p < 0.1$, (2) les dépenses totales : $r^2 = 0.4$, $p < 0.1$, et (3) les dépenses alimentaires totales : $r^2 = 0.4$, $p < 0.1$

Figure 43: Carte de l'insécurité alimentaire par province

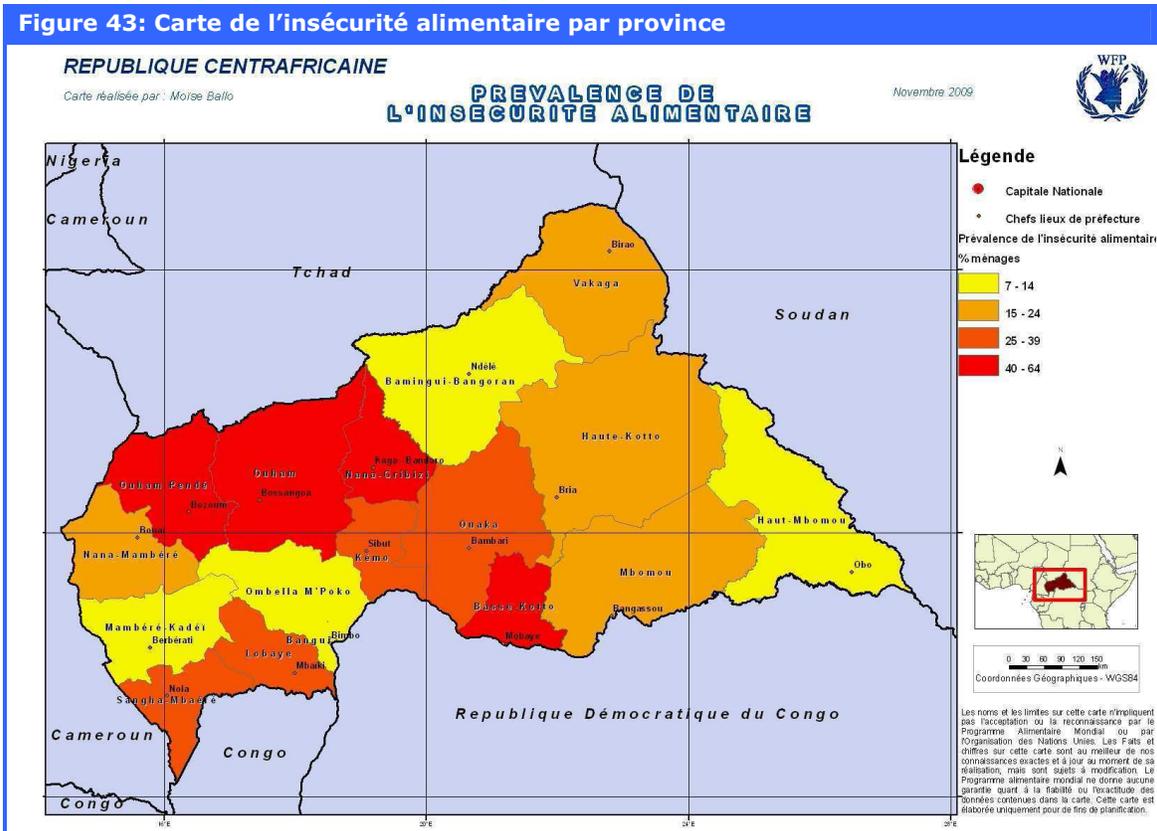


Tableau 9: Distribution des ménages (% et nombre de personnes) en insécurité alimentaire par préfecture

Préfecture	Pauvre		Limite		Acceptable	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Ombella-Mpoko	0,0	0	7,0	28 123	93,0	371 647
Lobaye	1,6	4 527	26,3	72 890	72,0	199 248
Mambéré-Kadéi	0,8	3 231	13,7	56 026	85,5	349 557
Nana-Mambéré	2,0	5 290	16,1	42 276	81,8	214 297
Sangha-Mbaéré	2,6	2 960	24,2	27 434	73,2	82 876
Ouham-Pendé	24,5	118 010	40,0	193 021	35,5	171 424
Ouham	7,8	32 077	34,1	141 132	58,1	240 564
Kémo	8,7	11 542	30,2	40 035	61,1	81 132
Nana-Gribizi	28,3	37 370	33,7	44 516	38,0	50 147
Ouaka	11,2	34 707	18,5	57 320	70,3	218 073
Bamingui-Bangoran	1,5	719	10,3	4 985	88,2	42 741
Haute-Kotto	2,1	2 113	15,3	15 500	82,6	83 601
Vakaga	0,3	193	21,9	12 800	77,8	45 568
Basse-Kotto	6,7	18 672	37,2	103 763	56,2	156 780
Mbomou	1,5	2 724	22,2	40 790	76,3	140 285
Haut-Mbomou	1,7	1 108	10,8	6 993	87,5	56 452
Bangui	1,3	9 260	6,8	48 901	92,0	664 607
TOTAL	7,5	284 502	22,7	936 506	69,8	3 169 000

Source : AGVSA, 2009

3.6.5. CARACTÉRISTIQUES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Déterminants de l'insécurité alimentaire : Analyse prospective

Figure 44: Classes de sécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance

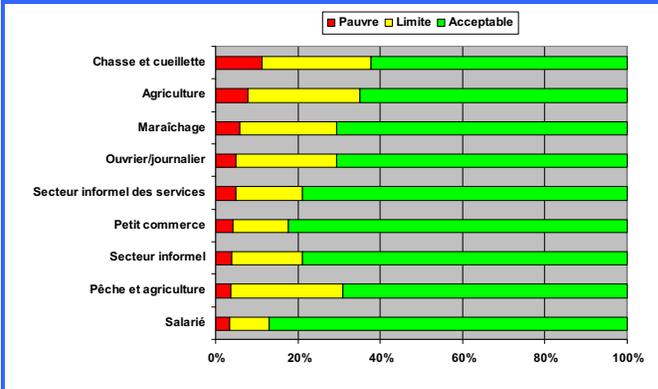
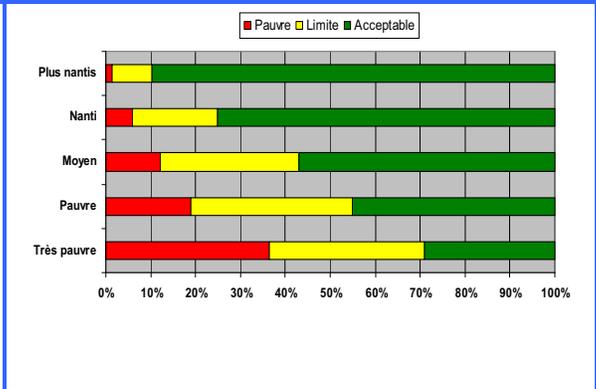
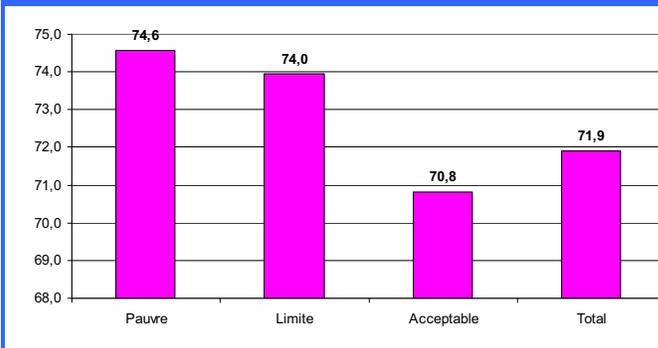


Figure 45 Classes de sécurité alimentaire selon les classes de richesse



Source : AGVSA RCA 2009

Figure 46: Part dépenses alimentaires dans les dépenses globales y compris autoconsommation



La prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée dans les groupes Chasse et cueillette, agriculture et pêche et agriculture. Elle est inversement proportionnelle à la richesse du ménage et au niveau d'éducation du chef de ménage et proportionnelle à la part des dépenses alimentaires

Source : AGVSA RCA 2009

Déterminants de l'insécurité alimentaire : Analyse Multi-Variée

Les associations entre différentes variables et la sécurité alimentaire présentées dans la section précédente sont indicatives de tendances générales, mais une analyse multi-variée est nécessaire pour identifier les variables qui sont le plus significativement associées à l'insécurité alimentaire en contrôlant les autres facteurs. La présente section examine les facteurs qui déterminent le niveau d'insécurité alimentaire des ménages en république centrafricaine en considérant simultanément l'ensemble des variables. Le but n'est pas d'entreprendre une analyse causale complète de la sécurité alimentaire des ménages mais de déterminer de manière quantitative les facteurs qui affectent la sécurité des ménages au niveau microéconomique. En conséquence l'analyse peut se révéler assez limitative notamment par rapport aux aspects qualitatifs qui pourraient aider à mieux comprendre les contextes spécifiques à chaque zone et groupes de moyens de subsistance. Les variables considérées dans cette analyse dérivent du cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnel et portent sur les variables socio démographiques, socio économiques, les groupes de moyens de subsistance, la localisation géographique, les chocs subis par les ménages au cours des 12 derniers mois ainsi que les stratégies de survie synthétisées par l'indice de stratégie de survie. Cette analyse est basée sur une analyse statistique multi-variée (régression logistique) avec comme variable à expliquée le fait que le ménage soit en insécurité alimentaire (sévère ou modérée) ou non et comme variables explicatives celles relatives aux thèmes décrits ci-dessus. La liste complète des variables ainsi que les résultats de l'analyse quantitative sont présentés en annexe du document.

Le risque d'insécurité alimentaire est plus élevé chez les ménages de petite taille

Il ressort de l'analyse des résultats que le risque d'insécurité alimentaire est plus élevé parmi les ménages de petite taille (1 à 3 personnes) que parmi les ménages de plus grande taille si l'on contrôle les autres facteurs. Une telle configuration des résultats semble respecter des logiques économiques. En réalité ce sont généralement des ménages ayant à leur tête soit des célibataires ou des personnes vivant seule qui composent ce groupe. Cette tranche de la population est souvent confrontée à des problèmes de chômage, d'accès à la terre ou manquent suffisamment de bras valides pour exercer des activités productrices.

L'insécurité alimentaire du ménage n'est pas liée au sexe de son chef

Les résultats ne semblent pas montrer un différentiel de risque d'insécurité alimentaire significatif selon le sexe du chef de ménages.

L'insécurité alimentaire du ménage est liée au niveau d'instruction de son chef

Plusieurs études socio économiques ont montré l'importance de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire aussi bien dans d'autres pays qu'en Centrafrique. Les résultats de la présente analyse vont également dans le même sens et montrent que le risque d'insécurité alimentaire est 21% plus élevé parmi les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction par rapport à ceux ayant au moins un niveau d'instruction primaire ou sont alphabétisés.

L'insécurité alimentaire des ménages est fonction de leur localisation géographique

Les résultats montrent que le risque d'insécurité alimentaire est nettement plus élevé dans certaines préfectures que d'autres. Les préfectures dans lesquelles les risques d'insécurité alimentaire sont significativement les plus élevés sont celles de Ouham-Pendé et de Nana Gribizi. Le risque d'insécurité alimentaire des ménages étant de 3 à 5 fois plus élevé dans ces préfectures par rapport à la capitale Bangui, les autres facteurs étant contrôlés. En revanche les préfectures de Ompella-Mpoko, de Nana Mabere, de Bamingui Bangoura et de Mboumou présentent des niveaux de risque significativement plus faibles.

L'insécurité alimentaire touche avant tout les ménages les plus pauvres

Les ménages les plus pauvres sont dans la plupart du temps les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ils sont généralement caractérisés par des déficits de production et d'accès économique aux aliments en raison notamment de leur faible pouvoir d'achat. L'analyse montre que le risque d'insécurité alimentaire est deux fois plus élevé parmi les ménages appartenant aux deux premiers quintiles c'est-à-dire les deux premiers 20% de ménages les plus pauvres par rapport aux ménages les plus nantis (les 20% les moins pauvres). De même on note que le risque d'insécurité alimentaire et le niveau de richesse des ménages mesuré par l'indice de richesse sont inversement liés. En d'autres termes une augmentation de l'indice de richesse d'une unité diminue le risque d'insécurité alimentaire de 27%, les autres facteurs étant contrôlés. En outre une augmentation des dépenses par tête induit une diminution du risque d'insécurité alimentaire.

Le risque d'insécurité alimentaire diminue avec l'accès aux intrants agricoles

Produire suffisamment pour couvrir ses besoins alimentaires sur toute l'année est un défi permanent auquel est confrontée une part importante des populations pauvres rurales. De ce fait aider à accroître cette production contribuerait significativement à diminuer le risque d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité. Outre les problèmes liés à l'accès aux terres productives, la

surexploitation des terres cultivables et le manque de modernisation des techniques de production ont entraîné un appauvrissement par l'érosion et l'ensablement des sols au fil des années. De plus les petits agriculteurs pauvres manquent de moyens pour se procurer des semences et des engrais pour améliorer le rendement agricole. L'analyse montre que les ménages qui disposent de semences ou utilisent des techniques pour améliorer la productivité et le rendement sont moins exposés à l'insécurité alimentaire que ceux qui n'y ont pas accès.

Les chocs affectent aussi bien les ménages en sécurité alimentaire que ceux en insécurité alimentaire

Le présent paragraphe tente d'examiner de manière quantitative l'impact des chocs sur la sécurité alimentaire des ménages. Deux catégories de chocs sont généralement distinguées dans la littérature : les chocs covariants et les chocs idiosyncratiques. La première catégorie affecte tous les ménages d'une zone ou d'un groupe donné : par exemple une inondation, une sécheresse, un tsunami ou un tremblement de terres... Ce qui implique un niveau de risque à peu près équivalent pour l'ensemble des ménages de cette zone.

En revanche, la situation se présente de manière plus différenciée si l'on considère les chocs idiosyncratiques. Ils affectent de manière spécifique les ménages et de ce fait présentent un niveau de variabilité plus élevé. Cependant, l'ampleur de certaines catégories de chocs qui peuvent être ressentis à priori de manière très différenciée par les ménages peut être si forte qu'on peut facilement les assimiler à des chocs covariants. Il semble que ce soit le cas en Centrafrique si l'on examine la distribution des chocs spécifiques tels que la hausse des prix des denrées alimentaires. En effet plus de 75% des ménages ont déclaré avoir été principalement affecté par la hausse des prix au cours des 12 derniers mois. Cette configuration des résultats est confirmée par l'analyse statistique qui montre que par rapport aux chocs considérés (hausse des prix, dépenses de santé, mauvais climat...), il n'y a pas de différence significative entre les ménages en insécurité alimentaire et ceux qui ne le sont pas tant le phénomène est généralisé. La proportion des ménages en insécurité alimentaire qui ont déclaré avoir été affectés par la hausse des prix est de 78,6% contre 74,4% pour les ménages en sécurité alimentaire. Ces résultats montrent également que si les ménages les plus aisés sont également très affectés par ces chocs, les effets sur la situation alimentaire des plus pauvres seront nécessairement plus importants en raison notamment de leur forte vulnérabilité. En outre certains chocs tels que les coupures d'électricité ou la hausse des prix du loyer et du transport sont très spécifiques aux populations urbaines.

4 CHOCS, VULNERABILITES ET STRATEGIES DE REPONSE

Les stratégies de vie et la sécurité alimentaire des ménages sont influencées par l'environnement dans lequel ils vivent. Cet environnement, ou contexte de vulnérabilité, peut être décrit en fonction de tendances critiques (par exemple, croissance démographique et économique, changements technologiques), de cycles saisonniers (par exemple cycles de production, évolution des prix sur les marchés) et les chocs (naturels et d'origine humaine).²⁹ Le risque d'insécurité alimentaire (R) est défini comme le produit de la probabilité d'un choc d'une certaine intensité (C), de la vulnérabilité à ce risque (VUL) et de la taille de la population dans la zone à risque (POP).

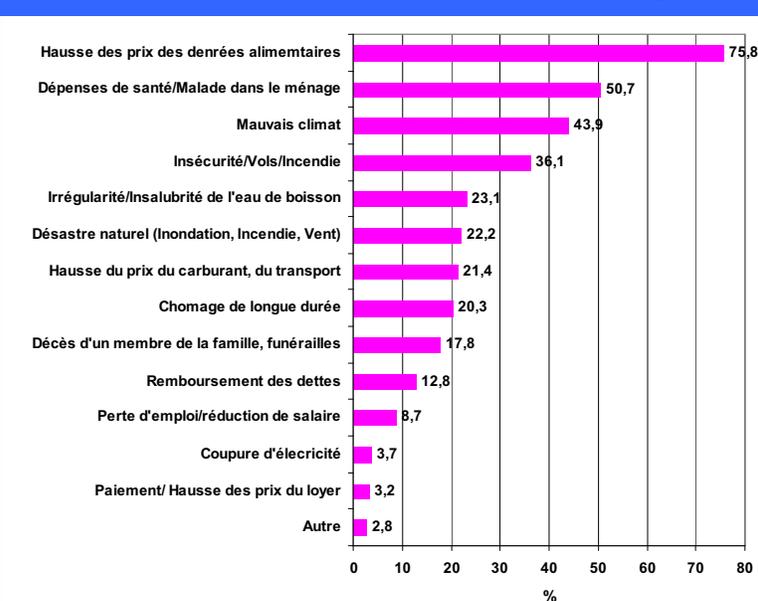
$$R = C \times VUL \times POP$$

Les données suivantes illustrent de façon générale le contexte de vulnérabilité en RCA. Des études plus détaillées restent nécessaires pour étudier l'impact de chocs spécifiques.

4.1. TYPES DE CHOCS

Les ménages centrafricains ont été indifféremment frappés par les chocs au cours des 12 mois précédant l'enquête (entre mai 2008-juin 2009). Globalement, 91,4% des ménages déclarent avoir subi au moins un choc .

Figure 47: Principaux chocs ayant affecté les ménages



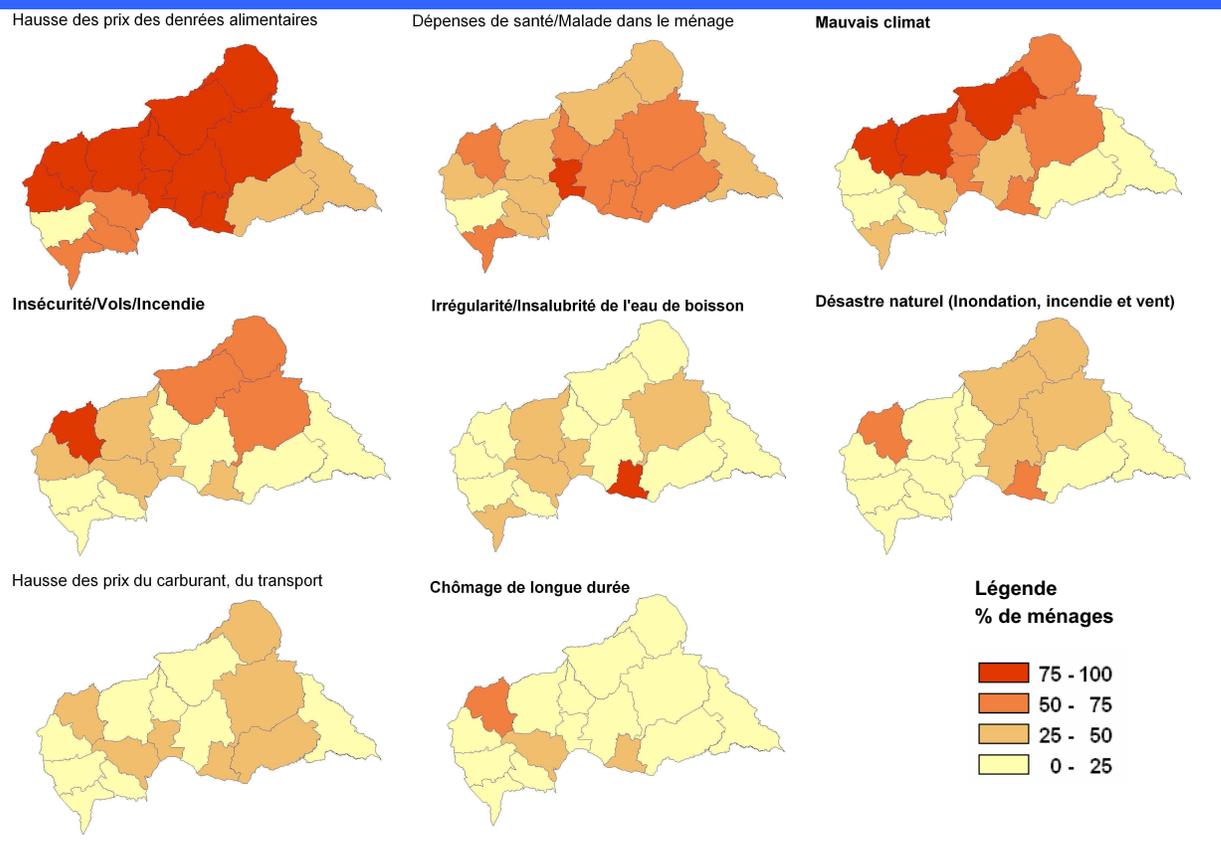
Les chocs les plus cités par les ménages comme figurant parmi les trois premiers qui les ont le plus affecté sont par ordre d'importance: la Hausse des prix des denrées alimentaires (cité par 76% des ménages); les dépenses de santé /malade dans le ménage (51%); le mauvais climat (baisse ou irrégularité de la pluviométrie) (44 %); l'insécurité, les vols et incendies (36%), l'irrégularité/Insalubrité de l'eau de boisson (23%); le chômage de longue durée (20,%).

Source : AGVSA RCA 2009

²⁹ DFID (1999) *Sustainable Livelihoods Guidance Sheet*, Department for International Development

Les ménages dans les différentes préfectures ont été affectés par différents types de chocs.

Figure 48: Principaux chocs ayant affecté les ménages par préfecture

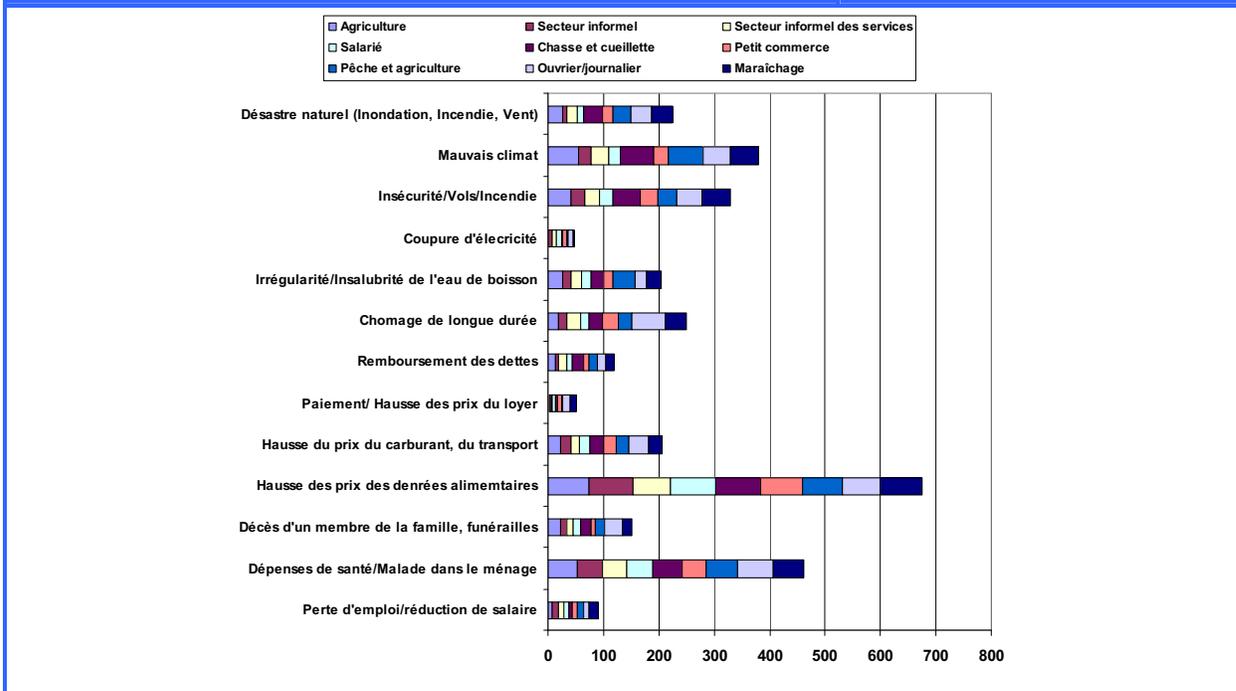


Source : AGVSA RCA 2009

L'impact de la hausse des prix a été ressenti dans tout le pays mais surtout dans l'ensemble des préfectures du nord et du centre où il a été cité par plus de 75% des ménages. Le niveau élevé des dépenses de santé a été ressenti comme un choc surtout dans le Sud-Centre et Sud-Est (Kémo, Ouaka, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou) mais aussi dans l'Ouham-Pendé, et Nana Gribizi au Nord et Mambéré-Kadéi. Les chocs climatiques (irrégularité et baisse de la pluviométrie) ont été cités surtout dans le nord et Nord Est du pays. Il en est de même pour l'insécurité, les vols et incendies. Quand à la rareté et l'insalubrité de l'eau de boisson, il a été cité par plus de 75% des ménages en Basse-Kotto. Ceci pourrait être un facteur explicatif de la forte prévalence de la malnutrition chez les enfants dans cette préfecture. En effet, à travers le questionnaire village, les communautés dans la Basse-Kotto ont régulièrement cité en plus de l'absence des points d'eau potable, localisés dans la plupart des cas à des dizaines de km du village, la pression parasitaire, l'inexistence voire l'éloignement de centres de santé et la baisse des prix des produits de rente (café et coton), les incendies des champs.

Selon les groupes des moyens de vie, la quasi-totalité des ménages vivant de chasse et cueillette (97%) ont déclaré avoir subi un choc pendant la période de référence. Cette proportion a été d'environ 95% pour les salariés, les ménages vivant de pêches et agriculture et les maraîchers et de 90% pour les agriculteurs.

Figure 49: Principaux chocs par groupe de moyens de vie



Source : AGVSA RCA 2009

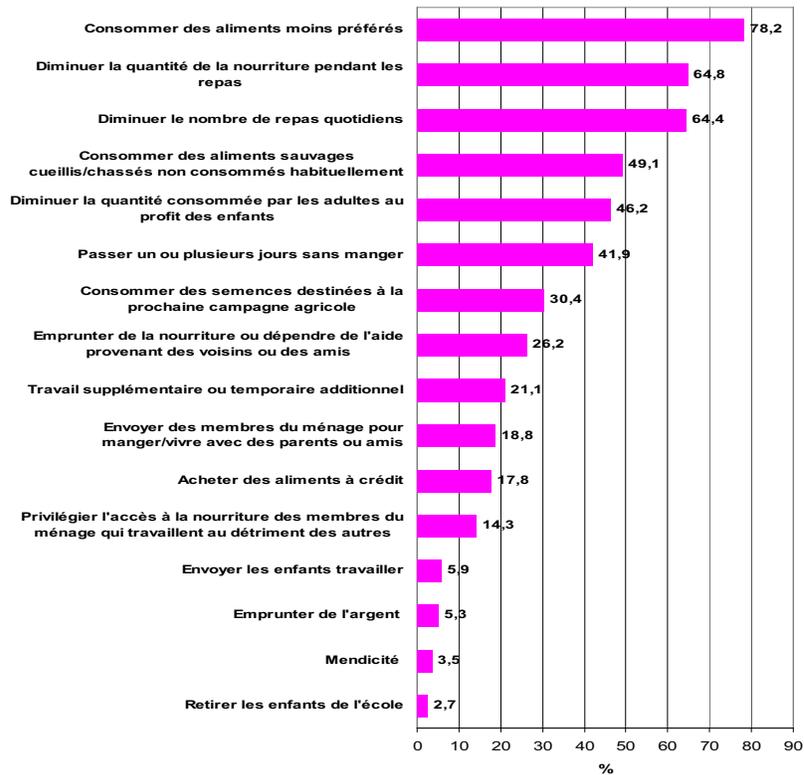
La hausse des prix a affecté l'ensemble des catégories sociales professionnelles presque dans les mêmes proportions. Il en est de même pour le poids des dépenses de santé. L'insécurité et les agressions ont affectés davantage les maraîchers, ménages vivant de la chasse et de la cueillette, les ouvriers journaliers et les agriculteurs. Le chômage a été cité comme choc davantage par les ouvriers journaliers tandis que l'insalubrité de l'eau de boisson l'a été davantage par les pêcheurs agriculteurs.

4.2. STRATEGIES D'ADAPTATIONS AUX CHOCES

Face aux chocs subis, les ménages développent des stratégies d'adaptation (ou de recours de résilience, de survie...). 94% de ménages déclarent avoir eu recours à au moins une stratégie de d'adaptation, au cours des 12 mois précédant l'enquête (entre mai 2008 et juin 2009). La figure suivante présente les stratégies les plus utilisées par ordre d'importance.

Les stratégies alimentaire les plus dangereuses ont été les plus utilisées massivement : consommer des aliments moins préférés (78%), diminuer la quantité de la nourriture pendant le repas (64,8%), diminuer le nombre de repas quotidiens (64,4%), consommer des aliments sauvages/cueillis, non consommés habituellement (50%), passer un ou plusieurs jours sans manger (42%).

Figure 50: Principales stratégies d'adaptation utilisées



Source : AGVSA RCA 2009

Toutes les stratégies ont été utilisées davantage en milieu urbain que rural. Cependant, face aux chocs, les ménages ont eu recours à différentes stratégies d'adaptation dans les différentes préfectures, comme l'indique la série de cartes suivante. La consommation des aliments moins préférés a été mentionnée comme stratégie de recours par plus de 50% des ménages dans l'ensemble des préfectures du pays. Il l'a cependant été davantage dans le nord et le centre du pays. La diminution de la quantité des repas a été utilisée par plus de 75% des ménages dans les préfectures du Nord et celles du Sud Est, dans une moindre mesure. La consommation des aliments sauvages non habituels, le fait de passer un ou plusieurs jours sans manger, dépendre de l'aide et envoyer un ou plusieurs membres du ménages vivre ailleurs ont été mentionnés surtout au Nord Est qui correspond à une zone très concernée par les déplacements internes de population suite aux conflits. La consommation des semences destinées à la campagne prochaine a été mentionnée par Plus de 50 % des ménages dans les préfectures agricoles de l'Ouham, la Kémo et la Basse-Kotto. Elle a concerné dans une moindre mesure toutes les préfectures de l'Est et du Nord Ouest.

Figure 51: Principales stratégies d'adaptation utilisées par les par préfecture

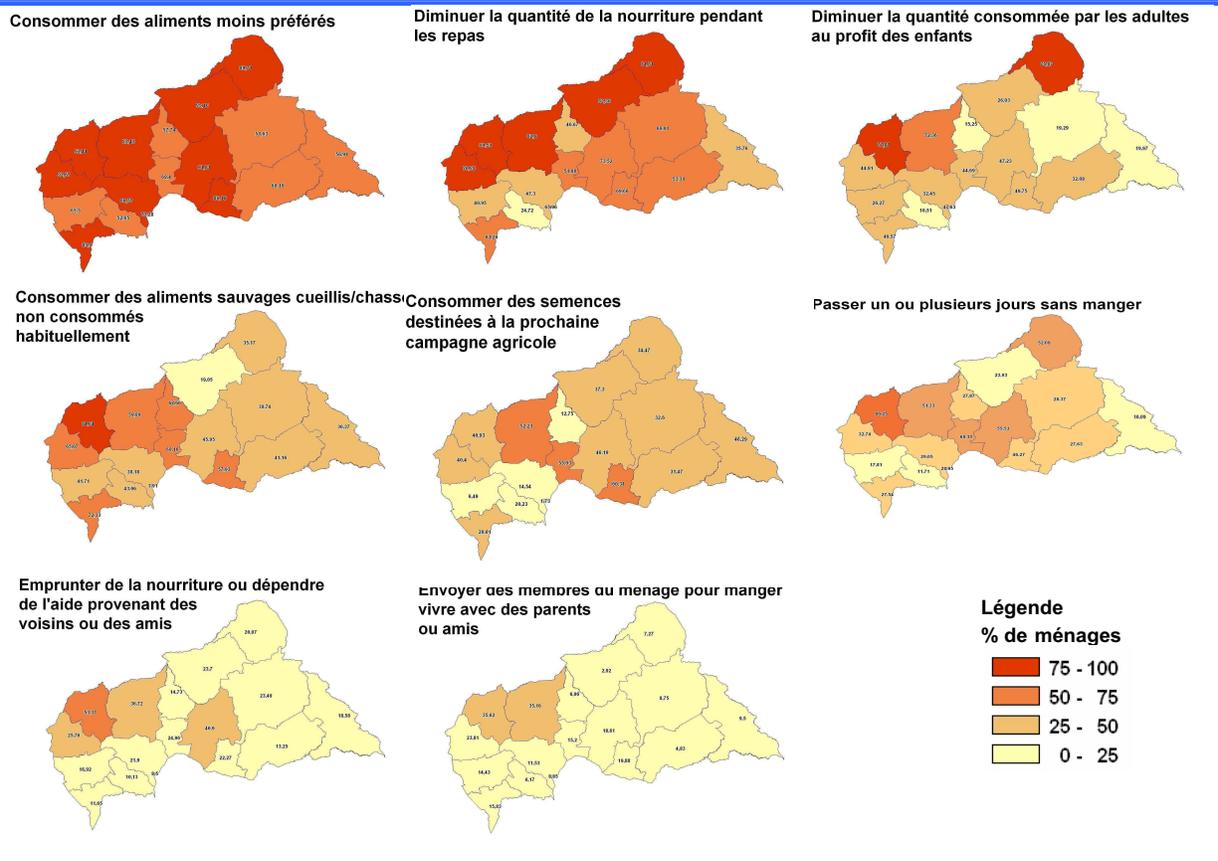


Figure 52: Principales stratégies d'adaptation utilisées par classe de richesse

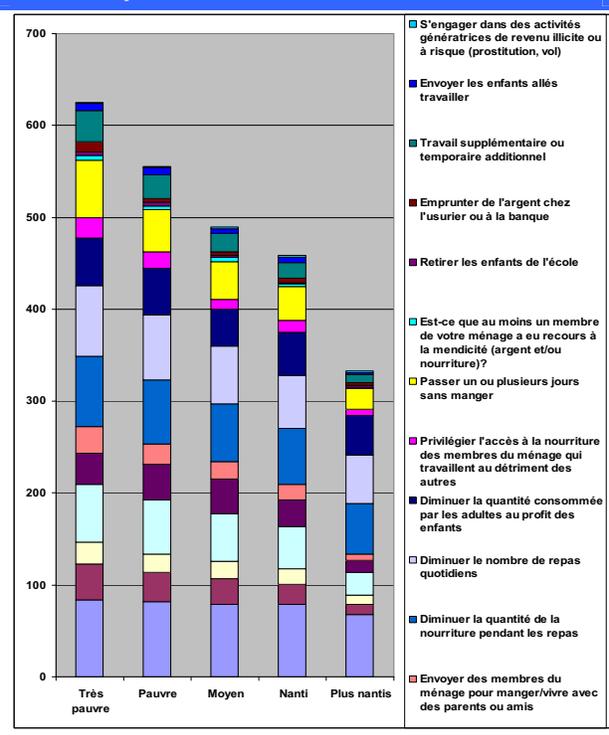
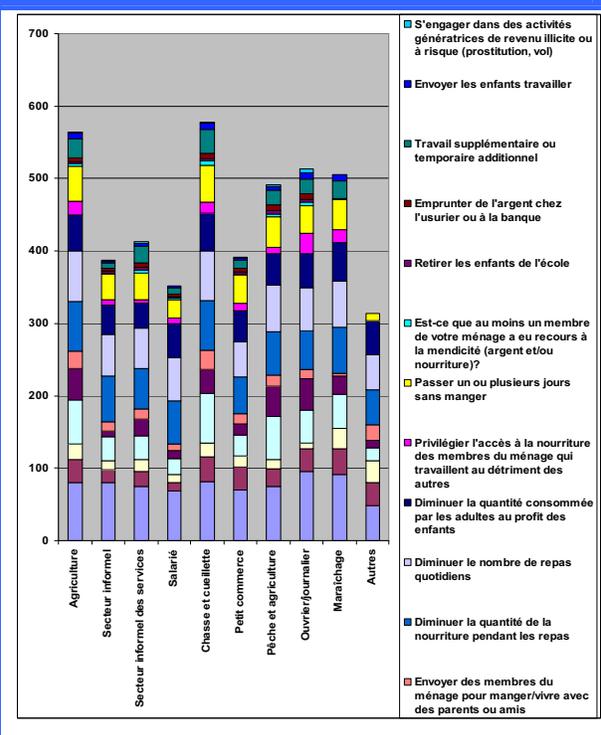


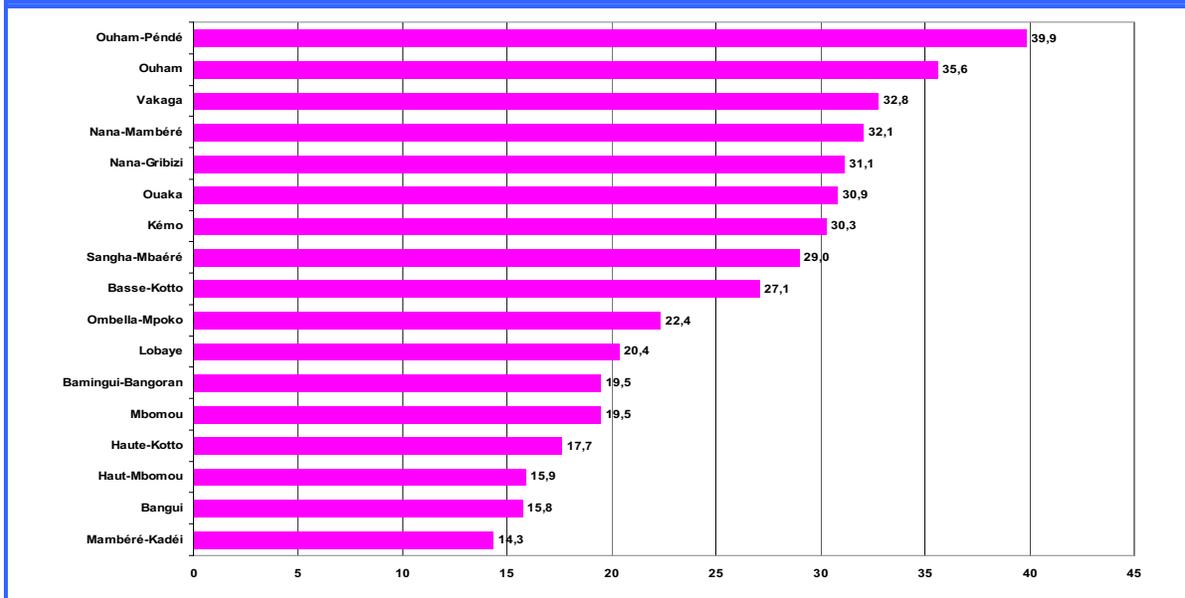
Figure 53: Principales stratégies d'adaptation utilisées par groupe de moyen de vie



Source : AGVSA RCA 2009

Le choix des stratégies adoptées est le reflet du niveau de vie et des moyens de subsistance des ménages. Afin de pouvoir comparer les stratégies dans le temps, et au niveau géographique, un indice de stratégie de survie (CSI)97 est calculé. Celui-ci est obtenu en additionnant la fréquence de chaque stratégie, multiplié par un coefficient de pondération reflétant la gravité de la stratégie adoptée. Un Indice élevé indique une utilisation importante de mécanismes d'adaptation, ce qui peut refléter un risque d'insécurité alimentaire.

Figure 54: Indice de stratégie de survie par préfecture



Source : AGVSA RCA 2009

5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

5.1. CONCLUSIONS

Le CFSVA a indiqué que 30,2% des ménages (soit un total de 1,2 millions de personnes) en RCA vivent dans l'insécurité alimentaire sévère et modérée. Les ménages les plus touchés sont ceux du milieu rural de la Zone agro écologique coton-vivrier-élevage et des préfectures de l'Ouham-Pendé, Nana Gribizi, Basse-Kotto, Ouham, Kémo, Ouaka, Lobaye et Sanga Mbaere.

Au nombre des facteurs pouvant expliquer la prévalence de l'insécurité alimentaire en RCA, figure en bonne place l'insécurité civile, provoquant des déplacements de population et la paralysie des activités de production et d'échange depuis plusieurs années dans la partie septentrionale du pays.

La pauvreté est également un facteur fortement lié à la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire. L'enquête a montré que le pouvoir d'achat des ménages centrafricains d'une façon générale et celui des plus pauvres en particulier est très faible. Cette faiblesse du pouvoir d'achat est facteur d'insécurité alimentaire d'autant plus que le marché constitue la source principale de la nourriture pour plus de 60% des ménages et que le niveau des prix des denrées alimentaires constitue un choc pour 76% des ménages.

La conjoncture internationale, notamment la récente crise financière et économique mondiale de est venue exacerber les problèmes de pauvreté. L'impact de cette conjoncture s'est manifesté à travers le déclin des exportations et de la production des cultures agricoles d'exportation tels le coton, le café, le bois et des produits miniers tels que le diamant. Il en résulte un impact négatif sur les recettes de l'état et les revenus des ménages dans les secteurs concernés par la crise. En outre, la crise financière mondiale est susceptible d'entraîner une réduction de l'aide publique au développement qui va grandement limiter les ressources disponibles pour être affectées aux initiatives en cours et à venir, tendant vers la réalisation des OMD.

En plus de ces facteurs, d'autres caractéristiques des ménages et communautés constituent des déterminants importants de la situation de sécurité alimentaire. Ils comprennent l'accès aux services essentiels tels que l'éducation et les marchés mais aussi les stratégies de subsistance et le bien-être socio-économique.

L'enquête montre que le manque d'éducation est associé à l'insécurité alimentaire. L'absence d'éducation piège les ménages dans la pauvreté et réduit leur potentiel d'échapper à l'insécurité alimentaire. La proportion des chefs de ménages sans aucun niveau d'éducation est le plus élevée à Vakaga, Nana Mambere, Ouham-Pendé et Bamingui-Bangoran. L'accès aux infrastructures scolaires est le plus faible à Nana Gribizi (56%), Haute-Kotto (60%) et Basse-Kotto (71%).

Le manque d'infrastructures routières et l'accès aux marchés est très commun dans le pays, entraînant des coûts de transaction élevés, réduisant d'avantage le pouvoir d'achat des ménages et limitant le potentiel de commercialisation de leur produits agricoles. L'état du réseau routier, en plus de l'insécurité constitue un obstacle et un facteur de découragement des ménages à produire au-delà de leur besoins de subsistance. La durée d'enclavement est de 2,3 mois en moyenne en

zone rurale. Elle est plus longue dans les préfectures de Haute-Kotto, et de la Vakaga dans lesquelles près de la moitié des ménages vivent dans des villages non accessibles en voiture.

L'enquête a identifié dix groupes de moyens de subsistance distinctes. Les groupes vivant de la chasse et de la cueillette et ceux liés à l'agriculture de subsistance (agriculteurs, maraîchers, pêcheurs agriculteurs) ont les plus grandes proportions de ménages en insécurité alimentaire. Les raisons sous-jacentes à la vulnérabilité de ces groupes de moyens de subsistance sont les suivantes: la plupart des ménages agricoles en RCA font usage de pratiques traditionnelles, souvent inefficaces, reposent entièrement sur l'eau de pluie pour l'irrigation et cultivent des terres qui sont d'environ 1 ha en taille en moyenne. Ces facteurs contribuent à une production agricole particulièrement faible et insuffisante pour soutenir les besoins alimentaires des ménages tout au long de l'année. L'enquête montre une très faible adoption de techniques agricoles modernes. Cela semble lié à la limitation et/ou l'éloignement des services de conseil et vulgarisation agricole.

5.2. RECOMMANDATIONS

La lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition revêt deux caractères, l'un structurel et l'autre conjoncturel. A ce titre, il faut agir sur les facteurs améliorant et réduire les facteurs aggravant à court, moyen et long terme. Les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire sont nombreuses et s'influencent les uns les autres. Ils ne peuvent donc pas être traités séparément, mais doivent être pris en charge globalement afin d'atteindre le maximum d'efficacité.

Les recommandations programmatiques incluent des interventions à court, moyen et long terme. Elles comprennent des interventions visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition actuelle chez les enfants et les femmes, ainsi que le soutien aux moyens d'existence, avec un accent particulier sur les agriculteurs, pour les aider à progressivement mettre en place et à renforcer leur base d'actifs qui garantit une plus grande résilience face à l'avenir. D'une façon générale, les interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire devraient s'inscrire dans le cadre de programmes et initiatives déjà existants et viser à les améliorer et / ou les élargir.

Les options d'intervention spécifiques prennent appui sur les résultats de l'étude mais aussi sur les informations complémentaires mobilisées lors de l'atelier de planification de la réponse. Elles tombent dans les domaines généraux suivants:

- Secours d'urgence
- Appui aux moyens d'existence et filet social
- Santé et Nutrition
- Statistiques agricoles et préparation et gestion des catastrophes

La totalité des résultats de l'atelier se trouve dans l'annexe 6.

Tableau 10: Synthèse des recommandations				
Secours d'urgence				
Types d'interventions	Types de bénéficiaires	Zones prioritaires	Acteurs cibles	
Distributions alimentaires gratuites aux populations déplacées suite aux conflits, pendant leur période de vulnérabilité, Sauver la vie et favoriser le retour et la réinsertion des, à travers des	Réfugiés, personnes déplacées, retournés, familles d'accueil, orphelins et autres enfants vulnérables	Ouham-Pendé, Ouham, Nana Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Lobaye	Gouvernement, HCR, PAM, UNICEF, OMS, CICR, ONG...	

Appui à la réhabilitation des moyens d'existence et à la création d'actifs et filets de sécurité			
Types d'interventions	Types de bénéficiaires	Zones prioritaires	Acteurs cibles
Contribuer à la relance et à la diversification de la production agricole à travers la mise à disposition de matériel agricole, des semences améliorées et adaptés à chaque zone	ménages d'agriculteurs et de pêcheurs – agriculteurs très pauvres et pauvres	Tout le pays avec un accent particulier sur la zone coton, vivrier élevage au Nord Ouest et centre zones forestières au sud	Gouvernement (ACDA et ICRA) avec l'appui de la FAO, FIDA, Banque Mondiale, PAM, et ONG
Distribuer des rations dites de protection des semences (ou Vivres Pour Agriculture), au début de mise en place des cultures notamment	ménages en cours de réinstallations	Zones affectées par les conflits en cours de stabilisation, notamment : l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Nana Gribizi, le Haut-Mbomou	(Action : Gouvernement (ACDA, ICRA), FAO, PAM, ONG...)
Assurer l'encadrement des producteurs et mener des campagnes de Vulgarisation sur les pratiques culturales performantes durant toutes la période de culture	Agriculteurs et agro pasteurs	Tout le pays avec un accent particulier sur la zone coton, vivrier élevage au Nord Ouest et centre zones forestières au sud	Gouvernement (ACDA et ICRA) avec l'appui de la FAO, FIDA, Banque Mondiale, PAM, et ONG
Soutenir la recherche agricole et encourager la multiplication et la production durable de semences améliorées	Structures de recherche agricole, paysans producteurs de semence	Tout le pays avec un accent particulier sur la zone coton, vivrier élevage au Nord Ouest et centre zones forestières au sud	Gouvernement (ACDA et ICRA) avec l'appui de la FAO, FIDA, Banque Mondiale, PAM, et ONG
Favoriser l'accès aux équipements de pêche et réhabiliter les stations piscicoles aux résidents pauvres et très pauvres, vivant de la pêche, durant toute la période sèche	Pêcheur et pêcheurs – agriculteurs pauvres et très pauvres	Zones riveraines des grands fleuves au Sud et au Nord du pays	Ministère de l'Agriculture, FAO, Banque Mondiale, FIDA, ONG
Favoriser la relance de l'élevage par la recapitalisation avec des espèces à haute productivité, la vulgarisation des nouvelles techniques d'élevage et la couverture sanitaire du cheptel	Ménages pasteurs et agro pasteurs vulnérables	Tout le pays avec un particulier sur les préfectures : Nana Mambéré, Mambéré - Kadéi, Ouham, Ouham-Pendé, Kémo, Nana-Gribizi, Ouaka, Haute-Kotto et Haut-Mbomou	Gouvernement (ANDE, ICRA) avec l'appui de la FAO du PNUD et des ONG

Favoriser la création d'activités génératrices de revenus à travers l'amélioration de l'accès au crédit notamment agricole et au micro crédit	Ménages pauvres et très pauvres	Tout le pays avec un accent particulier sur la zone coton, vivrier élevage au Nord Ouest et centre zones forestières au sud	Ministère chargé des finances avec l'appui des structures de financement, du PNUD
Créer des opportunités de débouchés pour l'écoulement des excédents de production	Grands et petits producteurs agropastoraux	Tout le pays avec un accent particulier sur la zone coton, vivrier élevage au Nord Ouest et Centre, zones forestières au sud	Ministère du plan, PAM, ONG...
Favoriser le transfert de ressources à travers les activités de Vivres Contre Travail, Espèces/Coupons Contre Travail, Vivres pour Formation,	aux ménages très pauvres et pauvres	Zone coton, vivrier élevage, forestières et minière	(Action Gouvernement, PAM, FIDA, Banque Mondiale, ONG)
Améliorer l'accès et le maintien à l'école à travers la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire et d'un paquet essentiel de services autour des écoles	Elèves du préscolaire et primaire	Tout le pays	Action Gouvernement, PAM, FAO, UNICEF, ONG
Santé, Nutrition			
Types d'interventions	Types de bénéficiaires	Zones prioritaires	Acteurs cibles
Fournir des aliments de complément et de thérapie de la malnutrition aiguë	chez les jeunes enfants de 6 à 59 mois, les mères allaitantes et les femmes enceintes malnutris, personnes vivant avec le VIH/SIDA en insuffisance pondérale	Zones minières, zones affectées par les conflits	Ministère de la santé, UNICEF, PAM, ONG
Créer ou réhabiliter les centres de récupération nutritionnelle (CRN)	Personnes malnutries	Tout le pays	Ministère de la Santé, PAM, FAO, UNICEF, FNUAP, Banque Mondiale, ONG
Mettre en œuvre une approche communautaire dans la prévention, le dépistage et la prise en charge de la malnutrition aiguë et chronique, en s'appuyant sur les services sanitaires	Communautés, Personnes malnutries	Tout le pays	Ministère de la Santé, PAM, FAO, UNICEF, FNUAP, Banque Mondiale, ONG

Mettre l'accent sur la prévention de la malnutrition à travers des programmes adaptés de communication pour le changement de comportement, notamment en matière de consommation alimentaire et d'hygiène	Communautés, Personnes malnutries	Zone coton vivrier élevage, zone minière, zone forestière	Ministère de la Santé, PAM, FAO, UNICEF, Banque Mondiale, ONG
Renforcer les capacités fonctionnelles et organisationnelles des formations sanitaires et élargir l'offre et la qualité des services de santé	Formations sanitaires	Tout le pays	(Action : Ministère de la santé, OMS, FNUAP, Banque Mondiale, PAM, UNICEF)
Sécurité et accès géographique			
Types d'interventions	Types de bénéficiaires	Zones prioritaires	Acteurs cibles
Favoriser le désarmement et la réinsertion des ex combattants à travers la mise en œuvre du programme DDR	Ex combattants	Zones de conflit	(Action : DDR Gouvernement, PNUD, FAO, PAM, BM, ONG...)
Garantir la sécurité des personnes et de leurs biens sur les axes afin d'améliorer l'accès et permettre les distributions des vivres et les activités habituelles des populations	Chasseurs cueilleurs, agriculteurs et pasteurs, commerçants dans les zones de conflits,	Zones affectées par les conflits notamment le Nord et le Sud Est	Gouvernement, Nations Unies
Favoriser l'ouverture et la réhabilitation des marchés pistes et ponts en début de saison sèche ; notamment à travers les activités de Vivres Contre Travail, Espèces/Coupons Contre Travail, Vivres pour Formation	Chasseurs cueilleurs, agriculteurs et pasteurs, commerçants dans les zones de conflits,	Zones affectées par les conflits notamment le Nord et le Sud Est	Gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale, Union Européenne, PAM et ONG
Assurer le désenclavement à travers la construction/ réhabilitation des routes d'accès	Population des zones enclavées	Zones enclavées du Nord Est Nord Ouest et Sud Est	Gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale, Union Européenne, PAM et ONG

Statistiques agricoles et préparation à la gestion des catastrophes			
Types d'interventions	Types de bénéficiaires	Zones prioritaires	Acteurs cibles
Réaliser un recensement agricole et du bétail pour mettre à jour les données de base du secteur	Gouvernement, communauté humanitaire	Tout le pays	Ministère de l'Agriculture, FAO, FIDA, Banque Mondiale, Union Européenne...
Renforcer le suivi et l'évaluation de la campagne agricole		Tout le pays	Ministère de l'Agriculture, FAO, FIDA, Banque Mondiale, Union Européenne...
Renforcer et harmoniser les dispositifs existants de suivi de la sécurité alimentaire au niveau des ménages et des marchés et mettre en place un système de surveillance nutritionnelle	Gouvernement, communauté humanitaire	Tout le pays avec accent sur les zones en insécurité alimentaire et nutritionnelle	Ministères de l'Agriculture, du Plan, FAO, PAM, FIDA, Banque Mondiale, Union Européenne, ONG...
Renforcer les capacités du gouvernement dans le domaine de la préparation et la gestion des catastrophes et mettre en place des outils et mécanismes de préparation	Gouvernement	Tout le pays	Ministères chargés de la protection civile, du Développement Social, Agences des Nations Unies, CICR, ONG...

6 ANNEXES

ANNEXE 1 : CONCEPTS ET DEFINITIONS

La **sécurité alimentaire** existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de mener une vie saine et active (Plan d'action du Sommet Mondial de l'Alimentation, paragraphe 1, 1996);

L'**insécurité alimentaire** désigne la situation des populations qui sont en deçà du seuil requis pour s'alimenter à partir de leur propre production et ou de leur revenu annuel et qui sont obligées de consommer leurs épargnes, parfois vendre leurs moyens de production ou solliciter la solidarité (CILSS, 2004). Elle regroupe donc l'ensemble des situations où les populations souffrent ou risquent de souffrir des manifestations de la faim. Il convient de distinguer deux types d'insécurité alimentaire :

- L'**insécurité alimentaire structurelle ou chronique** qui traduit la situation d'un individu, groupe d'individus ou une communauté souffrant permanemment de déficit alimentaire. C'est-à-dire qui ne peut pas s'assurer de façon permanente une situation alimentaire et nutritionnelle adéquate.
- L'**insécurité alimentaire conjoncturelle**, qui traduit une impossibilité pour un individu, groupe d'individus ou une communauté de s'assurer momentanément une alimentation adéquate. L'instabilité de la production ou des prix en est une cause entre autres.

La **vulnérabilité** est une situation d'exposition à des facteurs de risque mais aussi la difficulté de faire face à la situation, l'incapacité de se défendre. La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est la combinaison entre l'exposition aux risques et chocs (vulnérabilité externe) et la capacité des ménages à minimiser les effets de ces chocs sur leurs systèmes de vie c'est à dire leurs moyens de subsistance (vulnérabilité interne). De même que l'insécurité, la vulnérabilité peut être structurelle ou conjoncturelle.

Les **moyens de subsistance** se composent des capacités physiques et intellectuelles, des biens (y compris les moyens matériels ainsi que sociaux) et des activités requises pour se donner un moyen de gagner sa vie qui soit propice à la survie et au bien-être futur. Les **stratégies de moyens de subsistance** sont les moyens pratiques et les activités au travers lesquels les personnes accèdent à la nourriture ou aux revenus leur permettant d'acheter de la nourriture. Le **système de vie** se définit par rapport aux potentiels agricoles, aux sources de revenu monétaire, aux stratégies d'adaptation en cas de crise alimentaire et au milieu naturel.

Un ménage est **vulnérable** (à l'insécurité alimentaire) lorsqu'il court le risque de tomber facilement en insécurité alimentaire suite à l'exposition à un choc (par exemple, suite à une sécheresse, une attaque aviaire ou acridiennes, une hausse significative des prix) contre lequel il n'a pas les capacités de se protéger et préserver sa consommation alimentaire. Cette capacité de faire face est étroitement liée aux caractéristiques socioéconomiques des ménages, en particulier à leur dotation en capital physique, humain et social, économique et financier, et à la structure, la diversification de leur base de revenus. Donc, les ménages vulnérables ne sont pas nécessairement en insécurité alimentaire à un moment donné, mais ils ont une forte probabilité de tomber dans l'insécurité alimentaire suite à un choc externe. Par contre, les ménages en insécurité alimentaire sont nécessairement vulnérables à ce phénomène.

En RCA, les risques sont entre autres les conflits armés, l'augmentation des prix des denrées alimentaires, la chute du prix des cultures de rente (coton, café...) et la variabilité climatique, les inondations, les maladies (hommes et animaux), etc.

Le capital physique regroupe l'ensemble des facteurs de production (terres, animaux, matériel agricole, etc.) dont dispose le ménage. Le **capital social** se compose des membres du ménage, surtout les membres qui sont potentiellement productifs et de son réseau de solidarité (parents, amis, coopératives, ONG, projet, caisses de crédit). Le **capital financier** comprend l'épargne, les revenus tirés de la mise sur le marché d'excédents de production (cultures de rente surtout), des revenus issus des activités génératrices de revenu, des revenus de la migration, etc. Les opportunités offertes par le milieu de vie peuvent être par exemple l'existence de barrage hydro agricole, de produits forestiers, halieutiques ou fauniques, le désenclavement du milieu, etc.

Les **populations vulnérables** sont celles qui sont les plus exposées aux risques de crises alimentaires. Leur vulnérabilité peut être légère lorsque les populations affectées arrivent à maintenir leurs stratégies préférées de production et à maintenir ou même accumuler des biens. Elle peut être aussi extrême lorsqu'elles sont amenées à vendre leurs moyens de production, ou obligées de quitter leur zone d'habitation pour survivre.

Les réponses des populations aux crises ou **stratégies d'adaptation** sont des moyens temporaires de faire face à l'insécurité alimentaire. Elles sont fonction de la sévérité de la crise, de sa nature, de sa période de survenue, de son mode d'installation et de la situation de départ des populations concernées.

Les **zones à risque** sont des zones dans lesquelles les disponibilités alimentaires ou les conditions d'accès à l'alimentation sont à un niveau susceptible de conduire à une crise alimentaire.

L'accès aux aliments d'un ménage se mesure par ses capacités de production, sa capacité de s'approvisionner sur le marché et sa capacité de mobiliser des aides ou des dons. On distingue ainsi l'accès économique et l'accès physique aux denrées.

Selon la FAO, **les disponibilités alimentaires** désignent l'ensemble des quantités domestiques des denrées produites au cours de la période de référence, plus le volume des stocks en début de période et les quantités de denrées alimentaires qui peuvent être acquises par les importations ou avec le revenu disponible.

L'utilisation des aliments désigne l'utilisation par les ménages de la nourriture à laquelle ils ont accès pour la satisfaction des besoins en éléments protéino-énergétiques et en micronutriments de chaque membre du ménage. L'utilisation de la nourriture tient compte des éléments tels que la préparation de la nourriture, la situation sanitaire, l'hygiène, la variété de la diète, etc.

Un **ménage** est un groupe d'individus qui partage un logement ou un ensemble de logements et organise leur vie ensemble au travers de leurs activités quotidiennes. A la différence du ménage urbain, le **ménage rural** est un agent économique dont les activités de production et de consommation sont liées ; il est à la fois producteur et consommateur. Il emploie essentiellement de la main d'œuvre familiale. Son objectif principal est d'obtenir une production qui couvre ses besoins essentiels. Il est communément admis que les ménages ruraux dépendent exclusivement de leur production agricole pour leur survie et leur sécurité. Dans les régions comme celles de l'Afrique sahélienne, les ménages ruraux assurent plusieurs fonctions essentielles. Ils sont en même temps l'unité de base pour la production, la consommation et l'accumulation. Ils sont également engagés dans les circuits marchands.

Le **chef de ménage** (CM) est le preneur de décision au sein du ménage, et son autorité est reconnue par les autres membres. Il est possible que le principal contributeur au revenu du ménage ne soit pas nécessairement le chef de ménage. Dans beaucoup de communautés maliennes, l'adulte homme le plus âgé est souvent considéré comme le chef de ménage, qu'il soit ou non le principal contributeur au revenu du ménage. En tant que preneur de décision, le chef de ménage est la personne qui est le plus au courant de ce qui se passe dans le ménage, et il/elle est souvent la personne la plus appropriée à être interrogée.

Les **sites sentinelles** sont des villages ou « sites », sélectionnés de façon aléatoire, qui font l'objet d'un suivi permanent de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau des ménages.

Le **taux de migration** est le rapport entre le nombre de personnes du ménage partis en exode sur l'effectif total du ménage.

Le **taux de dépendance** est égal au rapport entre l'effectif des inactifs du ménage (les personnes qui par leur âge sont trop jeunes ou trop vieux pour travailler et les personnes malades qui ne peuvent pas exercer des activités de production) et l'effectif des personnes actives du ménage. Ce coefficient mesure le nombre des personnes inactives qui dépendent d'une personne active pour satisfaire leur besoin comme l'alimentation.

L'unité de bétail tropicale (UBT) est une unité de mesure du bétail équivalente à un bœuf de 250 Kg. On applique les coefficients de transformation suivants:

Chameau /chamelle = 1,0 UBT

Vache /bœuf/génisse/taureau/veau/vêl = 0,8 UBT

Chevaux/Anes = 0,5 UBT

Brebis/mouton/agneau/bouc/chèvre/cabris = 0,1 UBT

Volaille = 0,007UBT

ANNEXE 2 : DESCRIPTION DES ZONES AGRO ECOLOGIQUES ET DES ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE

A. Description des zones agro écologiques

Zones agro écologiques	Distribution Géographique	Description
Zone forestière ou équatoriale	s'étend du Sud-ouest au Centre Sud et Sud-est du pays et comprenant les préfectures de Sangha-Mbaéré, la Mambéré-Kadéi, la Lobaye, le sud de la Ouaka, la Basse-Kotto, le Mbomou et le Haut-Mbomou. La zone couvre une superficie de 192 596 km ²	Le régime pluviométrique annuel dépasse 1 600 mm. C'est la zone de production des cultures pérennes (café, cacao, palmier à huile, poivrier, kolatier), des plantes à racines et tubercules (manioc, taro, igname), des bananes et plantains, de fruits, de la pomme de terre, du tabac, des céréales (maïs, riz paddy), de l'arachide, de l'oignon et du piment
Zone coton-vivrier-élevage ou soudano-guinéenne	s'étend du Centre-Est au Nord-Ouest du pays et couvrant les préfectures de la Ouaka, Kémo, Nana-Gribizi, Ouham et Ouham-Pendé avec une superficie de 124 300 km ² .	La pluviométrie annuelle est comprise entre 1 200 et 1 500 mm. La zone est propice à la culture de coton, de céréales (mil, maïs, riz paddy), de légumineuses (arachide, niébé, sésame), de courges, de manioc, de la canne à sucre, de la pomme de terre et aux cultures fruitières
Zone vivrier-élevage ou zone guinéenne	s'étend du Centre à l'Ouest du pays et couvre les préfectures de Nana-Mambéré et de l'Ombelle-M'Poko	Elle couvre une superficie de 73 010 km ² et a un régime pluviométrique annuel qui varie de 1 100 à 1 400 mm. La production des racines et tubercules (manioc, igname, taro, patate douce), le maraîchage, le sésame, les céréales (maïs, riz paddy de bas-fond), la culture des courges et l'élevage y sont pratiqués
Zone cynégétique et touristique	occupe la partie Nord-Est du pays et s'étend sur environ 233 093 km ² . Elle renferme les préfectures de Bamingui-Bangoran, de la Vakaga et de la Haute-Kotto	Sa partie Extrême Nord est constituée par la savane, celle plus au Sud empiète sur les écosystèmes forestiers. Elle est comprise entre les isohyètes 500 mm et 1 400 mm. Les cultures de céréales (mil, sorgho) de piment, de niébé, de sésame, de manioc et de dattes y sont surtout pratiquées. Elle recèle d'importantes ressources fauniques et forestières

Zones Agro écologiques	Densité population Habt/km ²	Systèmes d'exploitation (en % de la production nationale)						
		Exploitation forestière			Agriculture			
		Bois	Café	Tabac	Coton	Manioc	Maïs	Mil/sorgho
Zone Forestière	0,51- 4,99	100	100	100		33	47	0
Zone Guinéenne	6,27 -11,59					17	12	4
Zone Soudano Guinéenne	4,88 - 5,85				100	44	37	77
Zone Cynégétique	0,51 - 1,74					6	6	19
Total		100	100	100	100	100	100	100

Sources : Plan d'action des productions végétales 2002-2010

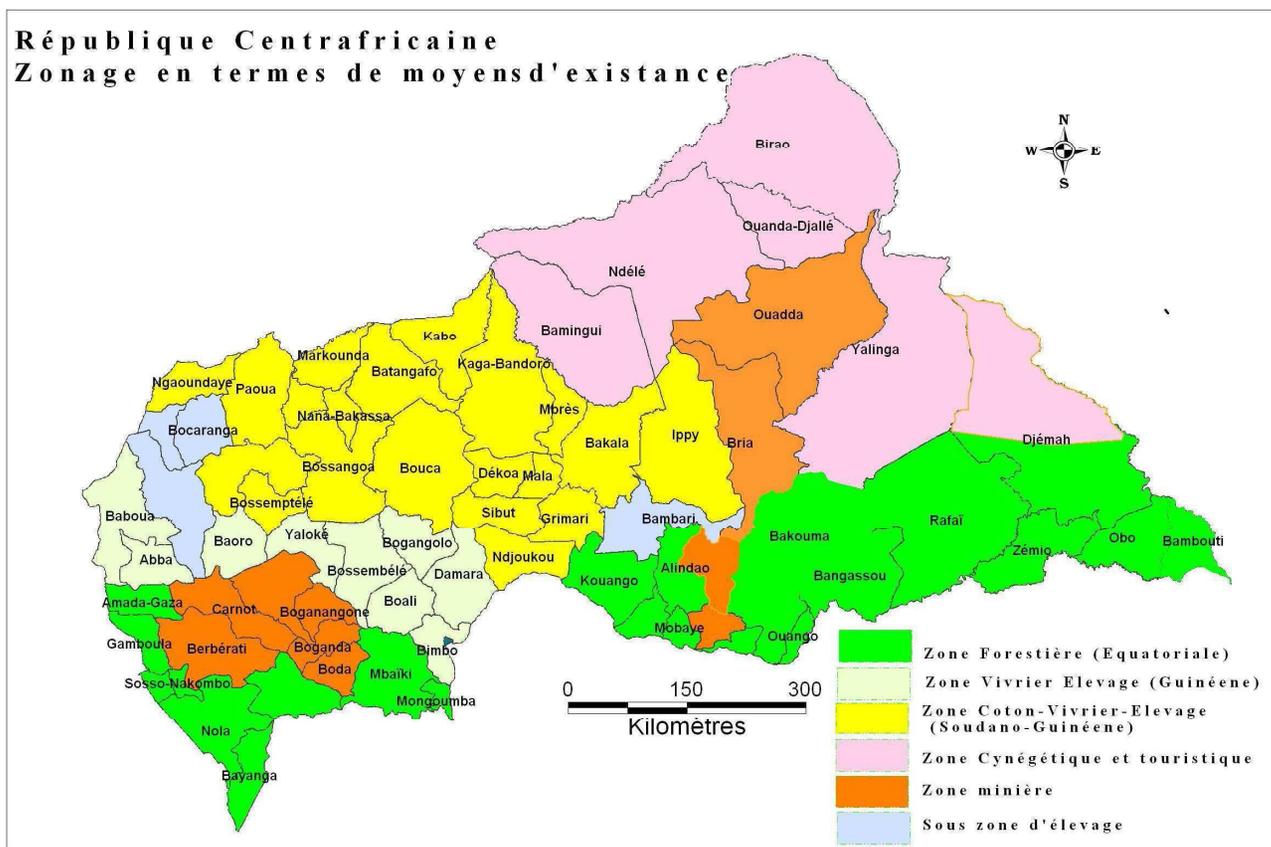
B. Profil des zones de moyens d'existence

Note : Les zones de moyens d'existences ont été définies lors de l'atelier d'analyse de la réponse et a pris appui sur la carte des zones agro écologiques

	Zone équato forestière, y compris pêche (1)	Zone vivrière et élevage (4)	Coton vivrier élevage (3)	Zones minières du Sud Ouest, du Centre et du Nord- Est (5)	Zone cynégétique, ou zone soudano sahélienne (2)
Préfectures concernées (totalement ou partiellement)	La Sanga Mbaéré, Mambéré-Kadéï, Lobaye, Sud de la Ouaka, Basse-Kotto, Mbomou, Une partie du Haut-Mbomou (Zémio, Obo)	1. le groupe retient la zone vivrière définie par l'enquête. 2. Zone d'élevage : il existe deux zones traditionnelles d'élevage Une au nord Ouest, l'autre au centre	Ouham –Pendé, Ouham, Nana-Gribizi, Kémo, Ouaka	Mambéré-Kadéï, Sangha-Mbaéré, Lobaye, Basse-Kotto, Haute-Kotto	Bamingui-Bangoran Vakaga Nord Haute-Kotto (Sous préfecture de Ouada) Autres Zones cynégétiques: - Bayanga (Sangha-Mbaéré) - Bakouma (Mbomou)
Pluviométrie (quantité, régularité)		1100 à 1400 mm de pluies réparties entre mars et novembre	1200 à 1400 mm	1500 mm	500 – 1400 mm
Catégorie(s) principale(s) de système(s) de vie par ordre d'importance:	1. Agriculture. pluviale 2. Agro pastoralisme (agriculture+ petit et gros élevage sédentaire et semi transhumants 3. Nomadisme (colonie de pêche le long des fleuves Mbomou et Oubangui, déplacement temporaire des artisans miniers 4. Bois, Uranium, Diamant, or, Cueillette : champignons, termites et chenilles Pêche 5. Petit commerce Autres : Pisciculture, cueillette de miel, vin de palmier à raphia, vin de palme. Production d'alcool de traite	1. Agriculture exclusivement pluviale. 2. Cueillette 3. Elevage petit bétail de case (zone d'élevage gros bétails sous forme de transhumance) 4. Maraîchage 5. Petits commerce 6. Pêche	1. Agriculture (pluviale, maraîchage) 2. Agro pastoralisme, 3. Petit Commerce 4. Ressources naturelles 5. Pêche 6. Nomadisme Type d'élevage Sédentaire et transhumant	par ordre d'importance décroissante : 1. Ressource naturelle : mines de diamant et d'or 2. Petit commerce 3. Agriculture 4. Pêche	1. Agriculture pluviale (cultures sous brûlis) 2. Chasse traditionnelle pour les autochtones 3. Safari (chasse touristique dans Zones cynégétique villageoises, trophées) 4. Petit commerce avec le Soudan et le Tchad (produits manufacturés/ carburant, dattes, oignon, thé, sucre importés, contre cultures vivrières exportées) et marchés hebdomadaires 5. Agro pastoralisme (caprins, volaille) 6. Nomadisme (bovins dans commune de Ridina, Birao) : nomades du Soudan et éleveurs peulhs locaux 7. Maraîchage (pastèques à Amdafock, commune de Ridina, Birao) 8. Cueillette de gomme arabique (peu productif), et aussi de miel (à Ndélé et Bamingui), 9. Production de bière locale à base de sorgho (bilibili, lakpoto) et miel (douma) et de sésame (koshebo) ; Alcool frelaté à base de dattes (siko) et à base de sorgho, manioc, mais
Densité pop.		5 a 7 hab./ hab	4,88- 5,85	4,88 – 11,59	2 à 5 hab/ km2
Productions Principales <i>Cultures vivrières</i> <i>Cultures de rente</i> <i>Cultures maraîchères</i>	vivrières : manioc, taro, igname maïs riz paddy, arachides oignon, piment, banane et bananes plantains, pomme de terre et différents fruits rente : café , palmier à huile, colatier, poivrier, cacao, tabac maraîchères : laitue, persil, tomate, concombre, le haricot, carotte ,épinard	Manioc, arachide, maïs, courge, sésame, riz, haricot (sorgho, mil dans la zone frontalière avec le Tchad Tomate, Gombo, Légumes locaux	Manioc, maïs, arachide, riz (paddy),sésame, niébé, igname Coton, canne à sucre Légumes fruits, feuilles, racines	Manioc, Banane, Taro (Lobaye) Café (Lobaye et Basse-Kotto) Laitue (Mambéré-Kadéï)	Vivrier : mil, sorgho, arachide, haricot blanc, manioc, sésame, courge, patate douce, riz paddy, melon, maïs, piment Rente : absents Maraîchage : tomates, pastèques, petits légumes
En dehors de la propre production et les achats d'où provient la nourriture	appui nutritionnel au niveau des écoles et des hôpitaux cueillette, chasse et pêche	Cueillette (termites, champignon) Pêche, Chasse	Dons (UN, ONG internationales), cueillette et chasse	Don (Haute-Kotto) Cueillette (Lobaye et Mambéré-Kadéï)	Cueillette : beurre de karité, Ilba (fruit sauvage qui sert à fabriquer du thé jaunâtre, à Birao), Pêche sur l'Aoûk, le Bangoran, le Bamingui dans le Bassin tschadien, le Chenko et la Sangha, dans le Bassin congolais

	Zone équato forestière, y compris pêche (1)	Zone vivrière et élevage ; (4)	Coton vivrier élevage (3)	Zones minières du Sud Ouest, du Centre et du Nord- Est (5)	Zone cynégétique, ou zone soudano sahélienne (2)
Bétail (Espèces dominantes) & Produits de bétail dominant	Espèce dominante : En terme d'effectif des éleveurs, le petit bétail semble prédominant , chaque foyer rural centrafricain détient un cheptel de petit bétail (cabri, poulet, canard,) En terme d'effectif du cheptel, le gros bétail est effectivement prédominant Produits : le lait, la peau	Volaille Caprins ovins Éleveurs peuls : vaches Lait, beurre, un peu de fromage	Bovins, caprins, volaille et porcins Lait, œufs, beurre et fromage	Chèvre, volaille Œuf	Volaille et Petit bétail : chèvres, mouton Produits : viande
Autre Sources de Revenu en dehors des cultures et du bétail	main d'œuvre, tourisme	Main d'œuvre temporaire surtout agricole Petits commerce Vente de bois pour le milieu urbain Autre emplois (fabrication de savon) Exploitation artisanale d'or	Main-d'œuvre, l'or, pêche, chasse, petit commerce, artisanat, et cueillette	Mines de diamants et d'or Main d'œuvre dans les sociétés forestières (Lobaye) : Bois (Scad, IFB Industrie Forestiers de BATALIMO).	10. Migration dans les zones minières (Haute-Kotto, Basse-Kotto : Dimbi) 11. Envoi d'argent par les exodants installés dans les zones minières 12. Depuis rébellion, tourisme n'existe plus
Importance de la migration saisonnière dans la zone pour recherche de travail	11 - Apports dans l'alimentation des produits de pêche, Apport d'argent dans le budget familial (migration à la recherche des mines). Cet apport reste relativement faible	Inexistant Par contre, existence d'exode rural définitif	Ouhan-pende, Ouhan, Nana Gribizi et Kémo : faible migration saisonnière Ouaka : moyenne	Grande migration de la jeunesse vers les zones ci-haut –citées pour la recherche de l'emploi.	Faible
Présence et Effets des sites miniers (or, diamant, etc.)	flambée des prix des produits vivriers, propagation des IST (infections sexuellement transmissibles)	Agriculture évincée petites superficies	L'or a dans l'Ouham, Ouaka et l'Ouham-Pendé	Cette migration facilite les échanges commerciales au dépend de l'agriculture mais favorisent aussi la délinquance ainsi que la flambée des prix.	Envoi d'argent Propagation des IST à travers exodants
Accès aux marchés et qualité du réseau routier	Accessibilité financière difficile (faible pouvoir d'achat, flambée des prix Accessibilité physique difficile en raison du mauvais état des routes	Très mauvais	De façon générale, l'accès des marchés est facile, mais le réseau routier pose problème	Faible accès au marché, dégradation des infrastructures routières	Faible accès aux marchés Réseau routier : très dégradé
Risques principaux pour les moyens d'existence (p.e. sécheresse, inondations, conflits sociaux, épizooties, flambée des prix, ennemis des cultures)	Risques chroniques (<i>présents en permanence ou revient de façon régulière</i>) : 1. Flambée de prix 2. ennemis des cultures Risques conjoncturels : 1. baisse des cours mondiaux des cultures de rente et des produits miniers 2. conflits sociaux dans le Haut-Mbomou 3. changement climatique du à la déforestation 4. incendies, 5. inondations	Risques chroniques : 1. Flambée des prix des denrées alimentaires 2. Ecoulement des produits agricoles 3. Malentendu entre les éleveurs et agriculteurs Risques conjoncturels: 1. Répartition des pluies 2. Feux de brousse 3. Insécurité	Risques chroniques : 1. conflits sociaux 2. flambée des prix 3. sécheresse Risques conjoncturels : 1.épizooties 2. ennemis des cultures 3. inondations	Risques chroniques : 1. Flambée des prix des denrées alimentaires Risques conjoncturels: 1. Ennemis des cultures (Haute-Kotto, Lobaye) 2. Sécheresse 3. Conflits sociaux (Haute-Kotto)	Risques chroniques : 1. Désertification 2. Conditions pluviométriques moins favorables que dans les autres zones Risques conjoncturels : 1. Rébellion 2. Conflits sociaux/ ethniques

Sources d'eau	humains : puits forage, puits aménagés, sources d'eau aménagées et non aménagées, cours d'eau	Source améliorée Les hydro pompes La pluie Flac d'eau marigot	Forages, puits, sources et pluies	Cours d'eau, puits traditionnels	Puits aménagés et traditionnels, sources naturelles, quelques forages
Pour les humains			Pluies	La pluie, cours d'eaux (cultures maraîchères)	Pluie
Pour les cultures	cultures : eau de pluie pour les cultures de plein champ, arrosage pour les maraîchages		Sources et eaux de pluies	Cours d'eaux	Marigots, rivière, lacs
Pour les animaux	animaux : les cours d'eau				



C. Calendrier agricole par zone de moyens d'existence

ZONE FORESTIERE ET PECHE

P (préparation de terre), S (semis), C (consommation sur champ), M (moisson), V (vente)

Source de nourriture/activité génératrice de revenu	Jan	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Dec
<i>Cultures vivrières :</i>												
Manioc	P	P	S	S						M Un an		
Arachide/Maïs			P	P	S				C			
Sésame					P	S						C
Courges et patates douces					P	P	S					C
Riz Paddy				P	P	S					C	D
<i>Cultures de rente :</i>												
Café	P	P	P	S	S	M 5ans après						
Colatier												
<i>Animaux :</i>												
Bovins – production laitière												
Ovins / caprins – production laitière												
Vente de bétail (spécifier type)												
Cueillette, spécifier :												
Chasse, spécifier :												
<i>Autres sources de revenu :</i>												
Emploi journalier local – agricole												
Emploi journalier local – autre												
Auto-emploi, spécifier bois, charbon, etc.												
Artisanat (F = fabrication, V= vente; spec.)												
Exode												
<i>Autres :</i>												
Mois de soudure na					x	X						
Prêts (P) et remboursement (R)												
Pic des prix des denrées alimentaires					x	X						
Paludisme												
Accès difficile à la zone (routes, etc.)						X	x	x	X			

Zone vivrière et élevage

P (préparation de terre), **S** (semis), **C** (consommation sur champ), **M** (moisson), **V** (vente)

Source de nourriture/activité génératrice de revenu	Jan	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Dec
<i>Cultures vivrières :</i>												
Manioc (Vert = Année 2)	P+M+V	P+M+V	P+M+V	M+V	S+/M+V	S+M+V	M+V	M+V	M+V	M+V	M+V	M+V
Igname	P	P+S	P+S							M+V	M+V	M+V
Arachides	P+V	P+V	S+V	S+V	S+V	S+M+V	S+M+V	M+V	M+V	M+V	V	V
Riz pluvial	V	V	V	P+V	P+V	P+S+V	S+V	+V	+V	M+V	M+V	M+V
Mais	P+V	P+V	V	S+V	S+V	S+M+V	S+M+V	M+V	M+V	M+V	M+V	M+V
Courge	P	P	P	S	S	S				M	M	
Sésame	V	V	V	V	V	V	V	S+V	V	V	V	M+V
Cultures maraîchères	P+S+M+V	P+S+M+V	P+S+M+V							P+S+M+V	P+S+M+V	P+S+M+V
<i>Animaux :</i>												
Bovins – production laitière	X	X	X	X	X					X	X	X
Ovins / caprins – production laitière												
Vente de bétail (spécifier type)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Cueillette, spécifier :(Chenille, champignon, termite)						X	X	X	X	X		
Chasse, spécifié :	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<i>Autres sources de revenu :</i>												
Emploi journalier local – agricole			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Emploi journalier local – autre (milieu urbain)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Auto-emploi, spécifier bois, charbon, (milieu urbain) et p.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Artisanat (F = fabrication, V= vente; spec.)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Exode												
<i>Autres :</i>												
Mois de soudure	X	X	X	X	X	X	X					X
Prêts (P) et remboursement (R)												
Pic des prix des denrées alimentaires						X	X	X	X			
Paludisme	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Accès difficile à la zone (routes, etc.)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

ZONE VIVRIER ELEVAGE COTON

P (préparation de terre), S (semis), C (consommation sur champ), M (moisson), V (vente)

Source de nourriture/activité génératrice de revenu	Jan	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Dec
<i>Cultures vivrières :</i>												
Manioc (Vert = Année 2)	P+ M+V	P+M+V	P+M+V	S+M+V	S+M+V	S+M+V	M+V	M+V	M+V	M+V	M+V	M+V
Arachide	P	P	P	S	S		M	M	V	V	V	V
Sésame				P	P	P	S				M	
Courge	V	V	V	P	P	P				M	M	M
Riz pluvial	P+V	P+V	P+V	P+V	P+V	S	S				M	M
Cultures maraîchères	S+M+V	S+M+V	S+M+V	S+M+V	S+M+V	S+M+V	S+M+V	S+M+V	P+S+M+V	P+S+M+V	P+S+M+V	P+S+M+V
<i>Cultures de rente :</i>												
Coton	P+V	P+V	P+V	P+V	P+V	S+V	S+V	V	V	V	M+V	M+V
<i>Animaux :</i>												
Bovins – production laitière	x					x	X	x	x	x	x	x
Ovins / caprins – production laitière												
Vente de bétail :bovins&caprins	x	x	x	x	x	x	X	x	x	x	x	x
Cueillette et ramassage spécifier : koko	x	x	x	x	x	x	X	x	x	x	x	x
Chasse, spécifier : gibier	X	x	x	x	x	x	X	x	x	x	x	x
<i>Autres sources de revenu :</i>												
Emploi journalier local – agricole	x		x	x	x	x	X	x	x	x	x	x
Emploi journalier local – autre	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a
Auto-emploi, spécifier bois, charbon, etc.	x	x	x	x	x	x	X	x	x	x	x	x
Artisanat (F = fabrication, V= vente; spec.)	x	x	X	x	x	x	X	x	x	x	x	x
Exode	x	x									x	x
<i>Autres :</i>												
Mois de soudure				x	x	x						
Prêts (P) et remboursement (R)	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	N/a
Pic des prix des denrées alimentaires				x	x	x						
Paludisme	x	x	x	x	x	x	X	x	x	x	x	x
Accès difficile à la zone (routes, etc.)							X	x	x			

ZONES MINIERES (groupe 5)

P (préparation de terre), S (semis), C (consommation sur champ), M (moisson), V (vente)

Source de nourriture/activité génératrice de revenu	Jan	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Dec
<i>Cultures vivrières :</i>												
Manioc (Vert=Année 2)	P	P	P		S	S			M	M	M	M
Igname	P	P+S	P+S	S			M	M+V	M+V	V	V	V
Maïs	P	P	P	S	S	S+M	S+M	M	M	M	M	M
Riz pluvial	V	V	V	P+V	P+V	P+S+V	S+V	V	V	M+V	M+V	M+V
Arachide	P	P	P+S	S	S	S+M	S+M	M	M+V	M+V	V	V
Courge	P	P	P	S	S	S				M	M	
Cultures maraîchères (oignon)			M	M	V	V	P+V	P+V	P+V	S+V	S+V	S+V
<i>Cultures de rente :</i>												
<i>Animaux :</i>												
Bovins – production laitière												
Caprins	x	x	x	x	x	x	X	x	x	x	x	x
Vente de bétail (spécifier type)												
Cueillette, spécifier :												
Chasse, spécifier :												
<i>Autres sources de revenu :</i>												
Emploi journalier local – agricole												
Activité minière	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Auto-emploi, spécifier bois, charbon, etc.												
Artisanat (F = fabrication, V= vente; spec.)												
Exode												
<i>Autres :</i>												
Mois de soudure												
Prêts (P) et remboursement (R)												
Pic des prix des denrées alimentaires												
Paludisme			x	x	x	x	x	x	x			
Accès difficile à la zone (routes, etc.)					x	x	x	x	x			

Zone Cynégétique

P (préparation de terre), **S** (semis), **C** (consommation sur champ), **M** (moisson), **V** (vente)

Source de nourriture/activité génératrice de revenu	Jan	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Dec
<i>Cultures vivrières :</i>												
Manioc (vert = Année 2)			P	P	S	S						M (début)
Sorgho/mil	M+V	V	V	P+V	P+V	S+V	S+V	V	V	V	V	M
Courge	V	P+V	P+V	P+V	S+P+V	S+V	V	V	M+V	M+V	+V	+V
Sésame	M+V	V	V	V	P+V	P+V	V	S+V	S+V	V	V	M+V
Riz pluvial	V	V	V	V	P+V	P+S+V	S+V	V	V	V	M+V	M+V
Maïs												
Cultures maraichères (oignon)	S		M	M		V	V	V	V	P+V	P+V	P+V
<i>Cultures de rente :</i>												
<i>Animaux :</i>												
Bovins – production laitière												
Ovins / caprins – production laitière												
Vente de bétail (spécifier type)	x	x	x	X	x	x	x	x	x	x	x	X
Cueillette, spécifier :												
Chasse, spécifier :	x	x	x	X	x	X				x	x	x
<i>Autres sources de revenu :</i>												
Emploi journalier local – agricole												
Emploi journalier local – autre												
Auto-emploi, spécifier bois, charbon, etc.												
Artisanat (F = fabrication, V= vente; spec.)												
Exode												
Pêche	x	x	x	x	x	X	x	x	x	x	x	x
<i>Autres :</i>												
Mois de soudure na					x	X	x	x	x			
Prêts (P) et remboursement (R)					x	x	x	x	X			
Pic des prix des denrées alimentaires												
Paludisme												
Accès difficile à la zone : Biraou (mais accès par avion) Baminguin Bangoran – toujours accessible					x	x	x	x	x	x	x	
Tourisme – Faible actuellement												

D. Principales contraintes affectant la sécurité alimentaire par zones de moyens d'existence

Contraintes	Zone équato forestière, y compris pêche		Zone vivrière et élevage		Zone Coton vivrier élevage		Zones Minières		Zone cynégétique, ou zone soudano sahélienne	
	Score	Explications/ justifications	Score	Explications/ justifications	Score	Explications/ justifications	Score	Explications/ justifications	Score	Explications/ justifications
Insécurité	+/_	Présence ELRA Haut-Mbomou, Braconnage extérieur	+/_	Accalmie relative	+	Mouvement des populations en cas de conflits et coupeurs de route	+	L'insécurité causée par la présence dans la Haute-Kotto du mouvement rebelle UFDR et de coupeurs de route.	+	Rébellion, braconnage par pays voisins
Manque de disponibilité de nourriture	+/_	Présence ELRA, Faible production vivrière	-		+/-	Faible production, insécurité, mouvement des populations	+	Faible production agricole	+/-	Insécurité
Manque d'accès à la nourriture	+/_	+/_ faible pouvoir d'achat, insécurité, mauvais état des routes	+/-	Faiblesse de production	+/-	Sécheresse et flambée des prix	+	Dépendance de la production minière	+/-	Faible pouvoir d'achat, insécurité
Manque d'argent	+/_	+/- baisse de pouvoir d'achat, chute des prix des matières premières	+	Faiblesse de revenu	+	Le revenu des populations a été affecté	+	Effet de la crise économique internationale, l'adoption du nouveau code minier.	+/-	Pauvreté
Terres (quantité et qualité)	-	Terres en quantités suffisantes mais mérite d'être amendées	-	Disponible	-	Les surfaces arables sont disponibles	-		-	Terres en qualité et quantité suffisantes
Perte de biens (et de capital)	+/_	Insécurité	+/_	Liée aux événements	+	Vol et destruction dus aux conflits et aux coupeurs de route			+	Pillage, déplacements
Accès aux marchés/ enclavement	+/_	Dégradation des pistes rurales	+	Dégradation des pistes rurales, circuit de commercialisation non organisé	+/-	Le réseau routier est assez dégradé, insuffisance de moyens de transport			+	Birao : Enclavement pendant 6 mois/ 12 mois, seulement accessible par avion pendant la période pluvieuse
Accès au travail	+	La plupart des usines sont fermées	+	Pas de création d'emplois	+	Manques de structure d'emploi, car destruction d'usines créant le chômage	+	Effet de la crise (ci-dessus)	+/-	Guides de chasse au chômage
Faible demande ou faibles prix de produits locaux	-/+	Problème d'écoulement du café, bois			+/-	Problème d'écoulement des produits vivrier	+	Faible demande de diamant et or	+	Enclavement, transport difficile Avant, achat par les Soudanais
Accès aux ressources naturelles	-	Ce n'est pas une contrainte	-	Disponible	-	Disponibilité des ressources naturelles			-	Disponibles
Accès aux services sociaux de base	+/-	Existence d'infrastructures sociales et économiques Mais insuffisant	+/_	Insuffisance des services sociaux et de ressources humaines compétente	+	Les infrastructures sociaux sanitaire de base ont été détruites, et populations restées	+	Difficile du fait du manque d'argent, chômage qui ne leur permet pas d'avoir accès aux	+/-	Car ONG assurent fourniture minimum

						en brousse n'y ont pas accès		services sociaux		
Maladies phytosanitaires	+/-	Existence de mosaïque du manioc	+/_	Plantes adapte au climat	+ /-	De façon sporadique			-	Absence de données
VIH/ SIDA	++	Dans les grands centre urbains et zones minières	+/_	Taux de prévalence acceptable	+	Le conflit, pauvreté	+	Zone de haute de prévalence à cause de la grande migration de la jeunesse dans ces zones.	+/-	Car exodants revenus des zones minières Sultanat et religion musulmane protègent la population

Légende

+ contrainte majeure pour la population

- contrainte non significative

+/- contrainte non significative pour la majorité des personnes, ou contrainte majeure pour une minorité de personnes

**E. Classification socio économique de la population par zones de moyens d'existences –critères de ciblage des plus pauvres (Principaux critères en gras)
Zone forestière**

	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Ménage (taille et structure)	2-4	5 -6	6 – 8	9 – 15
Cultures vivrières (types et superficies)	Manioc, bananes, arachides, maïs, courges, patates, igname, pommes de terre	Manioc, bananes, arachides, maïs, courges, patates, igname, pommes de terre	Manioc, bananes, arachides, maïs, courges, patates, igname, pommes de terre	2 ha : Manioc, bananes, arachides, maïs, courges, patates, igname, pommes de terre
Autosuffisance alimentaire (en mois)	4 mois	6 mois	8 mois	10 mois
Équipement agricole et autres biens productifs	Outils traditionnels, filets de pêche (dans la sous zone de pêche)	Outils traditionnels, filets de pêche	Outils traditionnels + tronçonneuses, sécateurs, scies égoïnes, filets de pêche, groupe électrogène + motopompe pour activité minière, fusil de chasse	Outils traditionnels + tronçonneuses, sécateurs, scies égoïnes, filets de pêche Groupe électrogène + motopompe pour activité minière, fusil de chasse
Cultures de rente (types et superficie)	Café, cacao, tabac Petites superficies	Café, cacao, tabac	Café, cacao, tabac + bois	Café, cacao, tabac + bois
Bétail et volaille (types et nbr de têtes), embouche ?	Volaille, caprins	Volaille, caprins	Volaille, caprins + bovins plus ou moins sédentaires	Volaille, caprins + bovins plus ou moins sédentaires
Principales sources de revenu (par ordre d'importance)	Cultures de rente, pêche et chasse, artisanat (lit et nattes), cueillette de produits forestiers Emploi journalier dans agriculture et pêche	Cultures de rente, pêche et chasse, petit élevage, cueillette Emploi journalier dans agriculture et pêche	Cultures de rente, exploitation minière, pêche et élevage	Cultures de rente, exploitation minière, pêche et élevage Investissement dans le diamant, le bois et le commerce et le transport
Principales sources de nourriture par ordre d'importance)	Autoproduction, cueillette, marchés, dons humanitaires pour les déplacés	Autoproduction, cueillette, marchés Peu de dons humanitaires pour les déplacés	Autoproduction, achats Peu de dons humanitaires pour les déplacés	Autoproduction, achats Peu de dons humanitaires pour les déplacés
Habitat et biens non productifs	Maison en terre banco	Maison en terre banco, radio, vélo	Maison en semi-dur, vélo	Maison en semi-dur, vélo
Statut (résident, déplacés, réfugiés, retournées, accueil)	Résidents + réfugiés + déplacés	Résidents + réfugiés + déplacés	Résidents	Résidents
Autre (HIV/ SIDA, etc.)	Paludisme, VIH/ SIDA, lépreux, tuberculose, filariose	Paludisme, VIH/ SIDA, lépreux, tuberculose, filariose	Paludisme, VIH/ SIDA, filariose	Paludisme, VIH/ SIDA, filariose
Principale contrainte chronique relative à la sécurité alimentaire	Manque de biens d'équipement Enclavement Analphabétisme VIH/ SIDA	Manque de biens d'équipement Enclavement Analphabétisme VIH/ SIDA	Enclavement VIH/ SIDA	Enclavement VIH/ SIDA
Principale contrainte actuelle relative à la sécurité alimentaire	Insécurité, Hausse des prix alimentaire	Insécurité, Hausse des prix alimentaire	Insécurité, Hausse des prix alimentaire Baisse des prix des produits de rente	Insécurité, Hausse des prix alimentaire Baisse des prix des produits de rente
Vulnérables à quels chocs principalement ?	Répartition de la pluviométrie, inondations, hausse des prix alimentaire, insécurité	Répartition de la pluviométrie, inondations, hausse des prix alimentaire, insécurité	Répartition de la pluviométrie, inondations, hausse des prix alimentaire, insécurité	Répartition de la pluviométrie, inondations, hausse des prix alimentaire, insécurité

Zone vivrier- élevage

	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Ménage (taille et structure)	1 a 3	5 a 7	8 a 10	6 à 8
Cultures vivrières (types et superficies)	Inférieur a0,25 ha	0,25 à 0,60 ha	1 à 1,5 ha	Supérieur 200 ha
Autosuffisance alimentaire (en mois)	3 mois juin juillet août	5 mois juin juillet août septembre octobre	10 mois mars à décembre	12 mois
Equipement agricole et autres biens productifs	Equipement rudimentaire (houe, machettes)	Equipement rudimentaire	Equipement rudimentaire mais un peu amélioré + traction animale	Equipement rudimentaire mais un peu amélioré traction animale
Cultures de rente (types et superficie)	Nul	Nul	Nul	Nul
Bétail et volaille (types et nbr de têtes), embouche ?	Nul	Volaille (0 à 3)	Volaille et petit ruminants(5 7)	Gros et petit bétails(20 35) plus volailles
Principales sources de revenu (par ordre d'importance) : vente de produit agricole, exode, etc.	: vente de produit agricole et des cueillettes, travail temporaire	: vente de produit agricole, des cueillettes, travail temporaire , petits commerce,	: vente de produit agricole, des cueillettes, petits commerce, chasse	: vente de produit agricole, commerce
Principales sources de nourriture par ordre d'importance	autoproduction, cueillette, dons, achats	Autoproduction, cueillette, dons, achats	Autoproduction, achats, dons, chasse	Autoproduction, achats, chasse
Habitat et biens non productifs	Taudis, maison en ruine	Maison en paille, rarement en tôle, vélos pédalé	Maison en bambou, en tôle, vélos, pédales et motos	Maison en dure vélos pédalés et motos, véhicules
Statut (résident, déplacés, réfugiés, retournées, accueil)	Résidents, déplacés, retournés	Résidents, déplacés, retournés, accueil	résidents	résidents
Autre (HIV/ SIDA, etc.)	Très rare	rare	Très accentue	modéré
Principale cause d'insécurité alimentaire chronique	Manque de disponibilité de nourriture Pouvoir d'achat très faible	Manque de disponibilité de nourriture Pouvoir d'achat faible	Mauvaise gestion des denrées	Mauvaise habitude de consommation
Principale cause d'insécurité alimentaire actuelle	insuffisance de production agricole	insuffisance de production agricole	Non application des technologies améliorées	Non application des technologies améliorées
Vulnérables à quels chocs principalement ?	Prix des denrées en hausse Non application des recommandations techniques	Prix des denrées en hausse Non application des recommandations technique	Prix des denrées en hausse	Prix des denrées en hausse

Zone Coton -vivrier -élevage

	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Ménage (taille et structure)	++	+	+ / -	-
Cultures vivrières (types et superficies)	Moins de 10 ares par type (manioc, arachides, Maïs, sorgho, riz cargo, sésame, courge)	10 à 30 ares	50 ares	+ de 100 ares
Autosuffisance alimentaire (en mois)	2 mois	3 mois	10 mois	12 mois
Équipement agricole et autres biens productifs	- (houe, machette, hache)	- (houe, machette, hache)	+ / - charrue, bœufs de trait	++ (charrue, bœufs de trait, certains motoculteurs et tracteurs)
Cultures de rente (types et superficie)	25 ares coton	25 ares coton	50 ares coton	+ de 50 ares coton
Bétail et volaille (types et nbr de têtes), embouche ?				
Bovin	0	0	1	+ 10
Caprin	0	1	5	+ 10
Ovin	0	1	2	+ 10
Porcin	0	1	2	+ 20
Volaille	0	1	10	+100
Principales sources de revenu (par ordre d'importance)				
Agriculture	+ / -	+ / -	+	++
Salaire	-	-	+	++
Secteur informel	++	+	+/-	-
Chasse et cueillette	++	+	+ / -	-
Pêche et agriculture	++	+	+ / -	-
Maraîchage	++	+	+ / -	-
Exode	++ (départ saisonnier en ville)	+	+ / -	-
Principales sources de nourriture par ordre d'importance				
Auto production	+ / -	+ / -	+	+
Achats	+ / -	+ / -	+	+
Dons	++	+	+ / -	-
cueillette/ chasse	++	+	+ / -	-
Pêche	++	+	+ / -	-
Habitat et biens non productifs	- Habitat en banco	- Habitat en banco	+ Semi dure Moyens de déplacement (vélo, mobylette)	++ Dur à semi-dur, Moyens de déplacement (motos, véhicules)
Autre (HIV/ SIDA, etc.)	++	+	+ / -	+ / -
Principale contrainte <u>chronique</u> relative à la	Faible adoption de technique culturale moderne Faible production	Faible adoption de technique culturale moderne Faible production		

sécurité alimentaire	Crise financière et économique Forte dépendance de marché Flambée des prix Faible accès aux services de base	Crise financière et économique Forte dépendance de marché Flambée des prix Faible accès aux services de base		
Principale contrainte <u>actuelle</u> relative à la SA	Insécurité civile, Mouvement de population Flambée des prix	Insécurité civile, Mouvement de population Flambée des prix	Insécurité civile Flambée des prix	Insécurité civile Flambée des prix
Vulnérables à quels chocs principalement ?	Hausse des prix des denrées alimentaires Dépenses de santé Mauvais climat Vol, Incendie Irrégularité de l'eau de boisson Inondation Chômage de longue durée Décès d'un membre de famille Remboursement de dette	Hausse des prix des denrées alimentaires Dépenses de santé Mauvais climat Vol, Incendie Irrégularité de l'eau de boisson Inondation Chômage de longue durée Décès d'un membre de famille Remboursement de dette	Hausse e prix de carburant et transport Coupure de l'électricité Remboursement de dette Perte d'emploi	Hausse e prix de carburant et transport Coupure de l'électricité Remboursement de dette Perte d'emploi

Zones minières

	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Ménage (taille et structure)				
Cultures vivrières (types et superficies)				
Autosuffisance alimentaire (en mois)				
Équipement agricole et autres biens productifs				
Cultures de rente (types et superficie)				
Bétail et volaille (types et nbr de têtes), embouche ?				
Principales sources de revenu (par ordre d'importance)	Ouvriers	Exploitant miniers	Collecteurs	Bureaux d'achat
Principales sources de nourriture par ordre d'importance (autoproduction, achats, dons, cueillette/ chasse)				

Habitat et biens non productifs	Huttes et case	Huttes et cases		
Statut (résident, déplacés, réfugiés, retournées, accueil)				
Autre (HIV/ SIDA, etc.)	Très affectés	Affectés		
Principale contrainte <i>chronique</i> relative à la sécurité alimentaire	Ils ne cultivent pas les vivriers			
Principale contrainte <i>actuelle</i> relative à la sécurité alimentaire	Effet de la crise économique mondiale et l'application du nouveau code minier			
Vulnérables à quels chocs principalement ?	Hausse des prix de denrées alimentaires, perte d'emploi	Hausse des prix de denrées alimentaires, perte d'emploi	Hausse des prix de denrées alimentaires, perte d'emploi	Fermeture de bureaux d'achat, perte d'emploi

Zone cynégétique touristique/ soudano sahélienne

	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Nantis
Ménage (taille et structure)	2 – 4	5 - 7	8 – 10	> 10 polygamie
Cultures vivrières (types et superficies)	Culture sur brûlis 0 – 50 ares	50 à 100 ares	100 ares à 1 ha	1 – 2 ha
Autosuffisance alimentaire (en mois)	6 mois	6 mois	10 mois	12 mois
Equipement agricole et autres biens productifs	Houe (Zaria), machette, hache	Idem, plus fusils artisanaux	Idem + fusils + filets de pêche	Culture attelée, charrette Traction animale (âne, cheval, bœuf)
Cultures de rente (types et superficie)	Non	Non	Non	Non
Bétail et volaille (types et nbr de têtes), embouche ?	Volaille (0 à 5 têtes)	Volaille (0 à 10) Caprins (3 – 5)	Volaille (plus de 10) Caprins (10 à 15) Bovins (5 à 10)	Volaille (10 – 20) Caprins (15 – 30) Bovins (10 – 100)
Principales sources de revenu (par ordre d'importance)	Vente de produits agricoles, produits de chasse, miel, karité, beurre	Idem	Vente de Produits agricoles, vente de produits de chasse, pêche Petit commerce	Vente de Produits agropastoraux Transport Commerce
Principales sources de nourriture par ordre d'importance (autoproduction, achats, dons, cueillette/ chasse)	Produits agricoles, chasse, pêche miel beurre de karité	Idem	Autoproduction Achat	Autoproduction Achat
Habitat et biens non productifs	Case en banco, habillement	Case en terre banco	Maison en briques cuites, toit en tôle, avec enclos	Semi dure avec enclos Véhicules par écouler produits
Statut (résident, déplacés, réfugiés, retournées, accueil)	Résidents et déplacés	Résidents	Résidents	Résidents
Autre (HIV/ SIDA, etc.)	Faible	Faible	Faible	Forte prévalence (car plus de déplacement et plus de vagabondage)
Principale contrainte <u>chronique</u> relative à la sécurité alimentaire	Pas de ressources pour investir dans les biens productifs	Pas de ressources pour investir dans les biens productifs	Enclavement 6/12 mois : difficulté d'écouler les produits	Enclavement 6/12 mois Transport difficile des marchandises et des personnes
Principale contrainte <u>actuelle</u> relative à la sécurité alimentaire	Hausse des prix insécurité	Hausse des prix insécurité	insécurité	insécurité
Vulnérables à quels chocs principalement ?	Rébellion braconnage	Rébellion braconnage	Pillage de biens par la rébellion Déplacement	Pillage de biens par la rébellion Déplacement

F. Profils des populations déplacées internes, réfugiées, et retournées et leurs contraintes
Zone forestière

Déplacés		Réfugiées		
Où sont-ils actuellement	Berberati	Obo	Zemio	Mboki (fait partie de Obo)
Origine	Paoua, Bocanenga	RDC	RDC	RDC
Lieu d'accueil	Familles d'accueil	Eglise de Obo + écoles	Regroupés dans un camp formel	Ecole primaire
Combien sont-ils ?	ND	300	2500	750
Durée de déplacement depuis leur départ ?	Et plus pour ceux de l'Ouham-Pendé partis à Berberati	Juin 2009	Oct/ Nov 2009	Juin 09
Pourquoi sont-ils venus ?	Insécurité	Guerre civile	Guerre civile	Guerre civile
Ont-ils pu emporter des biens avec eux ?	Non	Non	Non	Non
Perspectives de retour ?	Conditionnée à la paix	Incertaines	Incertaines	Incertaines
Ont-ils accès à leurs moyens de production ?	Non	Non	Non	Non
accès aux champs/ moyens de production des communautés d'accueil ?	Non	Non, pas encore	Non, pas encore	Non, pas encore
Quelles activités pratiquent-ils actuellement ?	Petit commerce, activités agricoles et minières, travaux domestiques	Participation aux travaux champêtres	Non	Non
Situation sécuritaire dans le lieu d'accueil ?	Pas bonne	Oui	Oui	Oui
Principales contraintes en matière de sécurité alimentaire	Manque de sources de revenu Manque de moyens de production	Dépendent exclusivement de l'assistance PAM, pas de	Problèmes d'intégration dans la communauté	Manque d'argent pour acheter

Retournées (Peulh)	
Où sont-ils (sous-préfecture, ville, ...)?	Sosso Nakombo Camboula Dede Mokouba – Nola
Sont-ils retournés dans leur lieu d'origine ? Si non, pourquoi ?	Pas encore, se trouvent dans la zone forestière, Zone d'origine pas encore sécurisée (Ouam Pendé, etc.)
Où avaient-ils fui ?	Cameroun, milieu rural
Pourquoi avaient-ils fui ?	Insécurité civique
Quand sont-ils revenus ?	Sept. 2009
Combien sont-ils ?	N.D.
Combien de temps étaient-ils restés à l'étranger ?	Début des conflits
De retour, ont-ils retrouvé leurs biens ?	Non
Ont-ils repris leurs activités d'avant ?	Non
Perspectives d'avenir ?	Pas très sûre
principales contraintes en matière de sécurité alimentaire actuellement	Pas d'AGR Perte de bétail pour lait et revenus
Assistance ? si oui, de quel type ? de la part de qui ?	Non
Besoins non couverts ?	Oui, tous

CONTRAINTES	
	Déplacés
Insécurité	+/_
Manque de disponibilité de nourriture	++
Manque d'accès à la nourriture	++
Manque d'argent	++
Accès aux champs et aux moyens de production	++
Perte de biens productifs (et de capital)	++
Accès aux marchés/ enclavement	++
Accès au travail	++
Faible demande ou faibles prix	
Accès aux ressources naturelles	++
Accès aux services sociaux de base	++
Maladies phytosanitaires	Na

<i>actuellement ?</i>		moyens de production	d'autres aliments	
<i>Bénéficient-ils d'aide ? si oui, de quel type ? de la part de qui ?</i>	<ul style="list-style-type: none"> pris en charge pendant l'année scolaire vivres PAM, si identifiés 	PAM NFI : ustensiles, couvertures Unicef : savon FAO : fourniture intrants prévu Logements ont été cédés aux réfugiés	PAM NFI : ustensiles, couvertures Unicef : savon FAO : fourniture intrants prévu	PAM NFI : ustensiles, couvertures Unicef : savon FAO : fourniture intrants prévu
<i>Besoins non couverts ?</i>	- Tout à faire - Certains déplacés ne sont pas identifiés et ne reçoivent pas d'assistance	Eau potable, éducation, santé, hébergement	Argent Services sociaux de base	Argent Services sociaux de base
<i>quelle est la situation des familles d'accueil ?</i>	Charge additionnelle	Une partie des familles sont dans des familles d'accueil qui ont une charge supplémentaire		

VIH/ SIDA	++
Absence de perspectives de retour	++
Non familiarité avec lieu d'accueil et système de vie	++

Zone vivrière et élevage

PROFIL	
Populations déplacées	
Où sont-ils actuellement (sous-préfecture, ville, ...)?	Bouar, Bossembele, Yaloke (Peuls)
Origine (pays/ sous-préfecture/ milieu urbain/ rural)?	Bossangoa
Lieu d'accueil (familles d'accueil, cachette en brousse, camp formel, école, etc.) ?	camp formel, mais en train de partir dans d'autres zones et à l'étranger et accueil dans des familles
Combien sont-ils ?	RAS
Durée de déplacement depuis le départ de leur lieu d'origine ?	2 ans
Pourquoi sont-ils venus ?	Insécurité due aux coupeurs de routes
Ont-ils pu emporter des biens avec eux ?	Non
Perspectives de retour ?	Non
Ont-ils accès à leurs champs ? à leurs moyens de production ? (jamais,	Non

CONTRAINTES		
	Déplacés	Explications/ justifications
Insécurité	+/_	Paix relative
Manque de disponibilité de nourriture	+	Faiblesse de la production
Manque d'accès à la nourriture	+/_	Pauvreté monétaire Prix de denrée
Manque d'argent	+	Faiblesse de la production
Accès aux champs et aux moyens de production	+	Ils ne sont pas dans leurs zones
Perte de biens productifs (et de capital)	+	insécurité
Accès aux marchés/ enclavement	+/_	Etat des pistes rurales
Accès au travail	+	Pas d'emplois
Faible demande ou faibles prix	-	

rarement, toujours)	
Ont-ils accès à des champs/ des moyens de production appartenant aux communautés d'accueil ?	Non
Quelles activités pratiquent-ils actuellement (AGR, etc.) ?	Agriculture
Situation sécuritaire dans le lieu d'accueil ?	Relativement bonne
Quelles sont leurs principales contraintes en matière de sécurité alimentaire actuellement (par ordre de priorité) ?	Manque de moyen de production Perte de bœufs car vols
Bénéficient-ils d'aide ? si oui, de quel type ? de la part de qui ?	Oui appuis du PAM, mais problème d'identification car éparpillement
Besoins non couverts ?	Besoin en kit agricole et en noyaux d'élevage (gros et petit bétail)
Le cas échéant, quelle est la situation des familles d'accueil ? sont-elles confrontées à des contraintes ?	Oui (manque de disponibilité en nourriture)

Accès aux ressources naturelles	+/_	Situation de déplacé
Accès aux services sociaux de base	+	Insuffisance des services sociaux et de ressources humaines compétente
Maladies phytosanitaires	-	
VIH/ SIDA	+/_	Rassemblement des déplacés constitue un risque de contamination
Absence de perspectives de retour	+/_	Non
Non familiarité avec le lieu d'accueil et le système de vie	-	Familiarité de la population

Zone de Coton – vivrier -élevage

PROFIL	
Déplacés	
Où sont-ils actuellement (sous-préfecture, ville, ...)?	Bozoum, Bocaranga, Paoua, Markounda, Bouguila , Kabo, kaga -bandoro
Origine	Milieux ruraux
Lieu d'accueil ?	cachette en brousse et milieu urbains
Combien sont-ils ?	Estimer à 200 000 personnes
Durée de déplacement depuis leur départ ?	De 2003 à 2007
Pourquoi sont-ils venus ?	Insécurité civile
Ont-ils pu emporter des biens avec eux ?	Non
Perspectives de retour ?	Dépend de la situation sociopolitique
Ont-ils accès à leurs moyens de production ?	jamais
Accès à des champs/ des moyens de production appartenant aux communautés d'accueil ?	accès à la terre
Quelles activités pratiquent-ils actuellement (AGR, etc.) ?	Production vivrière.
Situation sécuritaire dans le lieu d'accueil ?	Situation sécuritaire dans les villes mais pas dans les cachettes en brousse

PROFIL	
Retournées	
Où sont-ils (sous-préfecture, ville, ...)?	Bozoum, Bocaranga, Paoua, Markounda, Bouguila , Kabo, kaga -bandoro
Sont-ils retournés dans leur lieu d'origine ?	Oui
Où avaient-ils fui ?	Milieux ruraux et urbains
Pourquoi avaient-ils fui ?	Insécurité civile
Quand sont-ils revenus ?	Depuis 2008
Combien sont-ils ?	Données non disponibles (recommande à collecter)
Combien de temps étaient-ils restés à l'étranger ?	5 ans (du Tchad, Cameroun)
ont-ils retrouvé leurs biens de production ?	Non
Ont-ils repris leurs activités d'avant ? depuis quand ?	Oui Depuis 2009
Perspectives d'avenir? probabilité pour que les populations puissent se réinstaller définitivement ?	La situation est stable depuis leur retour. 80 à 90 % avec la mise en œuvre du programme DDR
Quelles sont leurs principales contraintes en matière de sécurité alimentaire actuellement (par ordre de priorité) ?	Manque d'argent Accès aux moyens de production Reconstitution du capital financier et matériel Accès au travail, VIH/ SIDA
Bénéficient-ils d'aide ? si oui, de quel type ? de la part de qui ?	Oui Santé, denrées alimentaires, intrants agricoles.

CONTRAINTES			
	Déplacés	Retournés	Explications/ justifications
Insécurité	-	-	Présence des UN/ONG internationales
Manque de disponibilité de nourriture	-	-	Présence des UN/ONG internationales
Manque d'accès à la nourriture	-	-	Présence des UN/ONG internationales
Manque d'argent	+	+	Perte des moyens de subsistance, flambée prix
Accès aux moyens de production	+	+	Non accès aux moyens de production
Perte de biens productifs (et de capital)	+	+	Mouvement des populations
Accès aux marchés/ enclavement	+/-	+/-	Dépend de la zone de refuge
Accès au travail	+	+	Manque de structures d'emploi
Faible demande ou faibles prix	+	+	
Accès aux ressources naturelles	-	-	Disponibilité des ressources naturelles
Accès aux services sociaux de base	+/-	+/-	Les infrastructures sociales sanitaire de base ont été détruites
Maladies phytosanitaires	+/-	+/-	De façon sporadique

Quelles sont leurs principales contraintes en matière de sécurité alimentaire actuellement (par ordre de priorité) ?	Manque d'argent Accès aux champs et aux moyens de production Perte de biens productifs (et de capital), Accès au travail VIH/ SIDA
Bénéficient-ils d'aide ? si oui, de quel type ? de la part de qui ?	Santé, denrées alimentaires, intrants agricoles. SNU et ONG nationales et internationales (éducation, santé) : MSF, FAO, COOPI, DRC, Première Urgence, Mentor
Besoins non couverts ?	Problème d'eau potable Problème d'infrastructures d'éducation dans zone frontalière (Kaga Bandoro, Markunda)
Le cas échéant, quelle est la situation des familles d'accueil ?	Baisse du nombre de repas journalier Faible quantité de nourriture

	SNU et ONGs (cf. déplacés)
Besoins non couverts ?	Partiellement couverts, mais encore : Problèmes de services sociaux de base (eau, éducation, santé) et Intrants agricoles (outils, semences)

VIH/ SIDA	+	+	Conflit, pauvreté
Absence de perspectives de retour	+ /-	+ /-	Dépendance de la situation sociopolitique
Non familiarité avec le lieu d'accueil et le système de vie	+ /-	+ /-	Situation géographique

Zone cynégétique et zone minière

PROFIL réfugiées		
Où sont-ils actuellement	Haute-Kotto (Sam Ouandja/, Ouadda Djallé, Yalinga,)	Mongoumba/ Lobaye
Origine	Soudan : Camps formel (Sam Ouandja)	RDC : Mongoumba
Lieu d'accueil	Camps formels	Camps informels
Combien sont-ils ?	Haute-Kotto : 3 800 pers	environ 10 000
Durée de déplacement?	2007-2009 Sam Ouandja	Nov. 2009
Pourquoi sont-ils venus ?	Insécurité au Darfour (Sam Ouandja),	ethniques
Ont-ils pu emporter des biens avec eux ?	Non	Oui bétails et autres biens
Perspectives de retour ?	Dépend de la paix au Darfour	
Ont-ils accès à leurs	jamais pour Sam Ouandja	Toujours

PROFIL déplacées		
Où sont-ils actuellement	Villes sécurisées (Biraou, Ndélé, Ouada Djallé, Ouada, Bria, Saman Ouadjo)	
Origine	Milieu rural (villages)	
Lieu d'accueil	Cachette en brousse Familles d'accueil (solidarité parentale)	
Combien sont-ils ?	Plus de 5000	
Durée de déplacement depuis leur départ	Depuis oct. 2006 au moment du début des conflits ; 2007-2009	
Pourquoi sont-ils venus ?	Insécurité (rébellion, braconnage, coupeurs de route)	
Ont-ils pu emporter des biens avec eux ?	Rarement	
Perspectives de retour ?	Si cessation des hostilités, désarmement et réinsertion	
Ont-ils accès à leurs	Rarement	

PROFIL retournées	
Où sont-ils	Bria, Mouka, Ouada et Ouada Djallé
Sont-ils retournées dans leur lieu d'origine ?	Oui
Où avaient-ils fui ? (pays/ milieu urbain/ rural)?	Dans la brousse
Pourquoi avaient-ils fui ?	Conflits armés
Quand sont-ils revenus ?	2008
Combien sont-ils ?	12 000 pers
Combien de temps étaient-ils restés à l'étranger ?	Plus d'un an
De retour chez eux, ont-ils retrouvé leurs biens productifs ?	Non
Ont-ils repris leurs activités	Non

moyens de production ?		
Ont-ils accès à des champs/ des moyens de production appartenant aux communautés d'accueil ?	Oui, par solidarité religieuse, mais limitée Pas d'autorisation formelle encore obtenue	Idem
Quelles activités pratiquent-ils actuellement (AGR, etc.) ?	Petits commerces Chasse, maraîchage	Idem
Situation sécuritaire dans le lieu d'accueil ?	Fragile, malgré contingent MINURCAT et efforts par gouvernement	Pas bien protégé
Quelles sont leurs principales contraintes en matière de sécurité alimentaire actuellement (par ordre de priorité) ?	Mésentente avec les autochtones Manque de moyens de production Manque d'argent Difficultés d'adaptation (habitudes alimentaires) Régime alimentaire peu diversifié Terres pour cultiver	Incertitude par rapport à leur avenir Sécurité pas claire, aussi dans lieu d'origine
Bénéficient-ils d'aide ? si oui, de quel type ? de la part de qui ?	vivres PAM, protection et services sociaux HCR, soins médicaux UNICEF, MSF, Croix Rouge, IMC, Triangle Génération Humanitaire, OMS	Unicef OMS
Besoins non couverts ?	Crédit agricole Moyens de production agricole et autorisation pour cultiver Accès à l'eau potable	Accès à l'eau potable, manque de latrines (Mongoumba)
Le cas échéant, quelle est la situation des familles d'accueil ?	NA, ne sont pas dans des familles d'accueil. Risque de conflit de terre avec autochtones.	Charge additionnelle

moyens de production ?		
Ont-ils accès à des champs/ des moyens de production appartenant aux communautés d'accueil ?	Oui	
Quelles activités pratiquent-ils actuellement (AGR, etc.) ?	Agriculture, chasse, pêche, cueillette, Main d'œuvre dans les mines or et diamant	
Situation sécuritaire dans le lieu d'accueil ?	Sécurité relative mais -/ + précaire	
Quelles sont leurs principales contraintes en matière de sécurité alimentaire actuellement (par ordre de priorité) ?	Insécurité, pillage par les braconniers Enclavement Problème d'accès aux vivres : Hausse des prix des denrées alimentaires Problème d'accès aux champs Régime alimentaire pauvre Manque d'argent	
Bénéficient-ils d'aide ? si oui, de quel type ? de la part de qui ?	Oui, Croix Rouge nationale, PAM (cantines scolaires), Antenne OMS à Ndélé, gouvernement (contingent de sécurité), JRS et CARITAS (éducation), IMC et MSF (santé)	
Besoins non couverts ?	Difficulté de recevoir les transferts d'argent de leurs parents des sites miniers du sud Eau potable, soins de santé primaires Prise en charge des orphelins et autres enfants vulnérables, veuves Sensibilisation à la diversification alimentaire	
Le cas échéant, quelle est la situation des familles d'accueil ?	Difficulté d'acquisition des ressources Familles d'accueil très pauvres Promiscuité	

d'avant ? (travaux miniers etc.) Si oui, depuis quand ?		
Perspectives d'avenir? La situation est-elle stable ? quelle est la probabilité pour que les populations puissent se réinstaller définitivement ?		Situation relativement stable et probabilité de sécurité faible
Quelles sont leurs principales contraintes en matière de sécurité alimentaire actuellement (par ordre de priorité) ?		Difficultés financières, manque de disponibilité de denrées alimentaires
Bénéficient-ils d'aide ? si oui, de quel type ?		
Besoins non couverts ?		

Zone cynégétique et zone minière (suite)

CONTRAINTES				
	Réfugiés	Déplacés	Retournés	Explications/ justifications
Insécurité	+	+	+	Crise Darfour (Haute-Kotto) Crise RDC (Mongoumba)
Manque de disponibilité de nourriture				
Manque d'accès à la nourriture				
Manque d'argent	+	+	+	Dans les sites d'accueil de réfugiés, les dons sont en nature et non en numéraire. Par conséquent, réfugiées, déplacés manquent d'argent.
Accès aux champs et aux moyens de production				
Perte de biens productifs (et de capital)				
Accès aux marchés/ enclavement				
Accès au travail	+	+	+/-	Les réfugiés dans les camps n'ont pas le droit au travail
Faible demande ou faibles prix				
Accès aux ressources naturelles				
Accès aux services sociaux de base				
Maladies phytosanitaires				
VIH/ SIDA				
Absence de perspectives de retour				
Non familiarité avec le lieu d'accueil et le système de vie				

ANNEXE 3 : ANALYSE CAUSALE (SECURITE ALIMETAIRE)

Variable dépendante : insécurité alimentaire (1=Oui ;0=Non) ; N=4284 ; LR $\chi^2=1422.54$; Prob>$\chi^2=0.000$; Pseudo R² = 0.2741							
	Déterminants	Coef.	Std. Err.	Z	P>z	[95% Conf.	Interval]
	Caractéristiques socio démographiques						
Ref=Plus de 11 pers	1-3 pers	1.060234	.2081615	5.09	0.000	.6522451	1.468223
	4-7 pers	.1974033	.1760573	1.12	0.262	-.1476627	.5424693
	8-10 pers	-.2050509	.1917477	-1.07	0.285	-.5808695	.1707677
Masculin=1, Féminin=0	Sexe	.4381571	.1641516	2.67	0.008	.1164257	.7598884
Ref=célibataire	Veuf	.1199726	.2418521	0.50	0.620	-.3540489	.5939941
	Divorce: séparé	.2594845	.2436749	1.06	0.287	-.2181095	.7370785
	Marie	-.2691456	.1965607	-1.37	0.171	-.6543974	.1161063
	Aucun niveau d'instruction	.2163207	.1037672	2.08	0.037	.0129406	.4197008
	A perdu un membre qui contribué au cours des 12 derniers mois	.136672	.1434541	0.95	0.341	-.1444929	.417837
	Résident habituel	.156271	.0737474	2.12	0.034	.0117287	.3008132
	Membre chroniquement malade	.1743258	.1179065	1.48	0.139	-.0567666	.4054182
	A accueilli des déplacés au cours des 12 derniers mois	-.0184728	.1287313	-0.14	0.886	-.2707816	.233836
	Localisation géographique						
Rural=1, urbain=0	Milieu de résidence	.3355516	.1134523	2.96	0.003	.1131893	.557914
	Ombella-Mpoko	-1.199272	.3555272	-3.37	0.001	-1.896092	-.5024516
	Lobaye	.1054686	.2917237	0.36	0.718	-.4662993	.6772365
	Mambéré-Kadéi	-.4703028	.3141927	-1.50	0.134	-1.086109	.1455035
	Nana Mabere	-.8188534	.3117371	-2.63	0.009	-1.429847	-.20786
	Sangha-Mbaéré	.3632424	.2962387	1.23	0.220	-.2173748	.9438596
	Ouham-Pendé	1.012971	.3003922	3.37	0.001	.4242127	1.601728
	Ouham	.5326189	.2942109	1.81	0.070	-.0440239	1.109262
	Kémo	.461984	.2956074	1.56	0.118	-.1173959	1.041364
	Nana Gribizi	1.509107	.3005107	5.02	0.000	.9201166	2.098097

Variable dépendante : insécurité alimentaire (1=Oui ;0=Non) ; N=4284 ; LR $\chi^2=1422.54$; Prob> $\chi^2=0.000$; Pseudo R² = 0.2741

	Ouaka	.050917	.2916162	0.17	0.861	-.5206402	.6224742
	Bamingui bangoura	-1.195999	.3523609	-3.39	0.001	-1.886614	-.5053849
	Haute-Kotto	.5472451	.3115151	1.76	0.079	-.0633132	1.157803
	Vakaga	.2124188	.5847244	0.36	0.716	-.93362	1.358458
	Basse-Kotto	.5279393	.3042447	1.74	0.083	-.0683694	1.124248
	Mbomou	-.6125676	.3022105	-2.03	0.043	-1.204889	-.0202459
	Haut Mboumou	-.5704724	.3300468	-1.73	0.084	-1.217352	.0764075
	Caractéristiques socio économiques						
	Wealth index	-.2757798	.0780338	-3.53	0.000	-.4287231	-.1228364
Ref=quintile5	Quintile1	.4917473	.1749199	2.81	0.005	.1489106	.834584
	Quintile2	.4480049	.1671008	2.68	0.007	.1204934	.7755164
	Quintile3	.2512342	.1623413	1.55	0.122	-.066949	.5694173
	Quintile4	.1768117	.160759	1.10	0.271	-.1382701	.4918936
	Indicateurs d'accès économiques						
	Logarithme des dépenses par tete	-3.334462	.2136449	-15.61	0.000	-3.753199	-2.915726
	Reduced coping strategy	.013091	.0057214	2.29	0.022	.0018773	.0243046
	UBT	.0025098	.0142331	0.18	0.860	-.0253866	.0304062
	N'a pas reçu de transfert	.5392943	.3481001	1.55	0.121	-.1429695	1.221558
	Propriétaire des terres	-.1963319	.134794	-1.46	0.145	-.4605233	.0678595
	Utilise des techniques pour améliorer des rendements	-.2497066	.0883885	-2.83	0.005	-.4229448	-.0764684
	A assez de semences pour la prochaine campagne agricole	-.3625642	.0933847	-3.88	0.000	-.5455948	-.1795337
	Logarithme des dettes en valeur	.1677049	.0617542	2.72	0.007	.046669	.2887408
	Moyens de subsistance des ménages						
	Agriculture	.1205313	.1081206	1.11	0.265	-.0913813	.3324438
	Ouvrier/journalier	.2796244	.1961205	1.43	0.154	-.1047646	.6640135
	Chasse cueillette/pêche	-.2077336	.1362425	-1.52	0.127	-.4747639	.0592967
	Mendicité	-.695596	1.065654	-0.65	0.514	-2.78424	1.393048

Variable dépendante : insécurité alimentaire (1=Oui ;0=Non) ; N=4284 ; LR ki²=1422.54 ; Prob>ki²=0.000 ; Pseudo R² = 0.2741

Transfert	-.7387137	1.31454	-0.56	0.574	-3.315164	1.837737
Autres	3.630215	1.147225	3.16	0.002	1.381695	5.878735
Chocs						
Perte d'emploi/réduction de salaire	.1820459	.1477104	1.23	0.218	-.1074611	.4715529
Dépenses de sante/malade dans le ménage	.1077997	.0924579	1.17	0.244	-.0734143	.2890138
Décès d'un membre de la famille, funérailles	.0528469	.1131278	0.47	0.640	-.1688794	.2745733
Hausse des prix des denrées alimentaires	-.197165	.1045055	-1.89	0.059	-.401992	.0076621
Hausse du prix du carburant/transport	-.3798311	.1073435	-3.54	0.000	-.5902206	-.1694416
Paiement/hausse du prix du loyer	-.6830821	.2964639	-2.30	0.021	-1.264141	-.1020234
Remboursement des dettes	.0829319	.1276659	0.65	0.516	-.1672887	.3331526
Chômage de longue durée	-.0179456	.1234062	-0.15	0.884	-.2598172	.223926
Irrégularité/insalubrité de l'eau de boisson	-.3553936	.1090912	-3.26	0.001	-.5692084	-.1415787
Coupure d'électricité	.8055176	.3462396	2.33	0.020	.1269005	1.484135
Autre	.0428292	.220971	0.19	0.846	-.390266	.4759243
Constante	9.268354	1.041038	8.90	0.000	7.227956	11.30875

ANNEXE 4 : METHODE DE CALCUL DE L'INDICE DE STRATEGIE DE SURVIE

Indice CSI = Σ (freq*coeff de ponderation)

Freq = fréquence du mécanisme d'adaptation (0 = jamais ; 1 = rarement (1-2 fois par semaine) ; 2 = parfois (2-3 fois par semaine) ; 3= presque tous les jours (4-5 fois par semaine) ; 4 = chaque jour

15 mécanismes inclus dans l'indice :
